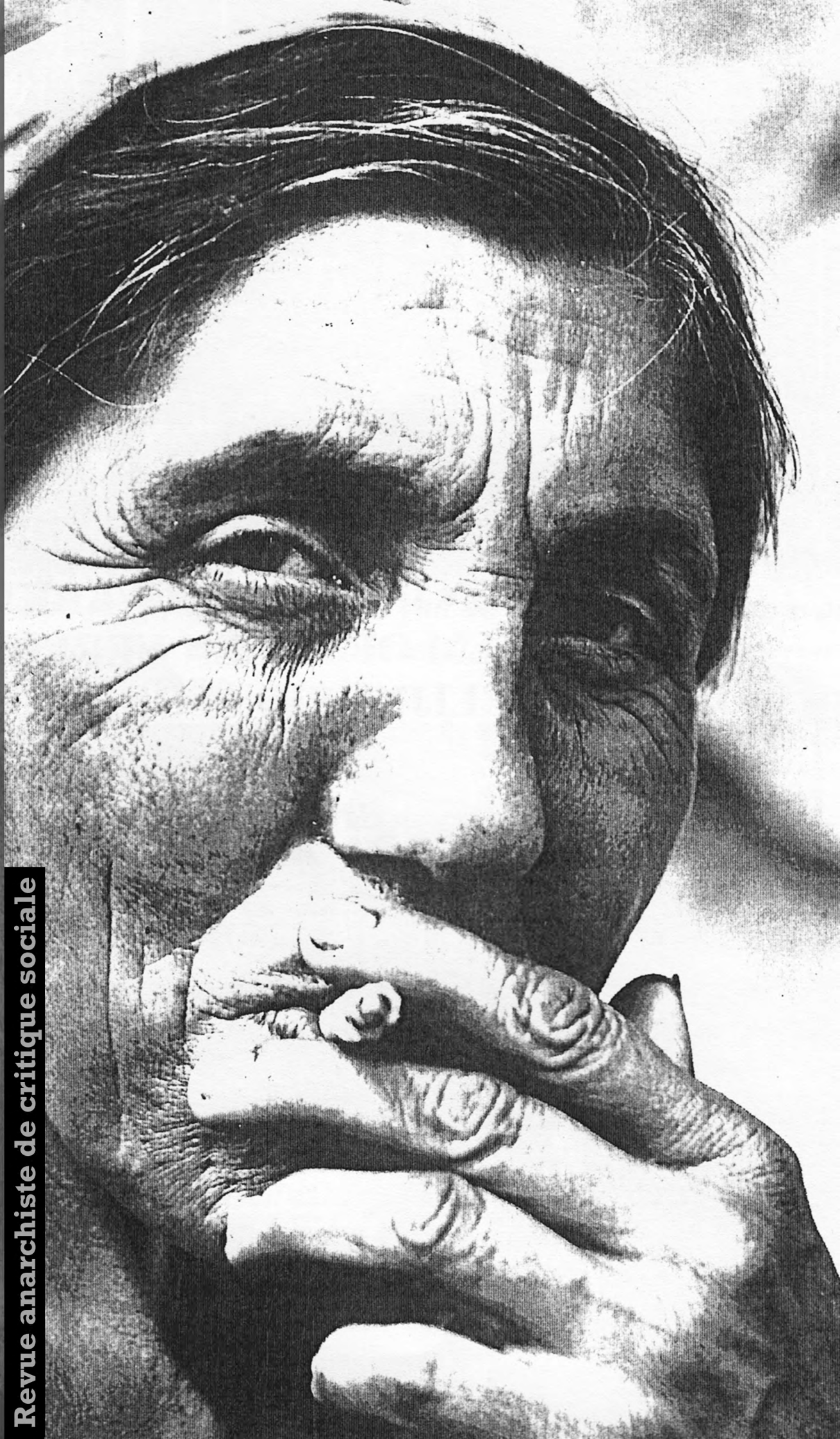


ANARCHISME



SEPTEMBRE
2013

Revue anarchiste de critique sociale



Encore une revue ? Pas tout à fait. D'un côté, il nous semble qu'au moment où les idées tendent toujours plus à devenir des marchandises ou de simples opinions (virtuelles qui plus est), continuer à faire circuler par écrit quelques réflexions reste plus que jamais nécessaire. D'un autre côté, si on peut toujours tenter de disséquer à l'infini la énième restructuration en cours de la domination, la question serait également d'affiner nos angles d'attaque pour mieux lui porter des coups. Théorie, agitation, analyse ou propositions se mêleront donc en un mélange que nous souhaitons subversif.

Le fait que certains textes soient publiés ici ne signifie pas nécessairement que nous en partageons l'intégralité, car il nous importe davantage de susciter des discussions qui rompent avec l'activisme mouvementiste ou avec les spéculations autoritaires. Cela pourrait être aussi une manière d'explorer quelques pistes, tout en sachant que c'est dans notre vie même, au quotidien, que s'élaborent les hypothèses révolutionnaires avec toutes les conséquences qui en découlent.

Encore une revue ? Peut-être. Mais en tout cas un instrument supplémentaire pour intervenir dans la guerre sociale, de l'intérieur d'une conflictualité qui tend aussi à échapper aux récupérateurs traditionnels en se développant dans toutes les directions. Une petite contribution pour approfondir, en quelque sorte, les *mauvaises passions* d'une liberté démesurée pour toutes et tous.

Cette grande prison à ciel ouvert

• Lille2004, une funèbre symphonie	4
• Merde à Vauban	9
• Balade parisienne, Points de passage	10
• De l'ombre des villes aux lueurs de l'insurrection	12
• Bruxelles/Paris, La fin des transports en commun	14
• Paris, Le tram-tram quotidien arrive (encore)	15
• Bruxelles, Les artères de la métropole	16
• Bruxelles, Maxi-taule et ville-prison	17
• Zurich, Société ou prison ?	18
• Zurich, Sans illusions...	19

Focus

• Les pestes religieuses	20
• Pensées iconoclastes	22
• Dieu Patrie Famille	22
• Si Dieu existait réellement...	25
• Mosquées, églises et autres conneries	28
• Nous avons mis le feu à la cathédrale des forces armées	28
• La grande messe	30

Pot-pourri

• Pour régler les comptes	31
• Pacification sociale & citoyennisme	34
• La plaie du civisme	36
• Colères lisboètes	36
• L'imprévu	40
• Amnistie sociale et illusions démocratiques	42
• Contre l'amnistie	44
• Mierda siempre Comandante !	45

Commentaires déplacés

• ZAD alors !	46
• Gendarmes et voleurs	47

Fil de l'histoire

• Oui, le Reichstag brûle !	
L'acte individuel de Marinus Van der Lubbe	48



Subversions
c/o Bibliothèque Libertad
19, rue Burnouf
75019 Paris
subversions@riseup.net

A l'unité : 2 euros
5 exemplaires : 7 euros
10 exemplaires : 12 euros
(Chèques à l'ordre de : Ce)

UNE FUNEBRE SYMPHONIE



NN, Lille, début 2005

*Ô cité chérie, puissé-je, par l'éclat de mes chants, répandre
au loin ta gloire avec plus de vitesse que le coursier rapide
ou que le vaisseau léger qui fend l'onde !*

Pindare, *Olympique IX*,
à Epharmoste d'Oponthe, vainqueur à la lutte¹

Lille2004 s'est prétendument terminé un 20 novembre². Comme si un dernier bal coloré pouvait marquer la fin d'un Lille-capitale-européenne-de-la-culture, et nous convaincre par là même de son existence dans un lieu et un temps donnés... Ce que nous avons vu c'est juste la fin d'une série d'expositions et de pseudo événements, notamment d'une troisième saison placée sous le signe de l'architecture et de l'urbanisme. Trois derniers mois pendant lesquels le visiteur a pu admirer les plus évidents symboles de l'oppression urbaine érigée, comme il se doit, en art. Une glorification de « Lille, métropole européenne » qui a fait mine de figer l'urbanisme sous les vitres des expositions, alors même que la métamorphose de la ville ne cesse de s'accélérer. Une introduction à ce que l'on appelle aujourd'hui l'art de ville. Car comme toujours, derrière les frasques de la fête se sont joués d'autres enjeux, d'autres métamorphoses engagées à plus long terme. « Pour 2004, pour longtemps. »

L'URBANISTE, CE FLIC

Entre 1853 et 1870, un certain baron Haussmann se lance dans le réaménagement de Paris, officiellement pour augmenter le prestige de la ville et lui offrir sa vraie stature de capitale européenne. En réalité, l'objectif de ces grands travaux n'est pas tant d'accroître le rayonnement de la capitale que de faciliter le contrôle de son peuple... Napoléon III, impressionné par Londres, a pensé sa ville idéale avant même son coup d'Etat : une ville sécuritaire, contre-révolutionnaire. Pour asseoir la dynastie des Napoléonides et éviter le tragique destin des Bourbons et des Orléans, il faut étouffer dans l'œuf une nouvelle révolution, tirer les leçons des insurrections de 1830 et de 1848...

C'est donc sous couvert de prestige qu'Haussmann applique son urbanisme en véritable stratégie militaire. Il relie les ca-

sernes au centre de la ville, détruit les logements ouvriers pour écarter les classes laborieuses, annihile les foyers d'insurrection, remplace les pavés par du macadam, éventre le vieux Paris, quartier des émeutes. Il éloigne les pauvres des édifices publics et surtout, il perce les ruelles de grands boulevards aux dimensions jusque là inconnues, où des barricades ne peuvent résister à une charge de cavalerie ou à un tir d'artillerie. En parallèle à cet urbanisme militaire, esthétique et hygiéniste, la ville se subordonne aux besoins du commerce. Le capitalisme s'y étale sans complexe. C'est la curée et l'apparition des grands magasins.

Le Corbusier, qui voyait en Haussmann « le premier urbaniste moderne », n'imaginait lui-même que cette alternative : « l'architecture ou la révolution »³. Aujourd'hui, cette quête de la ville sécurisée obsède encore les urbanistes. Les cités sont façonnées pour ceux qui les dirigent, l'urbanisme étant toujours, et définitivement, un outil du contrôle social. La banlieurisation engagée au XIXe siècle a connu son apogée avec les grands ensembles, la ville, naturellement consacrée au capitalisme, devenant le terrain de la ségrégation sociale et de la fragmentation fonctionnelle de la vie. Et aujourd'hui, ce sont ces mêmes logements sociaux que l'on veut « résidentia-liser », dont on veut redresser l'image, et qui continuent d'être des zones d'expérimentation urbanistique.

Ainsi le credo des urbanistes c'est l'espace défendable, introduit par Oscar Newman⁴ dans les années 70 : l'espace urbain doit être sécurisant et la ville façonnée afin d'éviter la délinquance et de faciliter sa répression. Selon les préceptes de la *prévention situationnelle*, il faut limiter les cibles potentielles, empêcher les actions de délinquance et favoriser le contrôle partagé des lieux entre leurs locataires. Dans cette optique, architectes et urbanistes s'inspirent de ce qu'ils ont déjà élaboré pour l'univers carcéral. A l'heure où les prisons sont conçues comme des mini-villes, les univers urbains et carcéraux ont tendance à se confondre. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur, urbanistes et architectes appliquent les

mêmes méthodes qui ont fait d'eux des acteurs principaux de notre flicage quotidien⁵. En ville la surveillance ne cesse de s'accroître, suivant le concept bien connu du *Panopticon* de Jeremy Bentham. Tout espace doit pouvoir être vu. Tout délinquant potentiel doit avoir le sentiment d'être surveillé. Aussi, dans les nouveaux aménagements urbains, on évite les angles morts ; on place les luminaires et les arbres de façon à éviter les coins d'ombre ; on installe des miroirs un peu partout, notamment dans les escaliers ; et on réduit la taille des haies... La visibilité est maximale et l'habitant est invité à s'improviser maton, à surveiller son habitat.

Mais outre cette organisation de l'espace qui fait de l'habitant l'objet et le sujet de la surveillance, c'est la technologie de pointe même qui est fournie pour l'autosurveillance. C'est dans cette logique de « co-veillance » que les HLM⁶ proposent aux locataires un accès aux caméras de sécurité, dans leur salon, via leur télévision. En introduisant la démocratie chez Big Brother, on balaye de la main les accusations d'atteinte aux libertés : la surveillance est décentralisée et cogérée.

Evidemment, cette surveillance seule ne suffit pas. Parallèlement à ces mesures, l'espace défendable s'adapte pour favoriser la capture du délinquant. Les policiers urbanistes condamnent les coursives et suppriment les toits en terrasse. Ils installent des halls avec sas, des vidéophones et font disparaître les ornements des façades pour éviter l'escalade... L'immeuble se lisse. Restent les pics anti-pigeons.

Cette prise en compte de la sécurité dans l'aménagement de l'espace, la *prévention situationnelle* n'est pas un délire de quelques urbanistes, mais bien la nouvelle norme pour la ville. L'Europe devrait bientôt coucher tout cela sur papier, condamnant les haies du Vieux Continent à ne pas mesurer plus de 72 centimètres.

Mais si l'espace défendable a d'abord été imaginé pour l'habitat social, ses méthodes s'appliquent sans mal à d'autres types d'infrastructures, en particulier aux équipements de loisirs. Ainsi ce sont les mêmes concepts qui ont pu être utilisés lors de la construction du Stade de France, à Saint-Denis : même perdu au milieu de 80 000 personnes, impossible d'échapper à la surveillance des caméras mobiles placées sur le toit. Surtout, le contrôle social s'exprime avec la même intensité à l'intérieur et à l'extérieur de l'équipement. Le poste de commandement centralisé du Stade est par exemple capable de suivre un supporter depuis la station de RER Châtelet jusqu'à sa place dans les tribunes. La surveillance ne se limite plus à l'intérieur de l'enceinte mais irradie l'environnement de l'infrastructure. L'équipement de loisirs ne se contente pas de s'autosécuriser mais étend son besoin de sécurité à l'ensemble du quartier. Et puisqu'il est souvent un pôle qui s'inscrit dans des projets bien plus vastes (de constructions de bureaux, de commerces, de logements), il se pose comme un facteur important de réaménagement de la ville.⁷

LILLE ENTRE BÉTON ET VIEILLES PIERRES

C'est un facteur qu'aurait bien saisi Lille en 1995 en postulant pour accueillir les Jeux olympiques de... 2004. Une idée lancée par le désormais très influent « Grand Lille », club de grands patrons de la métropole avec à sa tête le roi du légume en boîte, Bruno Bonduelle. Finalement, le projet n'a même pas été retenu parmi les finalistes, et c'est Athènes qui aura profité des Jeux pour se construire un aéroport, un métro, une autoroute, un tramway, des centres culturels, et pour requalifier et aseptiser les quartiers de Gazi et Psiri... Mais si la « jeunesse du monde entier » ne s'est pas réunie

à Lille en 2004, cette candidature aux Jeux olympiques venait d'engager un processus irrémédiable. En se déclarant capable d'organiser un événement d'ampleur, la ville venait définitivement de se fondre dans la métropole européenne. Et aujourd'hui Bruno Bonduelle peut se réjouir et clamer à qui veut bien l'entendre que la candidature de Lille aux Jeux olympiques fut une grande réussite, une manière de faire connaître Lille dans le monde entier en fédérant la ville autour d'un projet d'ampleur. Car le « Grand Lille » s'est trouvé un autre prétexte pour réaménager l'espace urbain, pour s'engager dans cet urbanisme sécuritaire : en 2004, la ville s'est offert ses « Olympiades culturelles »⁸, une image de marque et un bien beau logo...

* * *

Au XIXe siècle – révolution industrielle oblige –, les usines se multiplient à Lille et les remparts de la ville doivent accueillir de nombreux ouvriers, dont une forte immigration belge. En peu de temps, les nouveaux venus se sont déjà appropriés les quartiers Saint-Sauveur et Saint-Maurice et en 1858, Lille doit annexer les communes suburbaines de Wazemmes, Moulins et Fives, officiellement pour agrandir et assainir la ville, plus concrètement pour entasser le surplus de fabriques et d'ouvriers.

Evidemment, les travaux d'épuration d'Hausmann ont rapidement fait des émules en province, et en 1857, le préfet Vallon, aidé de l'architecte Henri Kolb, s'engage dans l'haussmannisation de Lille. Selon les mêmes schémas, on construit de grandes artères : les rues Faiderbe, Nationale et Carnot. Près du centre, la place Napoléon III (place de la République), avec sa poste et sa préfecture, devient un nouveau pôle d'attraction pour la bourgeoisie qui, lasse d'être cantonnée au quartier Royal, s'y installe et se construit son boulevard de la Liberté.

De même, partout en France s'est développé cet urbanisme contre-révolutionnaire, basé sur le transfert sélectif des populations dangereuses et la conception d'une ville apte à répondre à la menace intérieure. A Lille, ces modifications de l'urbain se sont déroulées en plein développement ferroviaire. Ainsi en 1867, la gare du Nord parisienne déménage à Lille – ville reliée à la capitale depuis 1846. A l'occasion de l'inauguration de la ligne, le compositeur français Hector Berlioz composa même une cantate, *Le Chant des chemins de fer*.

* * *

Ceux et celles qui ont assisté au fiasco de l'inauguration de Lille2004 se souviennent peut-être de l'interprétation de l'œuvre de Berlioz par l'Orchestre national de Lille et les formations de Londres, Paris et Bruxelles. Un hommage non plus à la vieille gare Lille-Flandres, mais évidemment au TGV et à la turbine tertiaire, Euralille. Car c'est bien l'érection de ce temple du capitalisme, dans les années 90, qui a lancé pleinement le changement d'image de la « capitale des Flandres ». Depuis, cet amas de verre et de béton, où se mêlent pouvoirs financier et politique, n'a même cessé de s'étendre, bétonnant peu à peu le quartier Saint-Maurice.

Le succès financier n'est pas au rendez-vous mais peu importe. L'essentiel c'est l'image. A l'heure où la ville est une marque, un produit qui se vend aux touristes et aux nouvelles technologies, Lille devait se sortir de son image de vieille ville industrielle gangrenée par le chômage. Et c'est bien ce même processus qui se poursuit aujourd'hui⁹ : Lille2004 est arrivé par le train, il y a bien longtemps de cela. Parce que

la ville-marque avait besoin de s'euro-péaniser, Pierre Mauroy a bataillé dur pour que le TGV entre à Lille (le 18 mai 1993), la rapprochant ainsi de Paris, Londres et Bruxelles. En rivalité avec Amiens, la ville a été jusqu'à déboursé quelques 136 millions de francs pour éviter que le train ne se contente de la contourner. La mairie avait bien compris que l'entrée du TGV dans la cité constituerait un formidable pôle d'attraction¹⁰. Parce que la compression des distances avec les capitales européennes favorise l'installation d'une population aisée et que les transports participent évidemment au renouvellement de la ville¹¹. L'arrivée du TGV, à l'image de l'arrivée de l'autoroute A1 en 1956, était donc une aubaine pour créer de toute pièce un nouveau centre financier et décisionnel. Une œuvre architecturale qui marque les esprits. Un îlot de béton sorti de nulle part, hommage à Carrefour et au Crédit lyonnais...

Mais la naissance d'Euralille n'a fait qu'accompagner un dé-crasage de la ville déjà engagé. Pour sa nouvelle image, Lille se devait d'être présentable, attirante, comme une pub, désinfectée... Et l'on a fait d'une pierre deux coups ! Le nettoyage de façades s'accompagnant souvent d'une éviction des habitants. Ainsi sous prétexte de sauvegarder le vieux Lille, on a offert à la bourgeoisie du quartier Royal et du centre la possibilité de s'étendre sur cette zone jugée insalubre. Et aux magasins de luxe de coloniser le quartier. On s'est éloigné d'un coup des années béton où l'on se permettait encore, façon Haussmann, de raser pour mieux reconstruire, mais le résultat est similaire. Car rappelons qu'en 1957 c'est Saint-Sauveur, quartier historiquement ouvrier, qui faisait les frais de l'urbanisme hygiénique : le quartier fut détruit, 5 400 habitants délogés, le lieu de naissance de l'Internationale bétonnée, laissant la place à un centre d'affaires et aux administrations. Si le résultat escompté fut atteint radicalement et en peu de temps, ce genre de méthode, trop voyante et trop controversée, est donc abandonné.

A présent il faut agir plus subtilement, insidieusement. Alors on se sert de la mode des belles pierres ; on agit le prétexte de «sauvegarde du patrimoine»¹². Et c'est au nom de ce formidable « héritage commun » qu'on laisse place aux boutiques de luxe ; que ceux qui se tuaient chez Vrau, Descamps, Belle-sieur ont été oubliés sous le vernis ; qu'on a expulsé la mémoire... Les immigrés et les petits vieux du vieux Lille ont été littéralement délogés par SLE et compagnie et leurs HLM haut standing pour gauche caviar. Ainsi entre 1975 et 1982, le quartier a perdu 21 % de sa population, pendant qu'on restaurait, qu'on effaçait «*le sang qui couvre les briques*»¹³.

Aujourd'hui, loin des performances architecturales d'Euralille, le centre poursuit son extension sur cette lancée, englobant, vernissant petit à petit tous les quartiers intra-périphérique. Les deux communes annexées au XIXe siècle pour y entasser les ouvriers sont évidemment les premières sur la liste de cette grande digestion : Moulins et Wazemmes sont définitivement délaissés par les usines et les brasseries, alors que le centre a besoin de s'étendre et la ville d'assumer son nouveau rôle de métropole européenne. A nouveau ce sont les anciens quartiers ouvriers qui subiront de plein fouet les métamorphoses imposées par la mairie et la « communauté urbaine ». Il faut rendre vacants ces quartiers historiquement « populaires », expulser les habitants, puis détruire, reconstruire, remodeler... quelle que soit la méthode. L'urbanisme se sert des anciens lieux de production abandonnés. Les ateliers de filature et de tissage Leblan et les usines de coton Wallaert sont transformées, ici en fac de droit, là en Institut

d'études politiques, en bureaux et évidemment en logements étudiants.

Finis donc le béton, finis la démesure ! On la réserve à Carrefour et au Crédit lyonnais. Même les grands ensembles sont voués à disparaître, paraît-il. Alors, place à ce qu'on appelle « *la requalification de l'habitat* ». Et surtout, partout, place à la fête.

LA FÊTE, PARTOUT, PUE LA MORT

Dans ce cadre de sécurisation de l'urbain et de ségrégation des classes laborieuses, on ne pourrait voir en Lille 2004 qu'un écran de fumée. Un brouillard supplémentaire pour cacher la ville qui se meurt, des paillettes pour cacher l'essentiel. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui les réjouissances se doivent d'être participatives. Habillez-vous de blanc, fabriquez des marionnettes en carton, graffez sur des spots réservés... Et inventez votre cité idéale. Nous, on s'occupe du reste... Mais si la manifestation culturelle s'ancre tout à fait dans cette métamorphose de la ville, c'est aussi parce qu'elle en est un acteur important. Parce qu'en tant que *fête*, elle s'en sert. Elle fait usage des rues, des places, des édifices et des monuments.

La *fête* est partout et partout où elle est, elle participe insidieusement à la métamorphose de la ville. Événements réguliers ou exceptionnels – de l'Exposition universelle à la Fête de la musique, en passant par la Grande Braderie, la Coupe du monde et les Jeux olympiques – les *fêtes* sont de formidables outils de transformation, expériences grandeur nature dont nous sommes les cobayes. Annoncées temporaires, elles permettent de tester des métamorphoses radicales de l'environnement, avant d'en figer définitivement l'usage. Et quand le grand fracas s'arrête, on découvre effaré ces espaces chamboulés, définitivement changés. La *fête* contribue à la transformation de la ville, non pas comme seul prétexte, mais bien en y participant réellement. Parce qu'elle s'immisce partout, imprègne les lieux, pose une ambiance, véhicule une image et transforme. Et lorsqu'elle se retire, laisse toujours quelques surprises sur son passage, figeant ça et là ce qui ne devait qu'être temporaire... Enfin la *fête*, en attirant une population ciblée, facilite l'appropriation d'un quartier avant sa réhabilitation, changeant son image pour accélérer le transfert de population.

Sensibles à la force de ce formidable outil de transformation, les villes lui dédient de véritables scènes urbaines, un épice permanent. Dans cette optique on a réinventé le grand boulevard, sans trottoir, sans voiture, grande scène urbaine avec décors en carton-pâte pour parade électrique. Le reste du temps, la *main street* piétonnière n'est qu'un centre commercial à ciel ouvert. Et si les voitures n'y sont pas admises, c'est pour ne pas gêner la déambulation consommatrice dans cet espace privatisé. Ainsi les centres-marques sont toujours prêts à accueillir la grande parade du soir, simulacre de réappropriation de l'espace urbain.

Certes, la *fête* a pu par le passé revêtir un caractère insurrectionnel – nous pensons par exemple au mardi gras de Romans, en 1580 – mais elle ne reste pour autant qu'une mascarade, un défoirer, un exutoire identitaire, un outil de neutralisation... Or nous ne pouvons que constater qu'en s'empruntant mutuellement, fêtes de rues – projections concrètes, brèves et spectaculaires de la *fête* – et manifestations tendent malheureusement à se (con)fondre. A l'heure où l'on parle aussi bien de *manifestation* que de *manifestation culturelle*, les liens entre défilé revendicatif et bal blanc se renforcent. Et c'est ain-

si que les mêmes avenues haussmanniennes, débarrassées de leurs pavés, peuvent attendre les deux sans frémir. Ces situations d'où la vie s'est définitivement absentée, où il ne peut rien se passer...

En d'autres termes la *fête*, toujours, pue la mort¹⁴. À la manière des installations de Louis Philippe Demers et Robert Lepage qui raillent les voyageurs du métro Fives¹⁵, elle n'est qu'une funèbre mascarade. Un spectacle de marionnettes dont on installe tranquillement le décor. Or, dans ce domaine, en 2004, ce sont les anciennes cheminées d'usines qui semblent plaire. C'est ainsi que les symboles de l'exploitation se muent en temples de la culture. Et l'ouvrier en artiste.

Certes, l'embourgeoisement de Wazemmes ne date pas d'hier. Cela fait des années que la ville déluge à tour de bras, sous prétexte d'insalubrité, pour mieux rénover, reconstruire ; expulsant ses *habitants* pour mieux les remplacer par des *touristes*, pour mieux *civiliser*. Mais il lui fallait son apogée. Le projet de cinéma d'art et d'essai a échoué ? Qu'à cela ne tienne, Lille2004 y érige sa maison Folie, LA maison Folie. Le fleuron de la culture Lille2004, présenté en grande pompe à la reine des Belges et imprimé sur les timbres officiels. Un parfait pôle d'attraction, un parfait symbole pour la nouvelle image de Wazemmes.

Plus concrètement, des loyers qui flambent, de nouvelles constructions, réhabilitations et un inévitable transfert de population. Une fois de plus, la *fête* laisse ses traces.

De son côté, Moulins subira un autre sort. Dans un quartier où la spéculation immobilière se mesure au nombre de maisons murées, Lille2004 y sponsorise plutôt les chantiers de cages à lapins (la résidentialisation, on vous disait) qui viennent peu à peu remplacer les terrains vagues. Tandis qu'à Lille-Sud, l'ambition n'est pas encore la même : l'heure y est toujours à l'épuration. Les socialistes doivent remplir leur quota de flics. Alors c'est un énorme hôtel de police de 1 500 hommes qui viendra remplacer les concerts hip-hop et branchés du Barnum des Postes.

Et soudain on reparle d'Euralille. Car avec l'événement, l'ilot de béton greffé sur la ville continue de s'étendre et fait des rejets. C'est même là-bas que l'on trouvera le financement de Lille2004 dans les années à venir. Puisque le casino du groupe Partouche¹⁶ prévu pour 2007 devrait ramener suffisamment de fric pour payer les maisons Folie¹⁷. Et pendant ce temps, Euralille3 devrait trouver sa place près du parc-boulevard cerclé de grilles, tandis que la construction du siège de région (Euralille2) finira bientôt de couper physiquement Fives du reste de la ville. Le quartier prépare d'ailleurs la construction de son petit centre-ville. On a définitivement tranché le membre gangrené (pour mieux le désinfecter). Qu'il redevienne la commune qu'il était, avant que l'industrialisation force son annexion pour y stocker usines et ouvriers.

L'année 2004 est terminée. En plein centre commercial Euralille, on a adulé Rem Koolhaas¹⁸ et Christian de Portzamparc¹⁹. On a admiré la Cité des affaires, la maison Folie de Wazemmes, le parc Matisse, des centres commerciaux, des entrées d'autoroute... On y a montré que la ville n'a pas attendu la construction d'une nouvelle taule pour enfermer toujours plus : enfermer en son sein, dans ses bureaux, ses centres commerciaux, ses résidences et ses avenues. Mais cet hommage à l'urbanisme, hébergé dans son plus terrifiant rejeton, nous a surtout rappelé que le pire restait encore à venir... Dans cette ville spectacle qui recycle les résidus de son passé industriel, la *fête* n'est qu'une étape de sa transformation. Et la petite mascotte saute déjà vers l'avenir²⁰. Avec ses bottes en forme de tour du Crédit lyonnais, elle ne pourra qu'y laisser des traces...

Ô CITÉ CHÉRIE...

Si l'on en croit les prophéties de Carlisle, « *l'avenir de la guerre se trouve dans les rues, les égouts, les gratte-ciel, et les blocs anarchiques de maisons qui forment les villes brisées du monde* ». Ainsi le nouveau terrain de jeu des militaires pourrait bien être la mégapole du tiers-monde, ce qui semble irriter au plus haut point les spécialistes de la contre-insurrection. Car par leur développement rapide, ces zones urbaines qui ont plus



LES AFRIQUES

Ce soir, à partir de 18h00, au Tri Postal, aura lieu le vernissage de l'exposition «*Les Afriques*» (exposition organisée dans le cadre de Lille2004).

Cette exposition est soutenue, entre autres, par Air France, «*transporteur aérien officiel de Lille 2004*». C'est noté sur le carton d'invitation.

Nous nous souvenons que le «*transporteur aérien officiel*» s'est souvent signalé à notre mépris en collaborant directement à l'expulsion de nombreux sans-papiers. Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne.

Certains de ces sans-papiers sont morts, étouffés par les flics, dans les avions d'Air France.

Que cette compagnie soigne son image en finançant des opérations culturelles, ça n'étonnera personne : elle n'est pas la seule – et certains vont même jusqu'à faire «*dans l'humanitaire*».

*

Mais nous pensons que, ici, le cynisme de ces petites collaborations a dépassé les limites habituelles : des sans papiers originaires d'Afrique ont été tués par la police, dans les avions d'une compagnie qui, aujourd'hui, «*soutient*» une exposition d'artistes pour la plupart originaires d'Afrique.

Pour certains, ce ne sera probablement qu'un détail sans importance, parmi tant d'autres choses inacceptables, et acceptées. Pour nous, il s'agit d'un degré de plus dans l'ignominie de cette époque, franchi l'air de rien, et qu'il convient de ne pas laisser passer.

*

Petite question subsidiaire aux artistes : ça veut dire quoi, pour vous, collaborer ?

[Tract distribué à l'entrée de l'exposition «*Les Afriques*» le 2 avril 2004 au Tri postal]

ou moins échappé à l'urbanisme sécuritaire offrent un champ de bataille inconnu, incontrôlable et imprévisible. Si bien que cette « urbanisation de l'insurrection » pousse les militaires à expérimenter, dans l'urgence, de nouvelles méthodes de massacre urbain²¹.

Mais si la ville du tiers-monde semble devoir être « le principal champ de bataille du futur », le contrôle des métropoles occidentales reste quant à lui le fruit d'expérimentations plus insidieuses. Ici la guerre se joue moins à coups de fusil qu'à coups de bulldozer. Le tout dans la joie, la bonne humeur et les paillettes... Car dans la métropole occidentale, on agite justement le spectre de cette mégalopole incontrôlable, dangereuse et inhumaine. Et pour justifier les assauts de la culture, on a encore l'audace d'invoquer la sauvegarde de l'« humanité » de la ville, de présenter l'artiste comme dernier rempart face au danger de la métropole tentaculaire, face à l'urbanisation incontrôlable. Comme si la mutation de la ville en amas urbain destructeur n'était pas une preuve supplémentaire qu'elle n'est justement qu'une humanisation de l'espace ; par définition mortifère.

Nous ne sommes pas dupes. Cette mégalopole-monstre, progrès urbain qui ne serait plus leur œuvre, n'est qu'un mythe, un foulard rouge que l'on agite. Et si l'artiste a un rôle à jouer dans cet urbain tentaculaire c'est bien de faire vivre la fête. Tout comme la bourgeoisie a pris place dans le centre haussmannien, il est naturel que l'artiste soit un acteur principal du transfert sélectif de population de la cité-théâtre. Aujourd'hui, c'est lui qui insuffle la reconquête sociale d'un quartier, sa *gentrification*. Mais non content de faire main basse sur la ville, il participe réellement à sa transformation. Participer à cette construction de l'image, de l'ambiance, de la marque. Vendre la ville. L'étouffer sous un vernis de culture. Et finir de tisser son linceul pour cacher son corps écartelé... Berlioz, en 1846, avait eu l'honnêteté de faire suivre sa cantate d'une symphonie funèbre²².

Le 5 décembre 2003, Jean-Claude Casadesus lui, nous aura vendu un bal blanc...

* * *

En mai 1871, les insurgés finirent par embraser le Paris transfiguré. Et après le Palais de justice, les Tuileries et le Louvre, c'est l'Hôtel de Ville, surnommé pour l'occasion « le château d'Haussmann » qui fut livré aux pétroleuses. Un véritable feu de joie, dans lequel art et (futur) patrimoine furent livrés aux flammes.

Les émeutiers ne s'étaient pas trompés, sacrifiant la culture, dans un esprit de fête...

1. Cette ode fut chantée à Oponate dans un festin qui accompagna le couronnement de l'autel d'Ajao. La victoire d'épharmoste à la lutte est probablement de la quatre-vingt-unième olympiade.

2. Ndlr : nous avons rajouté cette note au texte initial pour donner une idée de l'ampleur de ce que fut Lille2004, tout comme nous avons omis les six dernières lignes de l'article, sur Sun Tzu et la « stratégie militaire ». Bilan officiel de Lille2004 : « 75 millions d'euros de budget, 17% de mécénat, 193 villes concernées, dont des villes belges frontalières, 15 000 ambassadeurs volontaires, 350 commerçants relais, 2 500 manifestations dans l'année dont 39% gratuites, 17000 artistes mobilisés, 8000 articles et 2 000 reportages des médias du monde entier, 9 millions de touristes, 100 millions d'euros engagés par les collectivités pour refaire certains coins de la ville. »

3. Le Corbusier, *Vers une architecture*, Paris, 1927.

4. Cf. Oscar Newman, *Defensible Space : Crime Prevention Through Urban Design*, MacMillan, 1972, ainsi que C. Ray Jeffery, *Crime*

Prevention Through Environmental Design, Beverly Hills (Calif.), Sage, 1971.

5. Nous ne ferons que citer l'un des leurs : « L'organisation architecturale reste dominée par une seule crainte : l'aptitude au rassemblement – qui se confond peu à peu avec l'aptitude au mouvement insurrectionnel. Au lieu d'empêcher certains déplacements il s'agit donc de les canaliser. » P. Landauer, *Paysages sous surveillance*, 1997.

6. La société HLM Logirep, en partenariat avec Philips, a introduit cette technologie à Lauviers. Elle s'est ensuite étendue dans de nombreux endroits, notamment Bagnolet.

7. Ce n'est pas un hasard si le Stade a finalement été construit à Saint-Denis plutôt qu'à Melun-Sénart (une ville nouvelle en pleine campagne) ou Marne-la-Vallée.

8. Le terme désigne habituellement les événements culturels qui ont lieu en parallèle des Jeux olympiques. A Athènes, ils furent notamment l'occasion de réhabiliter une ancienne usine française en centre culturel, avec expositions d'art contemporain, représentations théâtrales et même un micro-musée Maria-Callas.

9. « Lille2004 fonctionnera comme un aimant durable, attirant non seulement des touristes mais aussi des jeunes cadres parisiens, favorisant la relance de l'économie », affirme Martine Aubry.

10. Bien que Mauroy tente de se faire passer pour plus bête qu'il ne l'est, avec tout le brio qui le caractérise : « Quand j'ai quitté Matignon, en 1984, je m'ennuyais un peu. J'avais envie de faire un grand truc. J'ai imaginé Euralille à cause de la gare : avec le TGV, il y avait beaucoup de voyageurs et il n'était pas question que je laisse s'installer une friperie. » (cité dans *L'Express* du 28/09/2000)

11. On l'a vu dans une moindre mesure à Roubaix où l'arrivée du tramway, du métro et de nouvelles lignes de bus a favorisé l'installation du centre commercial Mac Arthur Glen – rue piétonne en carton-pâte.

12. La loi Malraux sur les immeubles faisant partie du patrimoine a grandement favorisé cette course à la restauration.

13. En automne 86 on lisait dans *Le Canard du vieux Lille* : « Le vieux Lille devient un beau quartier, la vieille pierre est à la mode et le peuple qui y vit est invité à aller vivre ailleurs. C'est l'argent de l'immobilier et du commerce "centre-ville" qui supporte mal le vieux Lille populaire : il le saigne ! ».

14. Et dans l'improbable chaleur d'un mois de mars 2005, l'odeur du charnier devient pestilentielle ; ou quand des manifestants pour la sauvegarde des 35 heures portent des T-shirts de soutien à Paris2012.

15. « En miroir des usagers humains du métro, Robert Lepage et Louis-Philippe Demers feront attendre leurs jaquemarts sur les quais. Extrêmement sensibles, leur excitation à l'approche imminente de la rame préviendra les humains. Ils ne seront pas payés en retour, car à leur grand dam, après de nombreuses manifestations de surprise, ils verront la rame partir sans eux et, dépités, ils retomberont dans un état de prostration jusqu'à l'approche de la rame suivante... », nous dit le dossier de presse Lille2004.

16. Premier financeur du club de foot Lille-Métropole, qui est aussi un des trois objectifs de la politique de la ville en 2005.

17. Bruno Bonduelle ne trouve pas cela très « moral », mais « tant que ça fait rentrer de l'argent »... Et en effet, l'exploitant d'un casino doit contribuer pour plus de 40% au fonctionnement d'un théâtre, d'un orchestre ou d'un opéra ayant une activité régulière (amendement « Chaban » à une loi du 5 janvier 1988)...

18. Superviseur de la construction d'Euralille et architecte du Grand Palais à Lille.

19. Architecte de la tour du Crédit lyonnais à Lille.

20. Parce que la fête modèle la ville et que la ville se modèle pour la fête, Lille2004 ne fait que marquer l'entrée de Lille, ville-marque, dans un éternel recommencement. En 2006 l'année de l'Inde, en 2008 celle de l'Europe orientale. C'est ce que nous annonçons nouvel art de ville, le plan urbain de Martine Aubry...

21. On lira à ce sujet l'article de Mike Davis intitulé « *The Pentagon as Global Slumlord* », dont sont tirées ces citations.

22. Plus précisément l'« Apothéose » de sa *Symphonie funèbre et triomphale*.

2013



Affiche sur
Marseille 2013,
nouvelle «capitale
européenne de la
culture»

MERDE A VAUBAN

A l'heure où l'ONU s'inquiète des risques de pauvreté, de criminalité et de violence que pourrait provoquer l'urbanisation croissante dans le monde, ici la Police Urbaine de Proximité se voit doter de nouvelles fonctions et d'effectifs plus nombreux ; les arrêtés anti-mendicité et les couvre-feu se multiplient ; le plan Vigipirate est devenu permanent. Cependant, des révoltes individuelles et collectives viennent bien sûr secouer cet ordre, et la guerre sociale continue en ville comme ailleurs. Des squats, des vols, des pillages attaquent la propriété, sans pour autant toujours la remettre en cause. Des explosions régulières bien que sporadiques détruisent «mobilier urbain» et infrastructures de pacification (écoles, ANPE, gymnases, MJC, centres de loisirs où de gentils animateurs travaillent en partenariat avec les flics locaux). Au cours de manifestations ou d'émeutes, des heurts violents opposent des insoumisEs aux représentants de l'autorité, et il arrive comme à Los Angeles en 1965 puis en 1992, ou à Gênes en 2001, que la ville même en soit ébranlée. Les énormes appareils urbains ont des failles et des faiblesses et sont sujets au dysfonctionnement, il n'est que voir la panique que peuvent provoquer les grèves dans le nettoyage, l'arrêt des transports ou les coupures d'électricité.

Malgré tous les efforts du pouvoir et les progrès de la collaboration/délation citoyenne, les métropoles restent des lieux obscurs, où l'anonymat peut encore être synonyme de clandestinité. Les riches y exposent leur omniprésence, mais leur vulnérabilité aussi. Dans ce contexte, le pittoresque des anciens quartiers (ah, les repas entre voisins prévus, organisés et planifiés par les municipalités !) et le folklore des petits bistrots paraissent bien dérisoires. Nous n'avons aucune envie de revenir à des villes qui n'ont jamais existé, ou des vies idéalisées. Nous n'éprouvons aucune nostalgie ni pour les maisons bourgeoises, ni pour les usines car, même vides, elles continuent à suinter l'exploitation.

La perspective d'un retour à un état antérieur «meilleur» n'a pas plus de sens que l'idée de «désertion», que ce soit en ville ou à la «campagne». Des espaces moins clos et un environnement bucolique ne permettent pas d'échapper aux rapports sociaux aliénés et à la prégnance de la marchandise ; au mieux, ils peuvent donner l'illusion, vite défaite, d'une vie harmonieuse. Mais le conflit est partout, la domination nous a contaminés jusque dans les moindres recoins de nos chairs et nos esprits. Il n'y a pas d'ailleurs où l'on serait libres, et nous n'avons pas de prés carrés à défendre. Nos «territoires» et nos espaces sont partout où nous menons la guerre sociale, et c'est dans nos formes de luttes et de vies que nous sentons la caresse fugace de la liberté. Le pouvoir n'a pas de centre, il est multiple et (a)varié. Il n'est aucun endroit où notre rage d'en finir avec ce monde ne trouve d'expression possible et de cibles.

Chaque attaque diffuse est un feu de joie sur les ruines fumantes de ce monde.

Vidange n°o (Paris), décembre 2004



POINTS DE PASSAGE

Un flâneur, septembre 2013

Paris n'est pas une ville récente. Ici, il ne nous intéresse en rien de retracer l'histoire de cette métropole, pas plus que de disséquer les variations infinies des dispositifs secrétés par le pouvoir pour la contrôler et en gérer les flux, particulièrement concentrés dans cette capitale d'un pays riche. Nous voulons plutôt, à travers une sorte d'esquisse, faire ressortir quelques interrogations et pistes de subversion qu'une pratique assidue de ses méandres nous inspire au quotidien. Une simple esquisse en plusieurs parties dont voici la première, parce qu'il s'agit plus de pistes de discussion que de thèses assommantes, et parce que notre volonté n'est pas tant d'y dénicher une âme ou un cœur inexistant depuis longtemps, que de mettre en lumière quelques tentacules à trancher.

Passages

« Dans les passages, Fourier a vu le canon architectural du phalanstère. Caractéristique est la transformation réactionnaire qu'il leur fait subir : alors qu'ils servaient primitivement à des fins commerciales, il en fait des maisons d'habitation. Le phalanstère devient une ville faite de passages. »

W. Benjamin¹

On peut parfois se demander, en imaginant qu'une révolte éclate demain matin dans la ville où nous vivons, avec toute la question de sa transformation en insurrection derrière, si nous serions capables de nous déplacer de manière adaptée aux exigences d'une situation aussi riche en possibilités. Mais en réalité, sans même avoir besoin d'être rattrapé par une hypothèse qu'on néglige trop souvent avec dédain, c'est déjà une question qui se pose régulièrement, lors de manifestations sauvages qui requièrent un certain sens de la mobilité pour les petits groupes émeutiers, ou encore au quotidien lorsqu'il s'agit tout simplement de se débarrasser des chiens qui s'accrochent à nos basques.

Lorsqu'on commence à réfléchir à cette question, on se rend assez vite compte de la mauvaise habitude qu'on prend en parcourant la ville uniquement en fonction de schémas préétablis, en se déplaçant d'un point à un autre en se focalisant uniquement sur la destination à atteindre, sans plus se préoccuper des espaces qu'on traverse. Ce faisant, on ne choisit pas vraiment ses trajets, on emprunte des trajectoires construites par avance

et suggérées par le pouvoir dans un but fonctionnel. Sans trop y penser, on suit alors la route la plus directe en ignorant toutes les autres. Pour redécouvrir l'espace urbain au-delà du conditionnement que l'architecture et la gestion des flux, certainement bien pensés, opèrent sur nous, il faudrait donc en quelque sorte parvenir à nettoyer notre regard. Par exemple, il n'est pas rare qu'à force de routine, le sentiment initial et réel d'être constamment observé par des yeux électroniques, finisse par diminuer avec la répétition des mêmes boulevards, des mêmes couloirs de métro, des mêmes commerces qui nous scrutent de l'intérieur vers l'extérieur. On aurait pu penser au contraire que la connaissance parfaite de ces trajets quotidiens (de chez soi au boulot, du boulot au supermarché, du supermarché au bar, etc.) finirait par nous offrir une connaissance parfaite de leurs dispositifs de contrôle, mais c'est aussi le propre de la routine que de nous ensevelir peu à peu dans la grisaille de ces flux pré-construits, jusqu'à nous faire oublier qu'ils nous sont hostiles.

Le premier pas qui peut faire changer notre regard sur la ville arrive souvent par hasard. Au détour d'une dérive amoureuse, entraînés par l'enthousiasme d'une émeute qui se prolonge (qu'on pense au CPE du printemps 2006), ou en déambulant avec quelqu'un qui ne connaît pas la ville, il arrive de tomber sur des configurations qui échappaient auparavant à notre attention. Bien sûr, il existe aussi tout un magma d'individus et d'activités en marge des grands flux de production et de consommation, qui conduisent également à développer cet autre regard. Et puis, sans revenir aux dérives urbaines théorisées dans le passé ou aux délices du flâneur, le fait de se trouver à l'écart – volontairement ou pas – de cette masse ordonnée et en circulation permanente, peut à son tour conduire à découvrir les multiples passages qui traversent la ville. Dans ce cas, au-delà des aspects liés aux illégalismes de la survie ou à l'obsession du contrôle qui ne construisent parfois que des trajets alternatifs et parallèles à ceux du pouvoir (peut-on uniquement se déplacer en fonction des dispositifs policiers ?), c'est surtout une disposition d'esprit nouvelle qui se découvre à nous : lire le territoire différemment, afin d'être capables de se mouvoir en fonction de nos propres passions subversives.

En se promenant donc avec quelque étranger à la ville, tout en se perdant au gré des discussions ou en acceptant la curiosité de notre interlocuteur sur un environnement jusque là faussement

familier, il arrive qu'on se rende compte que les portes massives de certains immeubles cachent par exemple des cours, puis un autre bâtiment encore, dont la propre cour donne cette fois sur une autre rue. Ces passages intérieurs où l'arrière de deux dispositifs architecturaux communiquent entre eux, sont les traces de chemins empruntés par la fourmilière humaine selon l'ordre différent d'un passé révolu, et que l'édification progressive de nouveaux bâtiments, aussi pensés pour mieux canaliser et rationaliser cette circulation humaine, a effacées peu à peu. Il n'en reste pas moins que nombre de quartiers ou d'îlots urbains conservent encore suffisamment de ces passages, malgré les tentatives de condamner tout déplacement irrégulier (avec des grilles ou un mur de séparation entre deux cours), pour offrir quelques possibilités sauvages de sortir des sentiers battus. Dans le même ordre d'idée, on peut remarquer à l'intérieur de certains magasins une porte de service strictement réservée au personnel, qu'un peu de désinvolture nous permet d'ouvrir pour vérifier si derrière ne se trouve pas un escalier, un couloir ou quelques mètres d'entrepôt à parcourir, donnant à leur tour sur une autre rue. Entrer d'un côté et sortir de l'autre est une technique vieille comme le monde, qu'une architecture totalitaire tend parfois à nous faire oublier. C'est en somme la même idée que les parcs ou les parkings qui recouvrent des zones entières, avec autant de combinaisons particulières de sorties, ou à l'inverse ces petits ponts étroits, parfois réservés aux seuls techniciens de maintenance, qui permettent de traverser ailleurs que prévu des axes difficilement franchissables comme les canaux ou les périphériques. Enfin, un dernier aspect qui n'est pas non plus négligeable, c'est qu'à travers tous ces passages à découvrir et à emprunter, il est également possible de bloquer ou de ralentir considérablement les groupes de suiveurs indésirables, et plus encore lorsqu'ils portent leur bardas encombrant. L'exploration de ces voies mineures qui relient différentes zones urbaines, et pas qu'aux centres-ville (pensons aux HBM autour des grands boulevards ou aux cités qui datent des années 50 et 60), permet donc à la fois de se déplacer plus aisément, de se dissimuler le temps d'effectuer une opération technique, de se disperser, ou d'y bloquer la flicaille en cas d'émeute.

D'un autre côté, le thème des passages, lié avant tout aux galeries marchandes ou aux grands boulevards, est surtout au départ un concept qui s'est développé du côté de la domination, lors des grandes transformations de Paris au XIX^e siècle, ce qui n'en offre pas moins quelques possibilités intéressantes.

Les premiers passages commerciaux datent des années 1830, comme centres du commerce de luxe. Les précurseurs des grands magasins utilisent alors les techniques mêlant le fer et le verre pour bâtir des galeries traversant des blocs entiers d'immeubles, et sont parsemées de boutiques et autres « magasins de nouveauté ». Ce même type de construction s'étend également à d'autres passages qui se déploient cette fois sur une plus vaste échelle : les gares et les halls d'exposition. S'est-on en effet jamais demandé pourquoi ils n'avaient pas été construits sur le modèle des cubes de pierres, briques et ciment, comme les immeubles de leur époque ? Parce que si les habitations pouvaient être sombres et étroites, afin de stocker la main d'œuvre laborieuse, les premiers lieux de passages couverts devaient être vastes et lumineux, afin que les bourgeois puissent y circuler comme à l'extérieur. En 1839, le médecin et futur communal Tony Moilin, qui sera fusillé par les Versaillais en mai 1871 dans le Jardin du Luxembourg, rédigea d'ailleurs une utopie fouriériste, *Paris en l'an 2000*, dans laquelle il imaginait justement qu'en cas de victoire, les socialistes édifieraient un réseau de rues-galeries jusque dans les immeubles d'habitation : « *Quand tous les pâtés de maisons se trouvèrent ainsi percés de galeries occupant la longueur de leur premier étage, il n'y eut plus*

qu'à réunir ces tronçons épars les uns aux autres, de manière à en constituer un réseau non interrompu embrassant toute l'étendue de la ville. C'est ce qu'on fit aisément en établissant sur chaque rue des ponts couverts qui avaient la hauteur et la largeur des galeries et se confondaient avec elles. Des ponts tout semblables, mais beaucoup plus longs, furent jetés de même sur les divers boulevards, sur les places et sur les ponts qui traversent la Seine, de façon que la rue-galerie ne présentait de solution sur aucun point et qu'un promeneur pouvait parcourir toute la cité sans jamais se mettre à découvert, et par conséquent en étant toujours parfaitement à l'abri de la pluie ou du soleil. »²

En réalité, le lien entre la proposition du bon docteur fouriériste et l'architecture des sept grandes gares de voyageurs (sans compter celles spécifiquement de marchandises ou sur la Petite ceinture) construites autour de 1850, n'est pas anodin. Entre le bâtisseur d'harmonies communautaires où chaque instant de la vie sociale est minutieusement organisé, et une bourgeoisie qui entendait fluidifier ses flux de marchandises humaines, il y a une même démarche : extirper la dangereuse énergie présente en chaque individu, pour la mettre au service du bonheur commun dans un cas et pour en extraire la plus-value économique dans l'autre, afin de lui éviter toute occasion d'affrontement. Que l'invention des marchands « de nouveauté » ait pu aussi bien inspirer des utopistes du tout-collectif que des industriels s'explique par leur volonté commune d'organiser une masse en mouvement, qui ne doit surtout jamais se transformer en individus, avec tout le potentiel de désordres qu'ils peuvent générer.

Rivalisant avec les nouvelles grandes halles des expositions universelles faites de vastes nefs et voûtes en fer et verre, les gares seront l'expression même de ces lieux de passage urbains dotés d'un parcours réglé et hiérarchisé, du parvis au quai, en passant par la billetterie, la messagerie, la galerie des passagers et les salles d'attente (par classe et par destination). Rapidement, les grandes gares ne seront plus enfermées dans leur enceinte, séparées de la ville par leurs cours d'arrivée et de départ, mais un habile prolongement de l'espace public à l'intérieur de l'édifice. Avec l'arrivée de la grande vitesse dans les années 80 et 90, elles deviendront plus que jamais ce pôle d'échanges marchands interconnecté, structurant le quartier autour, c'est-à-dire dégageant les pauvres qui ne sont pas en mouvement, ceux qui sont plus attirés par les possibilités qu'offrent ces nouveaux centres commerciaux et leurs consommateurs en transit, que par la vélocité des affaires qui se règlent entre grandes métropoles. Ce conflit d'intérêts croissant à l'intérieur même de lieux de passage par excellence que sont les gares, a donc aussi rapidement transformé ces nœuds vitaux de la circulation de la marchandise en une nouvelle frontière invisible.

S'il ne fallait prendre qu'un symbole de cette conflictualité, ce serait la gare du nord, puisque c'est à la fois un des centres de la police aux frontières ou du dispositif militaire Vigie-Pirate, et une des limites qui sépare autant Paris des autres capitales (avec ses directs pour Londres, Amsterdam ou Bruxelles) que de sa banlieue nord. Même en ayant blindé cette gare avec tout l'arsenal contemporain en matière de sécurité, cette conjonction entre flux et point qui fixe une frontière, reste toujours explosif. C'est par exemple là que s'établissent les barrages policiers pour tenter de dissuader les jeunes de la banlieue nord de venir se mêler aux fêtes émeutières de Paris intra-muros, comme cela fut le cas lors du CPE en 2006. Un dispositif qui avait notamment été lancé à grande échelle en novembre 2005, pour éviter que la vague d'incendies partie de Clichy-sous-Bois ne gagne la capitale. L'interdiction de tout rassemblement « *de nature à provoquer ou entretenir le désordre sur la voie et dans les lieux publics* », par le préfet de police de Paris en application de l'état d'urgence décrété le 8 novembre, allait servir de cadre à cette gigantesque opération de filtrage au faciès.

DE L'OMBRE DES VILLES...

Dans ce meilleur des mondes, quand on ne rentre pas dans le rang, plane très vite la menace d'être enterrés dans des prisons, des camps de rétention ou des hôpitaux psychiatriques...

Pour s'engraisser sur nos côtes et bien nous tenir en laisse, on nous propose à volonté des crédits à court ou long terme, des drogues légales ou illégales, des écrans petits ou grands, des bouffons de gauche comme de droite.

Ecrasés par les rapports de domination et d'exploitation, le seul horizon possible serait de continuer à crever en silence, et de reproduire la guerre de tous contre tous.

Beaucoup d'autres chemins s'offrent pourtant à nous. La révolte et la solidarité, le sabotage et l'auto-organisation restent par exemple des armes de choix pour affronter tout ce qui nous opprime.

Quand les uniformes se font dégager, c'est un peu d'oxygène en plus... Quand la production est bloquée, c'est un peu d'exploitation en moins... Quand les lieux de réclusion brûlent, c'est un peu de liberté en plus... Quand les réfractaires trouvent des complicités, c'est un peu d'isolement en moins...

Chaque jour, ici et ailleurs, nombre d'individus sont contraints de s'éloigner de leurs liens, des lieux et des personnes qu'ils aiment, pour échapper à la répression ou tout simplement pour tenter de survivre à la misère.

La condition d'indésirable et de hors-la-loi devenant le lot d'une partie toujours plus importante de la population, se solidariser et se battre n'est pas une question de mots. C'est un enjeu pour la liberté de toutes et tous.

**Cessons de raser les murs,
détruisons-les !**

...AUX LUEURS DE L'INSURRECTION

Affiche, janvier 2013

Pourtant, il arrive aussi que leur mécanisme se grippe, et lorsque c'est le cas, il offre soudainement une infinité de complices potentiels, ce qui est le propre des lieux de passage. Le 27 mars 2007, à un mois du premier tour de l'élection présidentielle, il a suffi qu'un individu, un voyageur qui avait sauté les portiques donnant vers le métro, résiste au contrôle des gendarmes, pour déclencher une émeute dans une bonne partie de la gare. Les poteaux métalliques qui servent habituellement à délimiter les files aux guichets changent alors d'usage, pour servir sans attendre à détruire des distributeurs. Un feu démarre dans le stand d'accueil de la RATP, et les rideaux métalliques de commerces sont forcés. Plus de 200 personnes se mettent en un éclair à s'emparer des objets qui se trouvent à portée de main, comme ces pots de fleur qui finiront contre les CRS accourus en nombre. Des rambardes de verre éclatent, et des poubelles brûlent. Les quais des lignes de métro 4 et 5 situés sous une gare noyée de lacrymogènes, resteront fermés jusqu'en soirée. Les derniers affrontements se seront finalement prolongés jusque dans les rues avoisinantes. L'émeute aura duré près de six heures.

Par contre, quatre mois plus tard dans cette même gare, en juillet 2007, lorsqu'un Algérien de 40 ans assis sur des marches d'escalier tentera de résister à un contrôle d'identité, il sera assassiné de six balles tirées dans le thorax par deux flics du Service régional de la police des transports (SRPT), histoire de faire comprendre une bonne fois pour toutes aux miséreux, qu'un lieu de passage n'est pas fait pour stagner, et que tout cela n'avait que trop duré.

Comme les autres, l'histoire des lieux de passage n'est en réalité jamais unilatérale, car maîtriser techniquement un flux humain est un exercice complexe, entre une fluidité de la masse des personnes en transit et une sécurité qui nécessite des lignes de filtrage, entre la mobilité d'un point à un autre et l'arrêt dans les commerces qui envahissent ces zones. Et tout comme le travail est la meilleure des polices, c'est alors plus grâce à la pacification sociale qu'aux forces de l'ordre que le flux peut s'écouler sans trop de perturbation. Deux exemples, l'un classique et l'autre en devenir, illustrent bien comment des lieux de passage, conçus et organisés par la domination, peuvent provoquer des effets inattendus lorsque cette pacification craque et que les rebelles se retournent contre elle.

Le premier, et le plus connu, ce sont les grands travaux du préfet Haussmann. Après l'insurrection de 1848, il n'a pas uniquement fait tracer de grands axes dans Paris pour mieux relier les casernes aux quartiers ouvriers, ou fait construire de larges boulevards pour compliquer l'édification de barricades et faciliter l'usage du canon et des charges de cavalerie. Avec les 18 000 maisons démolies entre 1852 et 1868 et des restructurations urbaines basées sur 26 milliards d'euros d'emprunts, on peut avoir une idée de l'ampleur du mouvement spéculatif qui a suivi, chassant d'un coup des dizaines de milliers d'ouvriers vers les faubourgs et les communes annexées par Paris en 1860, comme La Chapelle, Montmartre, La Villette ou Belleville. Ayant en plus réussi à faire prospérer le paludisme dans la métropole (à cause des stagnations d'eau liées aux travaux), Haussmann gagnera haut la main pour l'ensemble de son œuvre le surnom d'*Attila* parmi la population. Quelques années plus tard, en mars 1871, lorsque l'insurrection de Paris éclatera de façon imprévue, ces mêmes grands axes qui avaient déchiré la ville seront contre tout attente non seulement couverts de barricades plus puissantes et mieux gardées que jamais, mais atteindront aussi souvent la hauteur du premier étage sur les grands boulevards, où des tranchées viendront les renforcer. Les grands passages ouverts par Haussmann se retourneront ainsi contre le pouvoir qui les avait tracés et, mieux encore, ceux qu'il avait contraint par la cherté des loyers et les démolitions à se concentrer à l'est, loin du vieux Paris ouvrier, seront capables d'y recréer un souffle de liberté sans pareille. En voulant dégager le passage à l'ouest et au centre, Haussmann avait certes d'un côté presque entièrement supprimé en quelques années une certaine mixité sociale de règle depuis le Moyen Âge dans la ville. Mais d'un autre côté, il avait aussi favorisé malgré lui des possibilités inédites de rencontre entre déracinés de plusieurs quartiers, ces passages secrets faits de solidarité et de liens nouveaux, que les pauvres sauront défricher dans leur ardeur révolutionnaire. Et peut-être n'est-ce pas non plus tout à fait un hasard si, contrairement à la Commune des Batignolles du 17^e, gérée par les membres de l'Internationale, ou celles des 18^e et 13^e/5^e, plutôt d'inspiration blanquiste, la Commune du 11^e et de Belleville, c'est-à-dire typiquement l'espace où des prolétaires tisseront ces passages, se révélera « *composite et surtout*

libertaire » comme le noteront des historiens. En tirant un peu le trait, on ne peut que remarquer que d'une masse compacte sortirent des idées plus autoritaires, alors que de l'assemblage hétéroclite –bien que contraint– de singularités, d'individus mus par une volonté commune dépassant toute origine géographique, se leva un vent intransigeant selon lequel « *la révolution sociale ne peut se faire que par l'organe de tous, individuellement* », comme l'affirmait Déjacque après 1848.

Le deuxième exemple de renversement d'affectation (potentiel) d'un passage conçu par et pour la domination, cette fois d'une actualité plus brûlante, nous ramène à la construction en cours par Bouygues d'un nouveau palais de justice à 600 millions d'euros. Cette monstruosité de 160 mètres de hauteur située dans le quartier des Batignolles, comptera 90 salles d'audience regroupant en 2017 le TGI de Cité, les tribunaux d'instance de chaque arrondissement, le tribunal de police, et les différents services de la police judiciaire (ceux du tristement célèbre 36, *quai des Orfèvres*). A première vue, les 1700 superflics du futur ex-36 seront bien protégés dans leur bunker jouxtant la cité judiciaire, doté d'une façade en verre pare-balles et d'une armature en béton anti-déflagration, le tout sous l'œil de 300 caméras pour eux tous seuls. On vous passe aussi la reconnaissance biométrique à l'intérieur pour circuler, le stand de tir, la trentaine de cellules ou le souterrain pour transférer leurs proies dans les bureaux des juges du palace d'à côté. Pourtant, puisque la question est ici celle des passages, il est un dernier aspect où le changement de regard peut se révéler une fois de plus utile.

Lorsqu'on se trouve en effet face aux palais du pouvoir, dans leur infinie variété, ils semblent souvent impénétrables, et tout est justement fait pour nous laisser cette impression amère. Mais lorsqu'on les étudie attentivement et patiemment, il arrive aussi qu'on finisse par trouver quelque entrée secondaire, une issue de secours ou une porte dérobée qui ne sont pas reconnaissables au premier coup d'œil, et qui pourraient se révéler intéressantes pour y pénétrer quand et où ils s'y attendent le moins, individuellement ou collectivement. C'est d'ailleurs peut-être ainsi que les amis d'un célèbre braqueur ont réussi à dénicher une porte presque oubliée à l'arrière de la prison de Fresnes en mars 2003, porte qu'ils feront sauter pour pénétrer derrière l'enceinte et aller délivrer leur pote. Pour en revenir à ce fameux nouveau 36 *quai des Orfèvres* prévu, lui, pour 2016, il est une information que la presse ne s'est pas beaucoup em-

pressée de répéter, en chien fidèle des maîtres qu'elle sert : un second tunnel reliera en effet directement ce bâtiment vers l'extérieur, et débouchera sur le boulevard Berthier pour offrir plus de souplesse à leurs interventions. Qui sait alors si ce passage pour l'instant discret ne trouvera pas d'autres utilisations, pour l'explorer ou tout simplement pour attendre les fins limiers à la sortie, que celles forcément plus barbares imaginées par le cabinet Valode & Pistre qui l'a conçu ?

Enfin, vu qu'il s'agit ici d'esquisser quelques pistes à propos du regard sur la ville, pourquoi ne pas coupler une qualité complémentaire à cette précieuse attention qui permet de débusquer des passages parmi les choses, et des complicités entre les êtres ? En ouvrant différemment les yeux sur notre environnement, on constate par exemple assez vite à quel point il est en permanence truffé de chantiers de la domination, du plus petit au plus gros, avec leurs mille ramifications. Le sens de l'observation n'est alors pas seulement ce qui permet d'en dresser la liste et les failles, mais c'est surtout ce qui nous aide à en déchiffrer les différents rouages, en multipliant les angles d'attaque : des architectes qui les imaginent aux constructeurs qui les bâtissent, des banques qui les financent aux politiciens et journaflucs qui les justifient, des fournisseurs aux agences d'interim qui les alimentent. Car si l'attention est certainement indispensable pour débusquer des passages dans l'existant carcéral, peut-être que l'observation est son complément nécessaire pour passer aussi à l'offensive *avant* qu'un mur supplémentaire ne vienne boucher un peu plus l'horizon de la métropole, cette grande prison à ciel ouvert.

Qui sait combien d'autres occasions peuvent surgir encore, si nous parvenons à porter une nouvelle attention vers la ville inconnue où nous vivons ? Le parcours pour y arriver pourrait bien se révéler aussi intrigant que passionnant.

1. Walter Benjamin, *Paris capitale du XIXe siècle*, mai 1935

2. Jules Antoine Moilin, *Paris en l'an 2000*, ed. Librairie de la Renaissance, 1839, pp. 14-18

24 mai 1871, Paris
Incendie du Palais de justice





LA FIN DES TRANSPORTS EN COMMUN

Des vagabonds en mal d'errance, mars 2012

Nous voulons tous aller quelque part. Ce ne serait pas une exagération de prétendre que c'est dans la nature humaine même de se déplacer. Relativement incapable d'éradiquer cette manie, le pouvoir s'emploie plutôt à déterminer à l'avance la destination de nos routes, en délimitant soigneusement les contours des champs de l'inconnu. Aller découvrir le nouveau centre commercial, goûter un substitut de la nature dans un parc naturel, se jeter dans l'expérience d'un nouvel emploi au final aussi insipide que le précédent, faire la fête dans les endroits prédestinés pour éviter tout joyeux et donc incontrôlable débordement... voilà les destinations offertes.

Mais la question ne concerne pas uniquement les destinations. La critique de ce monde fantomatique mis en scène par le pouvoir et la marchandise s'enrayerait si elle ne captait pas que *c'est le chemin même qui conditionne la destination*. Vivant dans un monde basé sur l'argent, la seule destination de nos errances ne peut être que les temples où cet argent règne. Vivant dans un monde où le travail salarié détermine le rythme de la vie, le seul but devient évidemment l'usine, l'entreprise, l'atelier, le supermarché. Même les moments où l'on ne travaille pas, où l'on est censé être libre de faire ce que l'on souhaite, sont pris dans ce temps haché, compté, dans un résidu chronométré.

Si nous laissons de côté le domaine de la logique du pouvoir et de la soumission pour nous plonger dans le concret, la question des chemins et des destinations se heurte quasi directement à l'existence des transports en commun, qui sont régulièrement perturbés, évidemment pour des raisons et avec des colères différentes, plus ou moins partageables. On pourrait citer les sabotages anonymes qui ont eu lieu récemment en solidarité avec la lutte contre le TGV Lyon-Turin, l'incendie qui avait ravagé entièrement un entrepôt de bus lors de la grève des transports lyonnais à l'automne 2009, ou encore les mouvements des retraites et du CPE, où l'une des perspectives était de tout bloquer.

On pourrait se limiter à une critique superficielle des transports en commun, oubliant qu'ils forment effectivement une des plus importantes artères de la ville. On pourrait se limiter à dénoncer l'augmentation des contrôles, les prix trop élevés des tickets et des abonnements, la modernisation des portiques transformant l'accès au métro en une séance de gymnastique toujours plus acrobatique, ou encore l'abondance de la vidéosurveillance, des agents de sécurité... Certes, toutes ces critiques sont nécessaires et utiles, mais en même temps elles risquent de nous amener sur le terrain glissant de la revendication d'un quelconque « *droit à la mobilité* », des « *transports en commun gratuits* » ou encore d'une « *diminution de la répression contre les fraudeurs* ». Ce sont des terrains glissants, car ils risquent d'éluder la question fondamentale : pourquoi y a-t-il des transports en commun, quels buts servent-ils ?

La grande majorité des usagers des transports en commun l'utilisent pour se déplacer du domicile vers le travail, et plus occasionnellement, vers des institutions, vers des rendez-vous avec des bureaucrates, vers les lieux de consommation comme le supermarché, le stade ou la discothèque. Ceci donne une petite idée pour comprendre l'importance que le pouvoir peut accorder à un réseau de transports en commun qui fonctionne convenablement. Le déplacement, la circulation des personnes est fondamentale pour l'économie, pour l'existence du pouvoir. Les transports en commun sont une des réponses à cette nécessité économique de se déplacer, et son organisation fait tout son possible pour offrir le chemin afin de déterminer la destination. Et ce déplacement doit évidemment se dérouler de la manière la plus efficace (certainement pas synonyme de la plus agréable) et la plus sûre (certainement pas synonyme de la plus fascinante) possibles. La mobilisation totale de la population au quotidien nécessite des infrastructures adaptées. L'importance de ces infrastructures pour l'ordre social se reflète à l'envers quand elles sont paralysées (peu importe la cause) : retards, chaos, désordre,

rupture avec la routine. *On dirait un terrain fertile pour autre chose que la reproduction quotidienne des rôles, du pouvoir, de l'économie.*

Jusque-là, nous avons juste abordé les aspects concernant la logique de mobilisation économique derrière le transport de masse. Mais les transports en commun configurent profondément non seulement l'espace physique (rails de RER, de métro, tunnels, voies de bus, de tram, câbles électriques, signalisations, bruits), mais peut-être encore plus l'espace mental : la ville devient la somme des arrêts de métro, de RER, de tramway et de bus, le territoire se voit délimité par les arrêts desservis, tout le reste n'est que *passage*, dont la plupart se déroule d'ailleurs, et pas par hasard, en sous-sol. Le réseau des transports en commun, lié à la militarisation qu'ils impliquent, peut être analysé comme une véritable *toile* qui couvre le tissu social, contribue à en déterminer les rapports, qui le contient, *qui l'enferme*. Dans la prison à ciel ouvert que le pouvoir est en train de construire, les transports en commun constituent les fils barbelés empêchant toute évasion. Comme dans n'importe quel camp, les enfermés sont enregistrés et fichés. En témoignent le gigantesque fichage des déplacements des usagers non-fraudeurs, réalisé à travers les cartes à puces personnalisées, et plus encore la volonté de pouvoir tracer et retrouver quiconque à cause de la présence ininterrompue de la vidéosurveillance.

En même temps, les transports en commun ne sont pas une forteresse impenable. Parce que c'est un réseau qui s'étend partout, il ne sera jamais à l'abri de gestes perturbateurs. Son omniprésence constitue en même temps sa vulnérabilité. Crever les pneus dans un dépôt de bus, sectionner des câbles le long des rails, détruire des signalisations qui mettent de l'ordre dans la circulation, ériger des obstacles sur les rails..., les possibilités pour des attaques simples et reproductibles sont infinies, et surtout impossibles à prévenir et à éviter. Chaque perturbation, peu importe son ampleur, peut provoquer des effets en chaîne et a des effets immédiats sur le travail et l'économie, sur le pouvoir et le contrôle. Ce qui est sûr, c'est que si l'on veut avoir l'espace de repenser collectivement le monde de nos rêves, de pouvoir se rencontrer pleinement, de façon horizontale et sans intermédiaire, si l'on ne veut pas avoir la tête engluée dans nos impératifs quotidiens, à un moment donné, il va bien falloir tout bloquer.

Aujourd'hui, il s'agit de concevoir ce que sont réellement les transports en commun : les artères du capitalisme, les barrières qui excluent tout ce qui sort de la routine du travail et du pouvoir, les fils barbelés de la prison à ciel ouvert en construction. Et comme l'évasion d'une personne ne signifie pas encore la destruction de la prison (et dans une certaine mesure même pas la liberté, liberté qui, comme on le dit souvent, *ne peut s'étendre à l'infini qu'à travers la liberté des autres*), la question revient à s'en prendre aux transports en commun comme au reste. Paralyser dans cette optique la circulation orchestrée et conditionnée des marchandises – humaines ou non –, revient aussi à se battre pour la liberté de tous.

Le tram-tram quotidien arrive {encore !} à Paris

Ce samedi 15 décembre 2012 aux alentours de midi, des chaussettes remplies de riz ou de sable se sont retrouvées enroulées aux caténaires du tramway T3 en deux points du parcours. Des tracts volants ont aussi apparus à divers endroits sur le boulevard. L'efficacité de cette technique n'étant pas avérée, à chacun-e de faire preuve d'imagination la prochaine fois.

Avec l'inauguration de ce tronçon de tramway, un nouveau pas vers le projet mégalo du grand Paris est franchi. Quand la métropole change de décor, ça s'appelle la rénovation urbaine. Des logements « sociaux » pour riches sont construits, les campements sauvages sous le périph' sont démolis et les habitants pourchassés ou expulsés, les prostituées sont harcelées et refoulées vers des zones sans cesse plus hostiles, les dispositifs anti-SDF et anti-biffins se multiplient... les indésirables sont repoussés toujours plus loin des centres-villes, voire raflés et déportés.

Cette traque s'accompagne d'un contrôle accentué des faits et déplacements de chacun.e par le biais des caméras de vidéo-surveillance, puces rfid dans les cartes de transports, et autres milices privées (RATP sûreté, GPSR, GPIS, sécurité de la Mairie de Paris). Le tram renforce ainsi les frontières existantes dans la ville.

Ce processus s'inscrit dans la volonté d'aseptisation de la vie, de normalisation du quotidien. La délimitation des déplacements conforte chacun.e dans un ensemble de gestes voués à assurer le transit entre les différents lieux consacrés. Du travail à la préfecture, du nouveau cinéma au fond de son lit, du centre commercial à la taule. Le territoire se voit quadrillé d'arrêts, les lieux autres ne sont que passage : circulez, c'est la fin du voyage ! Les transports en commun sont autant de check-points qui traquent, fichent et contiennent des individus réduits à l'état de flux rentables, mobiles et efficaces. Ils révèlent ce qu'est, de fait, la ville : une prison à ciel ouvert.

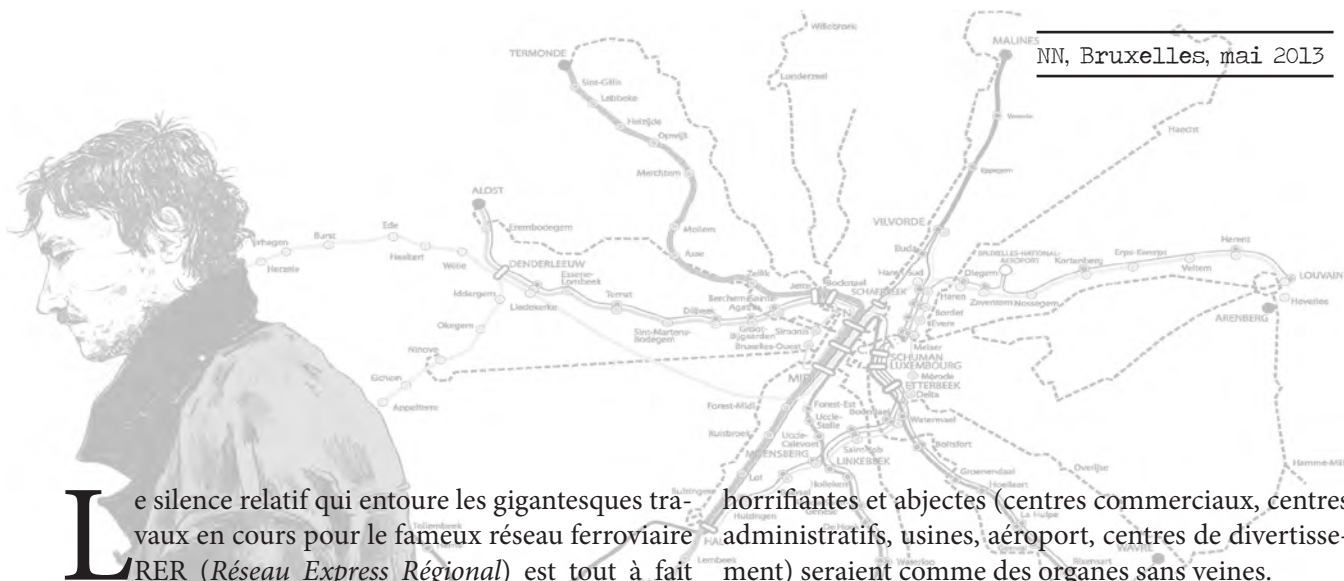
Le tramway ne peut donc être dissocié de l'ordre social qu'il impose, des centrales nucléaires nécessaires à son fonctionnement, des entreprises qui exploitent pour son élaboration (Colas du groupe Bouygues pour les rails, Alstom pour les Trams). C'est également Alstom qui construit les TGV pour la ligne Lyon-Turin, un autre projet au service du profit, du contrôle et du pouvoir. Des projets comme ça il y en a des tas : l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le tram-tram Nantes-St-Nazaire, les nouvelles centrales nucléaires, les nouvelles prisons... Ces projets participent au parfait fonctionnement du meilleur des mondes, ils y sont utiles. Simultanément, celles et ceux qui refusent l'exploitation et le contrôle s'organisent un peu partout pour lutter contre ces aménagements. De l'occupation de la ZAD contre l'aéroport et son monde, aux sabotages, actions et manifestations offensives dans le Val di Susa contre le TGV. Sans oublier les travailleurs sans papiers qui ont tenu un piquet de grève de plus de 100 jours sur le chantier du tram à Porte des Lilas pour obtenir leur régularisation. Des histoires qui ne seront certainement pas à l'ordre du jour de l'inauguration...

Chaque perturbation, peu importe son ampleur, a des effets immédiats sur cette routine quotidienne qui, clairement, est celle du travail, de l'économie, du contrôle et du pouvoir.

Par ce geste, il s'agit d'attaquer ce monde ainsi que ses grands et petits projets, d'être un grain de sable qui enraye la machine, poussant vers son déraillement.

Solidarité avec la ZAD, contre le Grand Paris et son monde !

LES ARTERES DE LA METROPOLE



Le silence relatif qui entoure les gigantesques travaux en cours pour le fameux réseau ferroviaire RER (*Réseau Express Régional*) est tout à fait inquiétant. Ce n'est pas que les politiciens et gestionnaires de tous bords n'aient pas fait la pub de ce projet, ni que les riverains ou les populations bruxelloises ne soient pas concernés par les travaux qui avancent. Car, aux quatre coins de Bruxelles, des dizaines d'engins et des centaines d'ouvriers travaillent pour niveler la terre, abattre les obstacles sur le chemin des tracés, creuser des fossés à deux pas des maisons, déverser du béton à tout va, construire les installations électriques rudimentaires, creuser d'énormes tunnels, etc. Non, les travaux ne se passent pas en silence, mais ils semblent bien passés sous silence.

Penchons-nous donc un instant sur les motivations de ce projet monstrueux. L'ambition affichée et défendue ne pourrait être plus claire : garantir à Bruxelles, métropole en devenir, un réseau de transport rapide, viable, sécurisé et omniprésent. Si les nombreux réaménagements de quartier poussent de plus en plus les basses couches de la société, main-d'œuvre pourtant indispensable au capital hors de la ville, vers les périphéries, il est évident que le pouvoir s'est demandé comment tous ces gens-là, une fois stockés hors de la ville, vont réussir à venir à Bruxelles pour bosser dans les zones industrielles, les entreprises liées à l'aéroport, les divers ateliers de l'intérieur de la ville...

Le développement urbain de Bruxelles, qui vise toujours plus à adapter la ville aux exigences et aux besoins de l'économie et du contrôle, a peut-être son talon d'Achille : le transport urbain qui doit garantir le va-et-vient des travailleurs et des consommateurs, des cadres et des administrateurs. Sans connexion aux réseaux de transport, toutes les autres constructions

horribles et abjectes (centres commerciaux, centres administratifs, usines, aéroport, centres de divertissement) seraient comme des organes sans veines.

Les futurs lignes et tracés du RER forment comme une toile qui renfermera tout ce qui entoure la ville, le collera à celle-ci, l'associera à son activité économique et à sa gestion sociale. Le RER, on le voit dans des métropoles déjà fort développées comme Paris ou Londres, ce sont ces wagons remplis de gens tristes dont la vie ne ressemble nullement à un voyage, une découverte, une aventure, mais plutôt à un train-train prédéterminé et éternel, entre la cage à poules qui leur sert de maison et le boulot. Le RER est le symbole des valeurs que prône la société actuelle : obéir, travailler, consommer, crever. En toute vitesse et en toute sécurité.

Pour arrêter le train-train quotidien, il n'y a d'autre choix que de tirer, de force, le frein d'urgence. C'est la seule façon d'interrompre un quotidien fait d'esclavage et de résignation. S'opposer à la construction du RER appelle à une approche semblable : des actes directs et sans médiation pour mettre des bâtons dans les roues des travaux. Une fois résolu à l'action, une fois déterminé à agir pour arrêter cet ouvrage de la domination, le révolté scrute l'horizon et distingue les cibles, disséminées partout, sur et au-delà du territoire de Bruxelles : des dizaines, voire des centaines de kilomètres de chantiers, de travaux, et les baraques, engins, transformateurs, matériaux de construction, etc. qui vont avec... Rien n'est à l'abri de celui qui a développé sa critique de ce projet et arrive à cette conclusion pratique : saboter les chantiers du RER, c'est s'attaquer au pouvoir qui configure l'espace et le temps en fonction de l'exploitation, de l'oppression et du contrôle.

MAXI-TAULE ET VILLE-PRISON

NN, Bruxelles, décembre 2012

Il y a deux semaines, les premières distributions de tracts appelant à une lutte contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles ont eu lieu à Anderlecht et à Molenbeek. Dans différents quartiers bruxellois, la colle des premières affiches contre la maxi-prison est encore fraîche.

Nous pensons que le premier pas vers une lutte sans compromis contre cette nouvelle monstruosité du pouvoir est la diffusion de la contre-information, à commencer par les quartiers où nous vivons et luttons. Car si, comme ce premier tract l'explique, l'Etat prévoit cette construction afin d'enfermer davantage de pauvres, d'exclus et de révoltés, c'est la ville entière de Bruxelles qui est dans la ligne de mire. Davantage d'uniformes et de contrôle dans les rues, vidéosurveillance partout, sanctions administratives pour n'importe quelle connerie, militarisation des transports en commun, réaménagement des quartiers populaires pour « nettoyer la ville », extension de la zone européenne... tout cela est à l'image de la construction prévue à Haren, au nord de Bruxelles. La construction de la nouvelle prison va main dans la main avec la transformation de Bruxelles en grande prison à ciel ouvert.

N'attendons pas. Nous appelons tous ceux et toutes celles qui veulent lutter de manière directe contre ce projet de l'Etat à s'organiser entre eux, à discuter de la signification d'une nouvelle prison, à distribuer de la contre-information, à préparer et à réaliser des actions, grandes ou petites, pour mettre des bâtons dans les roues de l'Etat. Que naissent partout des cercles de combat. Que chaque rue, place ou endroit s'auto-organise pour donner corps et âme à cette bataille importante. La lutte auto-organisée et directe est la meilleure et la seule façon de combattre réellement la construction de cette maxi-taule.

D'UNE MAXI-TAULE...

A Haren, au nord de Bruxelles, l'Etat prévoit la construction de la plus grande prison de l'histoire belge. Elle viendra s'ajouter au plan de neuf autres nouvelles prisons. Cette nouvelle prison devra permettre à l'Etat d'enfermer davantage de personnes, dans des conditions plus sécurisées et plus répressives. Si les nombreuses révoltes, mutineries et évasions des dernières années ont donné corps et âme à un désir de liberté, cette nouvelle couche de construction de prisons cherchera à l'étouffer. Il n'y a pas à tourner autour du pot : la prison sert à maintenir la société en place. Et cette société, c'est une société divisée en riches et en pauvres, en dominants et dominés, entre maîtres et esclaves. Celui qui porte atteinte à la propriété privée, qui enfreigne les lois, qui sort du « droit chemin » de la résignation pour se lancer dans la révolte, sait que la prison pourrait l'attendre. La maxi-prison prévue à Bruxelles ne sera donc rien d'autre qu'une énième arme du pouvoir pour mater le désir de la liberté et enfermer toujours plus de récalcitrants. Et qu'on se trouve dedans ou dehors, son ombre sera une chaîne autour du cou de nous tous.

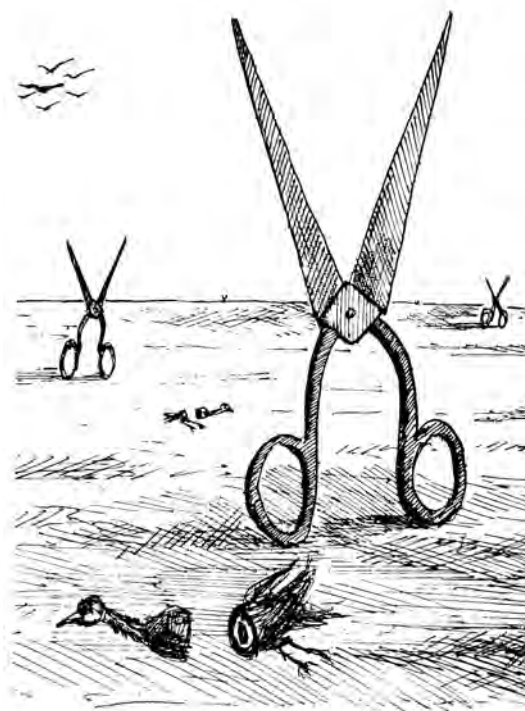
...À UNE VILLE-PRISON

La maxi-prison prévue à Haren est à l'image de ce que le pouvoir veut faire de Bruxelles : transformer la ville en grande prison à ciel ouvert. Réaménagements des quartiers pour nous chasser (comme dans le bas de Saint-Gilles, le long du Canal ou encore à Cureghem). Quadrillage de la ville par la vidéosurveillance et la présence des uniformes de toute sorte. Militarisation des transports en commun. Sécurisation des quartiers d'affaires et des institutions européennes. L'ordre doit régner, tout le monde est appelé à marcher au pas de l'économie et du pouvoir. L'Etat cherche ainsi à écraser la rage contre ce monde, à freiner la remise en question d'une société qui vit sur l'exploitation et l'oppression.

ALORS, VIVE LA MUTINERIE !

Tout plan peut être gâché, toute construction peut être sabotée, tout pouvoir peut être attaqué. La lutte contre la construction de cette maxi-prison doit être une lutte directe et offensive, c'est la seule manière de l'empêcher. On ne peut confier cette lutte à qui que ce soit (partis, syndicats,...), elle doit partir de nous-mêmes, les prisonniers du dedans et du dehors. Le pouvoir veut nous faire croire qu'on ne peut rien faire. Il se veut invulnérable. Mais les choses ne sont pas comme ça. Le pouvoir peut être attaqué partout où il se concrétise : dans ses bureaux, dans ses institutions, dans ses uniformes. En cela, cette révolte, ne dépend que de nous-mêmes. Combattons de toutes nos forces, sur tous les terrains de la vie, contre le rêve du pouvoir qui nous verrait bien tous prisonniers. Révoltons-nous contre tout ce qui cherche à nous enfermer.

SOCIETE OU PRISON ?



NN, Zurich, février 2013

Une des caractéristiques frappante de la société actuelle est, selon nous, la présence toujours plus pénétrante du contrôle dans chacun des aspects de la vie sociale. Nous entendons par contrôle la capacité que peut avoir une société à déceler et punir les comportements considérés comme inadaptés, ainsi qu'à empêcher d'autres actes répréhensibles, pour assurer sa stabilité. Ce qui a changé par rapport au passé, ce n'est pas le durcissement des lois, mais la capacité à les faire respecter.

Ce contrôle social est rendu possible par différents facteurs, de l'évolution technologique à la gestion des villes (qui mérite d'être approfondie, peut-être dans un autre article), en passant par les mentalités et la création de l'identité de citoyens).

Le contrôle peut prendre les formes les plus diverses dans notre société, telles que la collecte d'informations, la répression brute des comportements jugés inappropriés, ou encore la recherche plus subtile de consentement. Ainsi, quand nous parlons de contrôle, la responsabilité n'est pas à chercher dans une structure unique, mais bien plutôt dans l'ensemble de la société et dans chacun de ses organes (bureaucratie, police, contrôleurs, vigiles, politiques et même simples citoyens).

Le contrôle ne réside donc pas seulement dans l'application des moyens les plus évidents de faire respecter des contraintes sociales telles que les lois ; il passe aussi par la prévention de comportements nuisant au bon fonctionnement de la société, par exemple par le chantage au travail : aucune loi n'oblige à travailler, pourtant la survie quotidienne devient un problème insoluble pour beaucoup de celles et ceux qui ne travaillent pas.

Refuser ce régime, tout simplement ne pas pouvoir le supporter, ou encore se révolter, nous expose à la punition par de nouvelles restrictions, des amendes à payer (par le travail) ou parfois par la prison.

D'ailleurs, notre monde ressemble de plus en plus à une prison, un environnement sous contrôle, dans lequel la vie qu'on nous autorise et qui nous est destinée est une vie de travail, de distraction et d'habitat, toujours dans les limites de la légalité que nous impose la société. Dans cette prison, la cour de promenade se compte en week-end, en jours fériés et en vacances ; l'isolement se reflète dans nos rapports aux autres, vécus à distance et caractérisés par l'utilisation massive de moyens de communication qui ne servent pas tant à abolir les distances géographiques qu'à dépasser des barrières existentielles ; les murs et les barreaux s'érigent à travers le train-train quotidien qui nous oblige à fréquenter les mêmes lieux, à répéter les mêmes trajets.

Il suffit, pour prendre conscience des murs et des chaînes invisibles, de se retrouver (plus ou moins volontairement) du mauvais côté de leurs lois et de leur morale, ou de refuser de se plier au chantage du travail. On voit alors se déclencher leur appareil répressif.

Si le travail, la consommation et le logement se trouvent au centre de notre société et de notre mode de vie, nous pouvons faire l'hypothèse que le contrôle se voit lui aussi particulièrement concentré dans les lieux physiques de travail, de consommation et de logement, tout comme sur les trajets qui conduisent de l'un à l'autre (comme dans les transports publics). Il devient alors facile d'identifier quelques-uns de nos « matons » volontaires ou involontaires. Ce sont effet celles et ceux qui nous contrôlent dans ces aspects de nos vies : les chefs et les collègues de boulot qui vérifient la productivité horaire à assurer ; les contrôleurs dans les transports en commun, qui ajoutent à l'horrible obligation de travailler tous les jours, la mauvaise blague de devoir payer pour se rendre sur son lieu d'exploitation ; la famille en tant qu'institution, qui est l'un des fondements de cette société assurant la reproduction de ses valeurs et fait pression pour que nous ne prenions surtout pas le « mauvais chemin » de la subversion ; les vigiles dans les supermarchés qui tentent de nous empêcher de prendre part à la répartition des richesses et prétendent garantir que l'argent qui se trouve dans nos poches arrive bien dans celles de nos exploiters.

Sans oublier la police, garante des lois de l'Etat qui se charge de nous contrôler dans tous les autres aspects de nos vies.

Voilà quelques-uns des « matons » auxquels nous sommes confrontés, si nous aspirons à une société réellement libre, une société sans contrôle, dans laquelle chacun, chacune serait responsable de ses choix et de ses décisions, sans devoir être contrôlé par les autres. Nous devons nous débarrasser de ces matons pour pouvoir détruire la prison sociale et emprunter le chemin de la liberté.

★

SANS ILLUSIONS...

NN, Zurich, octobre 2012

Nous sommes contre les processus qui font de cette ville un endroit toujours plus inhabitable. Contre l'occupation policière des quartiers, l'aménagement de la surveillance et l'architecture carcérale. Contre les « projets de revalorisation » qui sont imposés au service de l'économie et des riches, sur le dos des pauvres. De la Weststrasse à l'Europaallee en passant par la construction du nouveau centre de police et de justice (PJZ). Cependant, nous pensons que se contenter de dire « non » n'apporte rien sans intervention active et directe. Mais qu'entendons-nous par là ?

Ne nous faisons pas d'illusions. Les protestations qui visent à « manifester un désaccord » et « exercer une pression » n'ont jamais produit de réels changements. Ce qui a pu être obtenu, ce sont tout au plus quelques concessions que ceux qui jouent aux chefs de nos vies et de notre environnement ont la condescendance de nous octroyer, pour nous calmer à nouveau. Mais ces concessions ne sont faites que dans la mesure où elles sont compatibles avec leurs intérêts, ce qui signifie au fond ne rien changer fondamentalement. Sinon leur réponse est purement et simplement la répression.

Si nous voulons intervenir contre ces processus qui aménagent toujours plus cette ville selon les exigences du capital et de ses intérêts (plus lucrative, sans heurts, propre, contrôlée, fonctionnelle, morte...), alors nous ne devons pas, si nous voulons vraiment arriver à quelque chose, déléguer cette intervention à un quelconque politicien, en nous limitant nous-mêmes à un rôle de lobbyiste. Nous devons prendre en main cette intervention, exactement de la même manière que nous voulons reprendre en main notre vie et le monde que l'on nous a arraché. Et comment empêcher l'expulsion de toute une avenue, la démolition de nos domiciles, la construction de nouveaux complexes immobiliers comme le PJZ ou l'Europaallee qui, dirigés contre nous, visent à introduire toujours plus de contrôle ou une couche de population plus rentable dans ces quartiers ? Comment empêcher cela en ne voulant nous fier qu'à nous-mêmes ?

A travers le refus, le sabotage et l'attaque directe contre les intérêts des responsables ! En faisant tomber le voile de l'irresponsabilité et en intervenant contre ceux qui réalisent ces projets d'expulsion, d'exploitation et d'enfermement et qui en tirent profit. Des entreprises de construction et de démolition aux architectes, en passant par les politiciens et les administrateurs. Ce sont eux qui réalisent ces projets et c'est à travers eux que nous pouvons les saboter et les bloquer.

La non plus nous ne devons pas nous faire d'illusions. Ces moyens ne permettent pas toujours d'empêcher efficacement les projets des colosses du pouvoir. Mais avec ces moyens a lieu un véritable changement, qui ne réside pas



dans la réalisation ou l'empêchement d'un projet, mais dans les rapports que nous développons dans la lutte. Les rapports entre nous, par l'auto-organisation, la solidarité et la complicité. Les rapports à nous-mêmes, par la perception de notre force en tant qu'individus. Les rapports au monde par l'insoumission et le bouleversement des rôles passifs qui nous sont imposés. Ce genre de rapports va à l'encontre du fonctionnement de ce monde, et c'est seulement par eux que se développe une force qui peut finalement réussir à renverser profondément le monde en place. Ce qui change alors vraiment quand nous prenons en main l'intervention contre ces projets de développement urbain comme contre tout ce qui ravage nos vies, en passant à l'attaque, c'est le sentiment de ne plus vivre comme de simples pions dans un monde imposé – et d'expérimenter notre liberté dans la révolte.



Le nouveau « Centre de police et de justice » (Polizei- und Justizzentrum) qui doit être construit à la place de l'ancienne gare de marchandises (début de la démolition en 2013) rassemble dans un même bâtiment 30 commissariats existants, différents organismes répressifs et 300 places de prison. Ils avancent comme argument le besoin de plus de sécurité et parlent même de « volonté populaire ». Mais de la volonté de qui, de la sécurité de qui, s'agit-il ici ? Finalement, qui a intérêt à enfermer les gens qui nuisent au bon fonctionnement de cette société ? Sûrement ceux qui profitent de l'économie, et non ceux dont ils exploitent la force de travail. Certainement les riches et les gouvernants, pas les pauvres et les gouvernés ! Au fond, il s'agit ici de la sécurité de nos oppresseurs, qui sont absolument en droit de craindre le vol chez ceux qu'ils poussent dans la pauvreté, de craindre la colère de ceux qu'ils exploitent et rabaissent chaque jour, de craindre les révoltes de ceux dont ils volent la liberté et qui sont encouragés par les soulèvements en Grèce et en Afrique du Nord. Et de cette sécurité, de la sécurité de nos oppresseurs, nous n'en avons rien à foutre ! Si nous préférons répandre la solidarité, l'autonomie et la liberté au lieu de la répression, la contrainte et l'autorité ; si nous répugnons autant à commander qu'à obéir, à enfermer d'autres individus qu'à être enfermés nous-mêmes, alors perturbons, bloquons, empêchons la construction de cet horrible complexe carcéral de verre et de béton froid ! Les responsables de la réalisation de ce monument à la soumission sont tous ceux qui décident d'y participer. Que ce soit les politiciens ou les architectes, les entreprises de construction et de démolition, les administrateurs, ou tout simplement les flics eux-mêmes. Et ces responsables ont des visages, des noms et des adresses...

Pour une vie de liberté, sans prisons ni police ni justice !

LES PESTES RELIGIEUSES

« D'ailleurs, les ouailles que plument les églises sont toujours, en même temps, les bons moutons que tondent les Etats »

A. Libertad, 20 juillet 1905

Pourquoi revenir sur une vieille question comme celle de la religion, à l'heure où les plans d'austérité européens commencent à faire sentir leurs effets un peu partout, où les désastres écologiques s'accumulent et où le contrôle sur nos vies se resserre toujours plus ? Pourquoi s'en prendre à une idéologie, certes répugnante, quand la question des besoins matériels et de la simple survie se fait pressante ? Ben justement, pas besoin de chercher très loin dans le passé pour s'apercevoir qu'autour de nous, l'incertitude du futur et l'insécurité du présent ramènent à la surface tout un fatras qu'on avait un peu trop vite perdu de vue dans nos luttes : nationalisme, famille, religion. Ce trio carcéral qui avait encaissé quelques coups dans les années 70 pourrait trouver une vigueur inespérée par les temps qui courent, servant à nouveau sinon d'amortisseur, au moins de contention/récupération de révoltes qui peuvent exploser vers un monde totalement différent. Autant la restructuration capitaliste des années 80 et 90 pouvait compter sur une pacification sociale assurée par les gestionnaires traditionnels de l'Etat social et de ses affiliés, autant l'instabilité actuelle s'inscrit dans un cadre de concurrence féroce entre plusieurs forces asymétriques (dont les réseaux religieux) où l'Etat a bien moins de miettes à lâcher aux révoltés. C'est aussi dans ce contexte où il apparaît à beaucoup que le capitalisme n'est plus à réformer ou réguler mais à bouleverser, voire à détruire pour les plus radicaux, que les religions tentent de tirer une fois de plus leur épingle du jeu.

Même si la tradition liée au vieux barbu allemand affirmait que « *la critique de la religion est la condition première de toute critique* », certains autoritaires contemporains pensent que mieux vaut ne plus toucher à la religion dans un premier temps. Cet opium n'étant que la manifestation extérieure de problèmes bien réels – eux –, ne serait-il en fin de compte pas plus intéressant de travailler à ce qui nous réunit minimalement, plutôt que dévouer ce qui « nous » sépare malgré tout. « Nous », c'est-à-dire la classe, le peuple, les pauvres, les habitants d'un quartier ou d'un village, le prolétariat, les participants à une lutte... Bref, l'entité collective ou le sujet du moment auquel on s'attache, au sein duquel les individus ne doivent en tout cas pas se diviser sur des « questions secondaires ». Quel intérêt en effet de lutter ensemble sur des intérêts

communs (le logement, les conditions d'exploitation, les prisons, les expulsions, etc.), si c'est pour se quitter ensuite sur des questions comme l'inexistence de Dieu ? Bien que d'indécrotables anti-autoritaires aient prétendu que toute religion est au service des puissants et qu'on ne peut mettre de côté la question de la fin, c'est-à-dire savoir pour quel monde on se bat (notamment sans lois – terrestres ou divines, ni maîtres – de la terre ou du ciel), on ne peut pas dire que les acrobates de la tactique n'aient pas eu de fidèles partisans dans leur art d'éviter les questions qui fâchent.

A côté de cette manière, disons « instrumentale », de hiérarchiser ce qu'on pense afin de maintenir la fameuse communauté de lutte, un autre rapport, plus libéral celui-là, s'est immiscé dans la partie : laissons-donc les croyances religieuses au vestiaire, au profit d'autres plus productives, comme la science ou la démocratie. Soyons tolérants, chacun peut croire au fantôme qu'il souhaite, pourvu qu'il n'emmerde pas les autres avec ! A l'image d'une société où l'Etat a conquis peu à peu le monopole de la gestion de l'espace public, et où le Dieu universel qui tient désormais le haut du pavé est la marchandise, cette manière de renvoyer les croyances religieuses traditionnelles à la sphère privée est une autre sorte de compromis possible pour maintenir la fiction unitaire (de la nation pour l'Etat, du groupe ou de la lutte pour les militants).

Mais voilà que tout s'est accéléré et exacerbé cette dernière décennie sur fond de crise. Voilà que pour les partisans de l'option libérale, ce compromis est toujours plus brutalement remis en cause par des minorités religieuses qui revendiquent ici aussi leur place au soleil. Voilà que pour les partisans de l'option tactique, la tâche se complique quand expressions politiques et religieuses sortent de la sphère culturelle pour redevenir une projectualité autonome. Voilà encore que face à deux ennemis qu'il faut tous deux combattre (l'Etat et la religion), l'option gauchiste de la bonne conscience se revigore à son tour (l'Islam est titillé par l'Etat français ? Retrouvons-nous pour défendre une oppression contre une autre, au nom de la lutte contre l'exclusion et les discriminations !) Cette option est en somme dans la même logique citoyenniste – pousser l'Etat à devenir égalitaire alors que c'est un instrument des puissants qui ne fait que sanctionner des rapports de force entre domi-



nants et dominés– qui a par exemple conduit récemment à appuyer une loi comme celle du « Mariage pour tous », plutôt que d'affirmer que l'Etat ne doit fourrer son nez dans les relations de *personne*, et disparaître définitivement de nos vies.

En temps de restructurations économiques, les tensions sociales toujours présentes entre exploiters et exploités, dirigeants et dirigés peuvent parfois prendre des tournures inhabituelles, pas toujours agréables ou émancipatrices d'ailleurs. Si la conflictualité offre mille visages, des grèves sauvages et occupations dans les entreprises aux émeutes et révoltes dans les quartiers, en passant par les insoumissions à l'Etat ou aux sabotages du train-train quotidien, beaucoup sentent en tout cas que les miettes à distribuer s'amenuisent, et qu'il va falloir ramener sec. C'est dans ce cadre où les vis se resserrent pour tout le monde, et où monte l'insatisfaction, que les religieux comme d'autres autoritaires ont une carte à jouer, pour tenter de trouver leur place à la tête de la conflictualité. Comme les néo-fascistes ou plus généralement n'importe quels politiciens, ils vantent les mérites de leur modèle social prétendument relooké, un bricolage de tradition et de modernité prêt à l'emploi en cas de conquête du pouvoir. Et comme les gestionnaires actuels du capitalisme, ils craignent la liberté qui pourrait surgir d'explosions qui bouleverseraient jusqu'aux rapports sociaux. Lois de l'Etat ou lois de Dieu, tous restent d'accord sur l'essentiel : il faut y obéir, il faut de l'ordre, car les gens, les individus, sont incapables, pire, ne doivent en aucun cas décider par eux-mêmes de leurs vies, ni de comment se rapporter les uns aux autres. On ne sait jamais, des fois que surgirait l'expérimentation d'un monde sans argent ni dominations.

En fait, on pourrait presque se réjouir si les religions étaient seulement l'expression d'une aliénation de plus, de simples idéologies auxquelles on n'adhérerait qu'en négatif, par conformisme ou par peur. Si on ne s'y accrochait que faute de pouvoir se retrouver dans une perspective plus passionnante que celle d'appartenir à une communauté de croyants où les règles sont dictées d'avance. Mais les religions sont bien plus que cette bouillie de morale, d'autorité et de codes, elles sont aussi quelque chose d'efficace : comme la famille ou la nation, elles maintiennent l'existant en soudant et en pacifiant des antagonismes explosifs. Nous ne sommes plus au temps où l'entière d'un monde trouvait son expression dans la sphère religieuse, et où les révoltes portaient donc aussi de là, quitte à s'exprimer sous forme de dissidences sectaires ou hérétiques (qu'on pense par exemple au *Bundschuh* germanique de 1500, ou aux *Ranters* et *Diggers* anglais des années 1640). En ce sens, la récupération provisoire des soulèvements récents de l'autre côté de la Méditerranée nous montre encore comment les religions sont bien plus en continuité qu'en rupture avec le capitalisme.

A présent qu'elles ne sont plus la totalité mais seulement une des formes séculaires de la domination, elles doivent désormais partager leur pouvoir temporel avec l'Etat, dont la bureaucratie constitue un puissant réseau concurrent aux siens. Et d'un autre côté, leur pouvoir spirituel est concurrencé par d'autres fétiches qui ont leur propre logique, comme la technologie ou l'argent. Dans ce système complexe, les religions ne peuvent plus incarner qu'une des formes possibles de réforme du capitalisme, bien qu'elles tentent parfois encore à travers certaines de leurs manifestations marginales de faire passer ces aménagements pour un quelconque changement réel.

Si nous pensons qu'il faut à nouveau s'intéresser à elles, ce n'est donc pas uniquement par esprit de vengeance bien réel de siècles d'oppressions, de massacres et de tortures d'incroyants ou de dissidents. Ce n'est pas non plus parce que cette illusion grotesque ne ferait que détourner une grande partie du prolétariat de son juste combat contre le capital, en le divisant et en lui désignant de faux amis et de faux ennemis. C'est surtout parce qu'en une période peut-être un peu plus angoissante que la précédente (les défunctes Trente Glorieuses qu'on ne regrettera pas), les religions ne représentent plus seulement un des refuges rassurants face aux guerres ou à la misère, mais incarnent aussi davantage l'espoir d'humaniser un capital qui élague le vieil Etat protecteur un peu partout depuis les années 80 (celui des indépendances comme celui du capitalisme d'Etat à l'Est ou en Chine, celui des dictatures militaires populistes d'Amérique du Sud comme celui de l'Etat social occidental). En quelque sorte, on pourrait s'en prendre aux croyances religieuses d'aujourd'hui comme on s'attaquait aux espoirs sociaux-démocrates d'hier : d'un côté en luttant pour un monde radicalement différent, basé non pas sur la masse et l'autorité mais sur les individus et la liberté, et d'un autre côté en combattant ce poison dans chacune de ses tentatives concrètes d'incarner une alternative à la domination et de substituer un ordre par un autre. En les combattant comme autant d'obstacles en travers de nos luttes, mais sans en faire le centre de l'affrontement.

Car il n'est pas dit, même si comparaison n'est pas raison, que les mêmes mécanismes de la *politique* liés aux périodes agitées du passé ne se reproduisent pas une fois de plus. On verrait alors les uns pratiquer des alliances formelles ou informelles avec certaines factions religieuses au nom d'un ennemi soi-disant commun (l'Etat et ses milices, l'extrême-droite), et les autres finir par cohabiter avec elles dans le cadre de luttes partielles au nom du nombre, y compris en cas de rapport de force défavorable à ces dernières. En somme, la vieille histoire des idylles entre les révolutionnaires autoritaires et les réformistes. Et pour nous, la sempiternelle critique liée à la nécessaire cohérence –vue comme tension sociale et comme éthique– entre les moyens et les fins, vu que les premiers contiennent déjà en eux le monde pour lequel nous nous battons.

Dans les quelques textes qui suivent, nous avons joint les pensées iconoclastes d'une compagne à un article qui revient sur le retour en force des manifestations religieuses tant chrétiennes que musulmanes après le 11 septembre 2001, et leur fausse opposition. Et comme il nous semble plus généralement que les idées ne prennent jamais tant de force qu'à travers leurs prolongements quotidiens, nous avons également inséré à la suite quelques critiques pratiques contre des messes singulières au Chili et en Belgique, ou autour de la construction d'une mosquée dans un port méditerranéen. Puissent ces quelques pages apporter leur petite contribution pour alimenter la lutte sans trêve contre toutes les pestes religieuses, divines comme profanes.



Pensées iconoclastes

Sans foi ni loi, juin 2012

« Contre les bergers,
contre les troupeaux ! »

A. Libertad

Il fut un temps, quand j'étais môme, où je ne me préoccupais guère de religion. Les interdits étaient partout : dans la famille, à l'école, dans la rue... mais ils n'avaient pas pour moi la sale gueule du rigorisme religieux, plutôt celle de l'éducation à la sauce républicaine et laïcarde.

Avec les potes, dieu c'était pas vraiment un sujet de conversation. On parlait plutôt de ce qu'on faisait ou mieux encore, de ce qu'on avait envie de faire. Alors, évidemment, venait ce qui se mettait directement en travers de notre chemin : le fric et son manque, les gardiens de l'ordre chargés de te faire rentrer dans le moule, le racisme de voisins parfois venus d'ailleurs mais qui claquent si volontiers la porte aux derniers arrivés, ceux de ton âge qui commencent déjà à balancer, et tous les pères la morale. Il y a ce qui se fait et ce qui ne se fait pas. Pourquoi ? La question n'est pas là. Juste tu éprouves dans ta chair la « normalité ». Et malgré les petites rébellions, tu te sens toujours à l'étroit, coincée entre tes rêves et la routine obligée.

En grandissant, le malaise grandit lui aussi. On te fait bien comprendre qu'il va falloir revoir tes désirs à la baisse et te conformer à la réalité qui t'entoure. Surtout, tu sens que le poids mort des normes et préjugés pèse sur ton corps comme sur ton esprit. Pudeur par ci, virginité par là, plaire à tout prix, mais l'avortement n'en parlons pas... les codes sont tellement diffus et partagés que déjà ils s'incrument dans tes questionnements, tes gestes et tes relations. Sur le plan affectif comme sur tant d'autres, tu ne sais plus si tu vis ce que tu veux, ce qu'on attend de toi ou s'il suffit de réagir *contre* ce qu'on prétend t'imposer – parfois si contradictoire. Au fil des expériences, des lectures et des rencontres revient la lancinante question : *pourquoi* ? En creusant, la réponse s'impose : même si dieu ne fait pas partie du panorama, ses tenants ont bien fait leur sale boulot. Il y a fort longtemps que les religions en



DIEU PATRIE FAMILLE

Introduction de Sono ateo, grazie a Dio !, 2006

Dieu, Patrie, Famille, c'est la trinité de valeurs qui ont été présentées au cours des siècles comme le ciel idéal de la civilisation, pendant que la valeur profane de l'argent régnait sans partage sur la terre. Le temps passant, ces valeurs idéales se sont peu à peu ternies. A force de rester sans cesse courbé en signe de soumission, l'homme a fini par ne plus regarder vers le haut. L'adoration a fait place à la déférence, la déférence à l'indifférence, l'indifférence à la dérision. L'Eglise ? Une annexe consacrée de l'hospice. La caserne ? Le regret d'anciens combattants, le gymnase de jeunes frustrés. Le mariage ? Une simple formalité bureaucratique avant de divorcer d'un rapport jamais vécu avec intensité.

Pourtant, ces dernières décennies, on est en train d'assister à un retournement de tendance. Si la famille rencontre encore quelques difficultés pour se réaffirmer – vu l'incompatibilité de l'amour avec tout lien forcé et que la dot est un piètre investissement, y compris économique –, la patrie a décidément à l'inverse regagné du terrain. Avec ses odieux saluts au drapeau et ses chœurs qui entonnent l'hymne national, l'esprit patriotard a commencé à accompagner toutes les entreprises militaires et sportives accomplies par « nos braves petits » à l'étranger, sans faire de grands distinguos entre soldats et joueurs. L'important est de vaincre, de battre l'ennemi, puis de déclencher des embrassades collectives en mesure de sceller l'unité nationale.

Assez de riches et de pauvres ou d'exploiteurs et d'exploités, divisés par des intérêts et des conditions sociales bien éloignées, rien que des Italiens soudés par l'orgueil identitaire. Qu'y a-t-il de plus délirant en effet que ces manifestations de masse grouillantes, lorsque des millions de personnes à l'existence misérable exultent pour une victoire ou une bénédiction qui ne modifie en rien leur vie quotidienne ?

Victoire du nationalisme, bénédiction de la religion, ici aussi avec une certaine confusion des rôles. Reste le fait que de la vieille trinité qu'on pensait en déclin, c'est sans aucun doute Dieu (sous ses multiples formes et appellations) qui est revenu avec le plus de force sur le devant de la scène. Jusqu'à il y a peu, le nombre de ses fidèles semblait s'être tellement réduit, leurs argumentations semblaient tellement puériles, au moins ici en Occident, que leurs adversaires déclarés n'avaient plus de raison de le combattre. Trop facile, ça n'en valait pas le coup. Personne ne se creuserait la tête pour nier l'existence du Père Noël.

Soyons clairs, les affaires religieuses étaient toujours traitées avec tact et circonspection. Baise-main et titres honorifiques restaient dispensés aux hauts prélats, et aucune personnalité publique n'aurait osé se déclarer «athée», préférant tout au plus un simple «agnostique» ou «non-croyant», afin de ne pas froisser la délicate sensibilité des dévots, et de ne pas déclencher les sifflets du public. Car de toute manière, tout portait à croire qu'on vivait dans une société laïque désormais consolidée.

Mais voilà que les fidèles ont commencé à se multiplier chaque jour davantage, que les rassemblements gigantesques de «jeunes entichés du Pape» ont démenti la nature gériatrique des croyants et que l'Eglise, consciente du nouveau poids qu'elle avait acquis, a recommencé à élever sa voix réactionnaire et à tenter de s'immiscer dans tous les domaines de la vie civile.

La vieille dérision face à l'Eglise s'est retransformée en indifférence, l'indifférence en déférence, et la déférence en adoration. Il n'est plus resté personne pour ricaner dans le dos des prêtres.

«Choc des civilisations»

...c'est comme cela que de nombreux médias ont présenté les récents événements internationaux, qui ont fourni une matière considérable au retour d'obscurantisme auquel on est en train d'assister. Il était pratiquement inévitable qu'une déclaration de guerre des «musulmans» –comme ont été définis les auteurs

place et la morale qui en découle imprègnent les rapports sociaux et, qu'on le veuille ou non, surveillent d'un œil inquisiteur les recoins les plus secrets de notre existence.

Pas besoin d'être grand clerc pour constater qu'elles font partie des piliers sur lesquels continue à reposer l'ordre de ce monde. Fondées sur le pouvoir –qu'elles prétendent tenir «d'en haut» quand d'autres misent sur la délégation «d'en bas»–, elles s'édifient à la fois sur des charniers et sur le culte de la soumission qu'elles diffusent et renforcent. De toutes parts, la longue liste des massacres de mécréants le dispute en horreur à l'oppression et l'exploitation quotidienne, y compris des croyants. Toujours pour leur bien, naturellement, et plus ou moins avec leur assentiment. Car la domination ne s'exerce jamais aussi adroitement que lorsqu'elle se voit avalisée et reproduite à tous les niveaux. Pour cela elle a recours tant à la peur qu'à l'adhésion, au châtement qu'à l'intégration de ses valeurs, culpabilisation aidant.

Comble d'ironie, on tente de nous faire passer cette croyance pour un rapport individuel, quand les religions sont des systèmes sociaux autoritaires aux multiples hiérarchies et des institutions dans des logiques de pouvoir. Fortes de siècles de règne manipulateur, elles sont prêtes à bien des turpitudes pour continuer à prendre part au festin terrestre interdit aux gueux. Elles peuvent aussi entrer en concurrence ou s'allier, entre elles ou avec d'autres pouvoirs, et même tirer profit de leurs dissensions internes. Sous différentes variantes, on voit que la prédation effrénée peut fort bien s'accommoder de la charité de quelques bonnes âmes, tout comme soutenir des dictatures n'exclut pas certaines formes de dissidence. Pratique pour effacer les souillures de l'histoire. Les voies des Saigneurs sont impénétrables, les crapules avec leurs commandements en sautoir sont de simples serviteurs, et les prédicateurs de tout poil peuvent continuer d'entraîner leurs brebis jusque dans les pires carnages, et les rappeler à l'ordre quand elles montrent quelque velléité de ruer dans les brancards. Effectivement, les guerres de conquête remplacent avantageusement la révolte, neutralisent le vol des riches, dissimulent la guerre sociale.

Le maintien de tous ces directeurs de conscience dépend du contrôle qu'ils sont capables d'exercer. En général,



Barcelone, 1936. Des ouvriers murent une église préalablement incendiée...



c'est l'acceptation de l'ordre existant qui rapporte et qu'ils vendent, à grands coups de malédictions et de promesses, de punitions et de rédemption, d'enfer et de paradis. Que les puissants poursuivent leur œuvre, supportons les privations en rendant grâce aux oboles, vive le pardon à géométrie variable, et surtout pas de transgressions !

Et quand certains ordres se présentent sous la bannière du refus, histoire d'occuper un créneau sur le marché de la misère, c'est encore le racket religieux qui sort renforcé.

Car une chose est sûre : quels que soient les prophètes, ils sont déterminés, avec tout l'arsenal de quelque impitoyable justice, à édicter les règles d'ordres sociaux et moraux qui n'ont jamais rien de bien nouveau. Et qu'il faut suivre, de gré ou de force, au nom d'une communauté soudée autour de dogmes qui dépassent chacun de ses membres, transcendant les antagonismes qui fâchent. La notion de rapport individuel a tout l'air d'une farce au milieu de tant de subordination et de catégories à l'universalité plus que douteuse. Quand les critères établis s'imposent à toutes et tous : le vice, la vertu, le bien, le mal, nous voilà sommés, et bien en peine, de choisir notre camp. De fait, c'est l'illuminé ou le spécialiste de service qui évalue la marge d'interprétation personnelle, et le destin fera le reste.

Quand au nom d'un soi-disant rapport intime, c'est l'intimité même des choix de chacun, chacune, qui est niée, spiritualité ne rime-t-elle pas avec asservissement ?

des attentats du 11 septembre– ne provoque une réponse équivalente de la part des «chrétiens». L'identité de l'ennemi définit, par opposition, la sienne. Mais la surexcitation du moment n'a pas favorisé un quelconque débat sérieux sur la question : seulement un bavardage hystérique qui a glissé progressivement dans le fondamentalisme, d'un côté comme de l'autre. D'ailleurs, rien que la définition hâtive de deux parties en jeu a constitué en soi une énième démonstration de combien la religion sert d'écran de fumée à des motivations bien plus triviales, hier comme aujourd'hui.

Certes, personne ne pense vraiment que Bush est guidé par Dieu et Ben Laden par Allah, et chacun sait que ces deux-là sont aussi de riches magnats du pétrole dont les familles ont effectué de discrètes affaires ensemble. Pourtant –même en sachant que toutes les croisades cachent de solides raisons profanes derrière des prétextes sacrés–, il serait erroné de sous-évaluer l'importance du rôle joué par la religion dans ce conflit. Un rôle qui va bien au-delà de l'apparente justification de façade. Les exégètes du matérialisme historique défendent qu'on ne convainc pas quelqu'un d'aller se faire sauter en l'air pour la seule gloire de Dieu, et que derrière de tels gestes doit être recherché le coup de pouce de nature économique. A notre avis, il ne s'agit que d'une demie-vérité. Il est vrai que derrière les kamikazes s'agitent d'énormes intérêts économiques et politiques, mais il n'en demeure pas moins que rien n'épouse aussi bien le martyre que le fanatisme religieux.

Si les commanditaires des massacres qui ensanglantent aujourd'hui la planète sont certainement plus intéressés par le cours de la bourse et les jeux de pouvoir que par les livres sacrés et les prières, cela n'empêche pas que les exécutants trouveraient difficilement dans les livres de compte des entreprises la force morale de se sacrifier. Une force qu'il est par contre possible de puiser dans la religion. Et cela n'a rien à voir avec les dizaines de vierges promises aux martyrs de l'Islam et sur lesquelles les enfants de chœur du Christianisme ont tant ironisé, eux qui croient au fils d'une vierge ressuscité quelques jours après sa mort.

Inutile de tenter de sortir de la bouillie religieuse en s'appuyant sur le rationalisme, parce que la raison est impuissante face à l'absurde. C'est pour cela qu'un athéisme scientifique, aussi rigoureux soit-il, aussi capable de passer au crible puis de réfuter toutes les données sur lesquelles se base la religion, ne peut que rester incomplet. Cela ne veut pas dire que l'athéisme est insignifiant ou contre-productif, mais seulement qu'il n'est qu'un prisme dont la lueur provient de la fusion de la lumière renvoyée par la myriade des faces qui le composent. De la critique rationaliste au blasphème, les fronts à ouvrir dans la lutte contre Dieu et son œuvre d'exploitation et d'humiliation de l'être humain sont innombrables. Mais aucun de ces fronts, pris en soi pour soi, n'est capable de lancer l'assaut décisif pour gagner la guerre.

Si la religion est «l'opium des peuples»...

... c'est parce qu'elle est un puissant remède contre les problèmes sociaux. Même si on critique ses effets secondaires, on n'arrive de toute façon pas à y échapper. Faute de mieux, et malgré sa nocivité évidente, ce remède sera tôt ou tard à nouveau utilisé. Et pourquoi en serait-il autrement, vu qu'il s'agit au fond du seul médicament qui ait été inventé ? De plus, cela ne se produit pas

seulement avec l'autorité céleste, mais aussi avec celle qui est sur terre. N'est-il pas vrai que l'Etat, bien que critiqué, reste pour beaucoup l'unique modèle d'organisation sociale ? Si l'Eglise et l'Etat se sont ainsi aimés et accordés depuis de longs siècles –en- seignant la résignation et l'obéissance–, c'est parce que tous deux fournissent à l'homme une «solution» à ses problèmes.

Avec la sécularisation de la société, certains pensaient avoir dépassé le moment religieux, alors considéré comme l'enfance de la conscience humaine. Grâce à la science, on a pu sonder tout l'univers, pénétrer les recoins secrets de la nature. Il n'existe plus d'Olympe où faire siéger les dieux hors de portée de l'œil humain. Aujourd'hui, tout ce progrès laïc s'est révélé n'être qu'une illusion monstrueuse. D'un côté parce que la religion a influencé le développement scientifique bien plus qu'on ne le pense (comme l'a mis en évidence David F. Noble dans *La religion de la technologie*), d'un autre côté parce que face aux dévastations irréversibles et aux manipulations de la technologie, on aurait presque envie de regretter les vieilles convictions animistes.

Qu'est finalement devenue cette nouvelle éthique égalitaire et solidaire qui aurait dû naître de l'effondrement des principes religieux, comme l'espéraient beaucoup d'athées des siècles précédents ? Une fois toute cette morale religieuse bigote mise de côté, ce n'est pas le libre arbitre qui est venu illuminer les hommes, mais plutôt une suite d'injustices qui s'est déchaînée contre eux. Le dépassement des interdits sexuels n'a pas conduit au libertinage ou au libre amour, mais au trafic de corps en échange de faveurs professionnelles en tout genre. La négation de la sacralité de la vie humaine n'a mené ni à la reconnaissance de l'euthanasie (comme espéré par les modérés) ni à la remise au goût du jour du tyrannicide (comme espéré par des extrémistes), mais au massacre industriel et indiscriminé de tous, enfants compris.

La religion –avec son système de règles, d'obligations et de sanctions– offre un sens, une communauté et un espoir à l'être humain, qui continue de rester seul dans l'univers avec sa misère et son angoisse. Les autorités terrestres n'ont pas saisi qu'il ne suffit pas de remplir l'estomac de l'homme pour qu'il se tienne tranquille. Avec leur antique formule, «prie et travaille», les moines l'avaient compris depuis des siècles. Si le travail est bien la meilleure police de l'individu, aucune âme ne peut pourtant passer sa vie comme une condamnation à perpétuité. Et qu'est-ce que sont nos journées, sinon une «peine sans fin» ? Une fois la matière mise aux travaux forcés, il fallait aussi fournir à l'esprit une occu-



Alors oui, les religions et leurs zélés zélateurs font partie de ce qui m'enferme, et cette volonté de gérer notre existence, de soumettre nos cerveaux et nos corps, de s'emparer de nos désirs et de toute notre individualité à travers l'ensemble de nos rapports m'est proprement insupportable.

C'est à ce titre, que je hais *toutes* les religions, parce que je sens, je sais que nous ne pouvons accepter de nous sacrifier sur l'autel de quelque idole que ce soit, qu'on la nomme Dieu, Etat, Economie, Science ou Progrès, car ce premier renoncement en appelle bien d'autres.

Ce n'est qu'en nous débarrassant de ces carcans, individuellement et socialement, que nous pourrions vraiment découvrir que la vie ne se résume pas, comme on aimerait nous le faire croire, à de fausses oppositions entre matérialisme et idéalisme, entre égoïsme et troupeau, entre des modèles de société qui se marient fort bien, car ils ont en commun de reposer sur l'obéissance. Que cette bataille –d'autant plus inévitable et nécessaire que les pressions autoritaires s'expriment largement– nous offre des possibilités de nous éprouver nous-mêmes, de nouer des complicités, d'expérimenter des relations choisies de réciprocité et de solidarité, et de savourer, enfin, le goût de la liberté !

Si Dieu existait réellement...

Michel Bakounine, 1871

Toutes les religions sont cruelles, toutes sont fondées sur le sang ; car toutes reposent principalement sur l'idée du sacrifice, c'est-à-dire sur l'immolation perpétuelle de l'Humanité à l'insatiable vengeance de la Divinité. Dans ce sanglant mystère, l'homme est toujours la victime, et le prêtre, homme aussi, mais homme privilégié par la grâce, est le divin bourreau. Cela nous explique pourquoi les prêtres de toutes les religions, les meilleurs, les plus humains, les plus doux, ont presque toujours dans le fond de leur cœur, — et, sinon dans le cœur, dans leur imagination, dans l'esprit (et l'on sait l'influence formidable que l'une et l'autre

exercent sur le cœur des hommes), — pour-quoi il y a, dis-je, dans les sentiments de tout prêtre quelque chose de cruel et de sangui-naire.

* * *

Tout cela, nos illustres idéalistes contempo-rains le savent mieux que personne. Ce sont des hommes savants qui savent leur histoire par cœur ; et comme ils sont en même temps des hommes vivants, de grandes âmes péné-trées d'un amour sincère et profond pour le bien de l'humanité, ils ont maudit et flétri tous ces méfaits, tous ces crimes de la religion avec une éloquence sans pareille. Ils repoussent avec indignation toute solidarité avec le Dieu des religions positives et avec ses représen-tants passés et présents sur la terre.

Le Dieu qu'ils adorent ou qu'ils croient adorer se distingue précisément des dieux réels de l'histoire, en ce qu'il n'est pas du tout un Dieu positif, ni déterminé de quelque manière que ce soit, ni théologiquement, ni même métaphysiquement. Ce n'est ni l'Être-suprême de Robespierre et de J.-J. Rousseau, ni le Dieu panthéiste de Spinoza, ni même le Dieu à la fois immanent et transcendant et fort équi-voque de Hegel. Ils prennent bien garde de lui donner une détermination positive quel-conque, sentant fort bien que toute détermi-nation le soumettrait à l'action dissolvante de la critique. Ils ne diront pas de lui s'il est un Dieu personnel ou impersonnel, s'il a créé ou s'il n'a pas créé le monde ; ils ne parleront même pas de sa divine providence. Tout cela pourrait le compromettre. Ils se contenteront de dire : « Dieu », et rien de plus. Mais alors qu'est-ce que leur Dieu ? Ce n'est pas même une idée, c'est une aspiration.

C'est le nom générique de tout ce qui leur paraît grand, bon, beau, noble, hu-main. Mais pourquoi ne disent-ils pas alors : « l'Homme » ? Ah ! c'est que le roi Guillaume de Prusse et Napoléon III et tous leurs pareils sont également des hommes ; et voilà ce qui les embarrasse beaucoup. L'humanité réelle nous présente l'assemblage de tout ce qu'il y a de plus sublime, de plus beau, et de tout ce qu'il y a de plus vil et de plus monstrueux dans le monde. Comment s'en tirer ? Alors, ils appellent l'un, divin, et l'autre, bestial, en se représentant la divinité et l'animalité comme les deux pâtes, entre lesquels ils placent l'hu-manité. Ils ne veulent ou ne peuvent pas com-prendre que ces trois termes n'en forment qu'un, et que, si on les sépare, on les détruit.

Ils ne sont pas forts sur la logique, et on di-rait qu'ils la méprisent. C'est là ce qui les distingue des métaphysiciens panthéistes et déistes, et ce qui imprime à leurs idées le ca-ractère d'un idéalisme pratique, puisant ses inspirations beaucoup moins dans le déve-



pation quotidienne. Mais cela ne s'est pas produit, bien au contraire. Au nom d'un déterminisme économiciste imbécile qu'on a fait passer pour du matérialisme, on a dénigré tout élan vers quelque chose qui ne soit pas la satisfaction de ses besoins plus ou moins biologiques.

De plus, si les autorités ecclésiastiques promettaient le salut futur comme récompense aux souffrances du présent, qu'avaient à offrir les autorités civiles en échange d'une vie d'obéissance ? La retraite ? *«Non, le destin de l'homme sur terre n'est pas celui de l'animal qu'on conduit au travail... Le Bonheur est le but vers lequel se dirigent tous les êtres, quand ils écoutent la grande voix de la nature. Il existe deux ailes pour l'atteindre : l'espoir et la liberté»*, affirmait un révolutionnaire du passé. Mais seule la liberté est le bonheur accompli, l'espoir n'est qu'un ersatz, une anticipation imaginaire qui console. Et pourtant, c'est que de là que la religion tire sa force. Tandis que l'Etat, vu qu'il est la négation de la liberté, ne peut donner le bonheur, l'Eglise offre au moins l'espoir à portée de toute prière. Là où le monde profane ne garantit que le bien-être matériel, et exclusivement au profit de ceux qui peuvent se le permettre, le monde religieux concède un bien-être absolu à ceux qui se contentent de ce qu'ils sont déjà et de ce qu'ils possèdent : «bienheureux les pauvres, parce que le Royaume des cieux leur appartient». Il devient donc facile de comprendre pourquoi, plus les conditions sociales se détériorent, plus l'exigence de trouver un soulagement dans la foi se fait pressante. Le fondamentalisme religieux qui explose aujourd'hui aussi bien en Amérique du Sud que dans les pays du Moyen-Orient, mais également dans les périphéries de nombreuses métropoles occidentales est le résultat d'une vie sans perspective. Pourquoi donc mourir en tant que «martyr de l'Islam», évoqué et vénéré par des millions de personnes, serait-il pire que mourir laïquement de privations, isolé et oublié de tous ? Pourquoi donc mourir en livrant bataille serait-il pire que survivre devant un poste de télévision ? Voilà pourquoi ce n'est qu'en donnant une perspective à la vie, une perspec-tive pour la faire telle qu'elle n'a jamais existé jusqu'à pré-sent, qu'on pourra finalement éliminer les conditions qui rendent la religion nécessaire.

Qu'est-ce que les religions ?

On ne le répètera jamais assez. Toutes les religions sont des mensonges, toutes les religions sont des oppressions, toutes les religions sont des instruments de domination. Eglises, mosquées, synagogues ou temples, il s'agit toujours de lieux dans lesquels on ne rentre et desquels on ne sort que pour s'agenouiller devant ceux qui sont en haut. Une des conventions sociales les plus diffuses de notre époque est que toute opinion religieuse doit être respectée, seul le fanatisme étant exécration. Comme si le fanatisme n'était pas une caractéristique intrinsèque à toute religion, comme si le concept même de sacré n'impliquait pas la punition du transgresseur : quelle punition appliquer à quel transgresseur, ce n'est qu'une question de détail. S'il y a des fanatiques intégristes qui attaquent en Algérie les femmes qui ne portent pas le voile, comment définir ceux qui aux Etats-Unis attaquent les médecins qui acceptent de pratiquer l'avortement ?

On assiste également à de curieuses disputes à propos de la prétendue supériorité du christianisme sur les autres religions. Certains le considèrent au moins meilleur que l'islam, dont ils mettent en évidence le mépris des femmes. Et pourtant, même si on oublie le traitement très chrétien réservé aux femmes par le passé, le renoncement aux plaisirs des sens au nom de la nécessité de la reproduction fait partie intégrante du christianisme jusqu'à aujourd'hui. Les sœurs, et notamment celles des cloîtres, sont elles aussi un symbole de la négation des femmes. Si la femme enfermée et à laquelle on impose le voile fait horreur, la femme tabassée et tuée parce que trop désinhibée n'est-il pas un fait devenu quasi normal au quotidien ? Au reste, si on déplace le discours sur la civilisation dans son ensemble, la femme qu'on apprécie en Orient serait celle la plus vêtue possible, tandis qu'en Occident ce serait celle qui est la plus dévêtue. Ce qui a tout l'air de représenter les deux faces d'une même humiliation.

C'est un fait : il n'existe pas de bonnes et de mauvaises religions. La religion, quelle qu'elle soit, est la négation de l'intelligence et des sentiments les plus authentiques, la répression des désirs, la mortification de la dignité, mais aussi l'incitation à la résignation, l'apologie de la soumission, l'exaltation de la misère. La religion protège les puissants, bénit les soldats, approuve les gendarmes, prépare les bourreaux, tandis qu'elle excommunie et condamne toute pensée et geste rebelle.

Mais il ne sert à rien de blasphémer contre les maîtres du ciel quand on adresse des prières à ceux de la terre. Les uns ne peuvent vivre et prospérer sans les autres. «Ni Dieu, ni Etat» était et continuera à être une condition essentielle pour la libération humaine.

loppement sévère d'une pensée, que dans les expériences, je dirai presque dans les émotions, tant historiques et collectives qu'individuelles, de la vie. Cela donne à leur propagande une apparence de richesse et de puissance vitale, mais une apparence seulement ; car la vie elle-même devient stérile, lorsqu'elle est paralysée par une contradiction logique.

Cette contradiction est celle-ci : Ils veulent Dieu et ils veulent l'humanité. Ils s'obstinent à mettre ensemble deux termes qui, une fois séparés, ne peuvent plus se rencontrer que pour s'entre-détruire. Ils disent d'une seule haleine : « Dieu, et la liberté de l'homme » ; « Dieu, et la dignité et la justice et l'égalité et la fraternité et la prospérité des hommes », — sans se soucier de la logique fatale conformément à laquelle, si Dieu existe, tout cela est condamné à la non-existence. Car si Dieu est, il est nécessairement le Maître éternel, suprême, absolu, et si ce Maître existe, l'homme est esclave ; mais s'il est esclave, il n'y a pour lui ni justice, ni égalité, ni fraternité, ni prospérité possibles. Ils auront beau, contrairement au bon sens et à toutes les expériences de l'histoire, se représenter leur Dieu animé du plus tendre amour pour la liberté humaine : un maître, quoi qu'il fasse et quelque libéral qu'il veuille se montrer, n'en reste pas moins toujours un maître, et son existence implique nécessairement l'esclavage de tout ce qui se trouve au-dessous de lui. Donc, si Dieu existait, il n'y aurait pour lui qu'un seul moyen de servir la liberté humaine : ce serait de cesser d'exister.

Amoureux et jaloux de la liberté humaine, et la considérant comme la condition absolue de tout ce que nous adorons et respectons dans l'humanité, je retourne la phrase de Voltaire, et je dis que, *si Dieu existait réellement, il faudrait le faire disparaître.*

La sévère logique qui me dicte ces paroles est par trop évidente pour que j'aie besoin de développer davantage cette argumentation. Et il me paraît impossible que les hommes illustres dont j'ai cité les noms, si célèbres et si justement respectés, n'en aient pas été frappés eux-mêmes, et qu'ils n'aient point aperçu la contradiction dans laquelle ils tombent en parlant de Dieu et de la liberté humaine à la fois. Pour qu'ils aient passé outre, il a fallu donc qu'ils aient pensé que cette inconséquence ou que ce passe-droit logique était *pratiquement* nécessaire pour le bien même de l'humanité.

Peut-être aussi que, tout en parlant de la *liberté* comme d'une chose qui est pour eux bien respectable et bien chère, ils la comprennent tout à fait autrement que nous ne la comprenons, nous autres matérialistes et socialistes révolutionnaires. En effet, ils n'en parlent jamais sans y ajouter aussitôt un autre mot, celui d'*autorité*, un mot et une chose que nous détestons du plein de nos cœurs.

... NOUS AVONS MIS LE FEU A LA CATHEDRALE DES FORCES ARMEES...



Le 7 septembre 2006, un engin incendiaire crame une des portes latérales de la cathédrale dédiée aux Forces armées chiliennes, dans la commune de Providencia, à l'ouest de Santiago. Un office religieux devait s'y tenir le jour même en souvenir des cinq gardes du corps de Pinochet tués lors de l'attentat manqué contre le dictateur en 1986. Sur place, la police retrouve un tract...

Nous avons répondu aux agressions constantes de l'Eglise et des forces armées, ainsi qu'à celles de l'ordre fasciste par notre violence créatrice. Elle s'est déchaînée cette fois en réduisant en cendres ce temple d'assassins salariés et en soutanes qui font l'erreur de croire que nous sommes toutes et tous soumis à leur terreur sournoise. Il n'en est rien.

Nous sommes à nouveau là, comme cela a été le cas tout au long de l'histoire, élevant nos vies au-dessus de la misère qu'engendre leur domination. Nous sommes là, concrétisant notre rage, réalisant nos rêves de tous vous voir sous terre, bande de scories fascistes. Nous sommes là, bien que les terroristes d'Etat en uniforme militaire (ou policier) dissimulent nos actions et nos communiqués, comme cela s'est passé lors de la destruction de la Banque du Chili de l'avenue Vitacura au mois de juillet dernier. Nous avons réalisé cette attaque contre l'un des cloaques du capitalisme, en hommage et rappel de la première récupération/expropriation de banque effectuée dans ce pays, qui eut lieu au détriment

de la succursale de la Banque du Chili à Santiago, par le révolutionnaire espagnol Buenaventura Durruti et ses compagnons acrates. Nous sommes là.

L'action incendiaire d'aujourd'hui est dirigée contre les militaires et les prêtres, défenseurs de cet ordre bourgeois qui se repaît de la souffrance et de l'humiliation de tout ce qui respire encore la vie sur cette planète. Eux, les curés fascistes, sont responsables de ce que la plupart des gens vivent dans cet enfer terrestre. Ils bénissent lâchement les armes des militaires et policiers qui assassinent celles et ceux qui tentent de se libérer du joug bourgeois. C'est ce qu'ils ont toujours fait, tout au long de l'histoire et dans tous les coins de la planète. Au cours de la dictature militaire, ils donnaient leur bénédiction et justifiaient les viols et les meurtres commis par leurs complices, les forces armées. Et ils continuent aujourd'hui à le faire, en donnant leur approbation à cette dictature policière qui assassine le Peuple Mapuche dans le Sud et tourmente tous les jours les personnes exploitées. Maudits eunuques du capital ; ils haïssent l'humain et justifient les prisons, centres de torture du pouvoir.

Cette fois, nous répondons en brûlant leur église, temple de l'hypocrisie. Bientôt nous ferons de même avec leurs maisons, leurs voitures, leurs entreprises et tout ce qui leur appartient. Notre violence n'aura de cesse tant qu'il restera une once de bourgeois sur la surface de la terre. Votre monde croulera.

A travers cette action, nous démontrons une fois encore la vulnérabilité de leurs institutions et des centres qui soutiennent l'actuel système de misère. Nous leur rions au nez et à la face de leurs moyens de contrôle et de surveillance. Ils ne nous font et ne nous feront jamais peur.

Encore un message pour le corps des pompiers de la ville : cette nuit, ils n'ont pas tardé à venir éteindre le feu dans l'un des temples de leurs amis, une rapidité que ne connaissent pas les habitants des quartiers pauvres lorsqu'ils en ont besoin. Nous ferons quelque chose. Tous ceux qui collaborent et protègent les symboles et institutions de cette dictature capitaliste sentiront le souffle de notre destruction créatrice. Quant à tous ceux qui nous soutiennent, ils nous reconnaîtront à travers nos actions.

Ils ne pourront jamais annihiler la révolte sociale.

A 33 ans du coup d'Etat fasciste ! Vengeance !

Liberté pour les prisonniers !

A bas les murs des prisons, des écoles et des usines !

*Fuerzas Autónomas y Destructivas León Czolgosz
- Grupo Septiembre Negro*

MOSQUEES, EGLISES ET AUTRES CONNERIES

Début février 2009, Gênes (Italie). La mairie socialiste autorise la construction d'une mosquée, la droite et les fachos s'égosillent, les centres sociaux et la gôche soutiennent le projet et manifestent. Vite ! De l'air !

« En réalité, il n'y a qu'une Vérité. Dieu est un. L'homme ne peut pas faire ce qu'il veut. Il sera jugé. Il doit rendre des comptes. Dieu rend justice, et lui seul peut le faire »

Joseph Ratzinger, alias Benoît XVI

« Si Dieu existait vraiment, il faudrait le fusiller ! »

Des insurgés de la Commune de Paris, 1871

La dernière décision des autorités municipales sur la vieille question d'autoriser la construction d'une mosquée à Gênes fait beaucoup de tapage.

La Curie oscille timidement entre la défense de sa primauté et la reconnaissance de la nécessité d'un lieu de prière pour ses concurrents.

La Ligue du Nord et les différents courants de droite braillent depuis des jours. Ils s'excitent dans les journaux et lancent des pétitions : la mosquée, ils n'en veulent pas. Selon eux, elle ne pourra qu'amener des hordes d'immigrés dans le quartier d'Oregina-Lagaccio, donc des dégradations, de la saleté, du deal, de la criminalité et du terrorisme. Les fascistes et autres connards en profitent pour dépoussiérer leurs slogans racistes modernes, qui ne se basent plus sur les «différences ethniques» mais culturelles : la tradition, les valeurs chrétiennes et d'autres idioties encore seraient en danger.

A l'inverse, les jeunes du centre social *Terra di Nessuno* ont clairement apporté leur plein appui au projet dans un communiqué de presse.

Pour eux, comme pour tout bon démocrate, pratiquer sa religion devrait être un «droit sanctifié» par la loi, et en même temps un droit naturel (on sait que les *droits* et les *devoirs*, par *nature*, n'existent pas et sont une invention des libéraux et des juristes, mais patience...). Mais après tout, comment les blâmer ? Après tant d'années passées à supplier l'Etat pour obtenir toutes sortes de droits (à un toit, à un travail garanti, à la culture...), où pourraient-ils trouver à présent le courage de nier le *sacro-saint* droit de culte ?

L'opposition aux fascistes et aux racistes ne peut cependant pas nous faire basculer du côté des prédicateurs religieux. Disons-le clairement : on ne veut pas de mosquée, ni dans nos quartiers, ni ailleurs. Et pas parce que nous craindrions de prétendues dégradations ou un improbable terrorisme. Nous sommes déjà confrontés tous les jours, dans la solitude et l'isolement, à la dégradation humaine croissante de cette société, de nos relations, de nos vies : nous devons déjà affronter tous les jours le terrorisme des hommes en uniforme, toujours prêts à exécuter les pires infamies légales.

Nous ne voulons pas de mosquées, et nous ne voulons pas non plus d'églises, parce que la parole de Dieu nous dégoûte, que ce soit celle de la Bible, du Coran ou du Talmud.

Un Dieu qui prétend juger les hommes (décidant à notre place de ce qui est juste ou erroné), et des hommes qui prétendent pouvoir absoudre les péchés des autres nous dégoûtent.

Nous en avons marre de subir vos immixtions dans nos vies, votre bla-bla sur la morale, sur la pudeur, sur les devoirs. Vos versets et vos commandements, bien que parfois différents dans leur langage et leur forme, communiquent une même aberration : la parole de Dieu est toujours une insulte à la liberté, à la vie, est toujours là pour nous rappeler que notre existence, nos passions, notre corps ne nous *appartiennent* pas, que nous ne *pouvons* pas en disposer à notre guise, ni vivant ni mort.

Dieu, sous un nom ou un autre, reste un flic qui nous veut soumis, à genoux, en train de demander pardon pour la faute de vouloir le bonheur ou simplement celle de *désirer*.

Prêtres ou Imams, nous ne vous tolérons pas.

Nous ne pouvons oublier votre histoire, faite d'injustices et d'abus de pouvoir, de croisades et de Jihad, d'Inquisition, de bûchers et de lapidations.

Nous ne connaissons que trop bien l'appui silencieux du Vatican au nazisme, au fascisme et aux dictatures sud-américaines ; tout comme nous avons appris à connaître les républiques théocratiques islamiques du Moyen et Proche Orient, avec leurs répressions brutales, avec leur burqa et leur charia. Voilà de quoi est faite la Loi de Dieu, sous quelque latitude qu'elle se trouve : guerre éternelle à l'homosexualité, à la contraception, à l'avortement, à l'euthanasie, à la dissidence, à ce qui est «différent», à l'infidèle. En bref, à la liberté de chacun.

Nous devrions oublier que le pardon –vous qui le prêchez–, vous ne l'avez jamais demandé ? Ou que lorsque vous l'avez fait, c'est à votre Dieu plutôt qu'à vos victimes (Karol Wojtila dans le *Mea Culpa* prononcé lors du Jubilé en 2000).

Nous ne pouvons oublier tout cela, nous ne réussissons pas à le faire. Parce que chaque fois que vous ouvrez la bouche, votre haleine infecte le monde.

Fascistes, démocrates, prêtres en tout genre, nous en avons marre de vos slogans et de vos sermons.

Ce monde fait de guerres humanitaires, de morts au travail, de camps de rétention pour étrangers, de désastres écologiques... cet ordre construit avec nos vies, vendues tous les jours contre un paquet de fric, cet ordre a pour socle le Droit et son inattaquable Sacralité.

Mais cet ordre charrie du sang.

Nous ne savons pas si l'humain réussira un jour à conquérir la liberté (la vraie, celle qu'aucune Constitution ne pourra jamais insulter), mais nous n'avons aucune intention de nous soumettre à votre Loi ni à votre Dieu.

Nous ne nous résignerons pas à vivre comme des moutons derrière un *pasteur*.

*Les polémistes habituels,
les anarchistes habituels*



LA GRANDE MESSE

Jeudi 24 juin 2010, la grande messe qui se tenait à la basilique de Koekelberg (Bruxelles) et qui avait l'honneur d'accueillir une délégation de 70 prêtres a été quelque peu perturbée. L'archevêque Monseigneur Léonard ne pouvait malheureusement pas faire partie de cette grande fête, mais cela n'a pas empêché un petit groupe de personnes de venir interférer un moment avec le défilé solennel et silencieux de l'eucharistie, instant rituel de communion avec dieu. Des préservatifs remplis de shampoing sont jetés à travers les bancs de fidèles, de la teinture rouge vient colorer l'eau sacrée d'un bénitier, des slogans sont gueulés et, au moment de quitter l'assemblée hostile à l'intervention, deux alarmes suspendues à des ballons d'hélium s'envolent vers les hauteurs de la basilique. Elles vont se nicher contre le plafond et feront résonner leur douce mélodie bien après cette apparition furtive.

Le texte qui suit est également dispersé dans les airs au-dessus de la foule :

Mon corps, je veux le sentir et le satisfaire, écouter ses besoins, ses désirs et ses cris de détresse. Car ce sont les miens.

Et si j'ai faim, je ne me prosternerai pas, je ne prierai pas pour la rédemption, je n'attendrai pas le paradis. Je déteste la faim, le froid et la souffrance et c'est pourquoi je volerai des magasins, des églises, des riches.

Si je me sens attiré vers quelqu'un du même sexe, alors je n'irai pas confesser et expier, je n'aurai pas de honte pour mon amour et mon envie. Non, moi je jouirai et je goûterai avec volupté de mon corps et de celui de mon amant.

Si je ne veux pas de bébé et je me retrouve quand-même enceinte, je ne me sentirai pas coupable. Je n'essayerai pas de me cacher aux yeux d'un quelconque dieu. Non, moi, si je le veux, j'enlèverai le fruit de mon corps et vivrai en harmonie avec ma décision sur mon futur.

Non, je ne supplierai pas, je ne prierai pas, simplement parce que je ne veux ni merci ni pardon. Ma vie, je la tiens dans mes propres mains et personne n'est digne que je m'agenouille devant lui.

Car j'ai une tête, et avec ma tête je peux réfléchir. J'ai un corps, et avec mon corps je peux sentir. Je peux être moi-même, développer mes propres pensées, frayer mon propre chemin. J'ai

mis le feu à la bible, à tous les livres saints et aux codes légaux avec le soufre de mon individualité.

Et par là, je suis maintenant capable de rêver et je combats tout ce qui étouffe mes songeries. Je peux jouir de mon corps et de mon imagination érotique. Je ne veux pas me marier, jamais. Mais je veux embrasser et baiser, beaucoup. Développer des relations basées sur la liberté, fondées sur une connaissance réciproque de désirs et d'idées et pas sur les barreaux d'une union obligatoire et éternelle.

Aujourd'hui je suis venu ici. Je suis venu ici pour bloquer vos mots. Parce que ce que je n'accepte pas vos mensonges sur des dieux, des diables et des paradis. Je n'accepte pas la maladie meurtrière que vous prêchez ; les chaînes que vous forgez ; l'hypocrisie avec laquelle vous étouffez vos actes et ceux de vos congénères ; le pouvoir dont vous vous usez et profitez ; le sang avec lequel vous bâtissez des églises et des palais ; les innombrables guerres que vous avez menées et que vous continuez à mener au nom d'un christ mort et d'un dieu autoritaire. Je n'accepte pas les fables qui sont utilisés pour encager et détruire des gens.

Oui, je pêche, et je le crie haut et fort. Ce n'est pas le diable qui me séduit, mais bien le sang chaud qui bouillonne dans mon propre corps ; et mes propres pensées auxquelles je donne jour après jour forme avec ce que je vois, ce que j'expérimente, entends, lis et sens. La religion est le coup mortel pour la vie, toutes les religions et tous leurs prédicateurs en sont responsables.

Si je viens aujourd'hui, c'est pour cracher à la gueule d'un de ces prédicateurs, le monseigneur L. Car c'est bien son haleine vénéneuse qui répand la soumission de la femme dans des livres, qui renforce les choix des pieux contre l'avortement, qui est aujourd'hui à la tête de cette institution patriote.

Je n'ai pas peur pour les mots de ce type misérable et mesquin. Je ne me résignerai pas face aux agressions de mon être, ni quand elles proviennent des religions, ni quand elles proviennent de ce monde en permanence porteur d'oppression. Je refuse de jouer ce jeu. Et ainsi, je danse sur le rythme de ma vie, le rythme de la révolte qui méprise les symphonies de la mort.

Au nom de moi-même.

Pour régler les comptes

Lope Vargas, novembre 2000

INVIOLABILITÉ

Si on pense au fait que, dans la tradition chrétienne, c'est déjà le premier homme apparu sur terre qui a désobéi à la prescription divine et qui a subi une punition pour cela, et que c'est son descendant direct qui a accompli le premier meurtre, il est clair que l'origine de la justice se perd dans la nuit des temps, et qu'elle naît du problème posé par celui qui perturbe l'ordre social et économique.

C'est notamment pour cela que se prononcer contre la justice sonne à l'oreille de beaucoup comme une blague de mauvais goût, comme une provocation ou une folie, particulièrement à l'époque de judiciarisation que nous sommes en train de traverser. Un lieu commun consolidé depuis des siècles veut en effet qu'il soit impossible de se passer de la justice, parce que cela reviendrait alors à être en faveur de l'injustice, de l'abus de pouvoir, de la tyrannie. Cette conviction est tellement enracinée dans l'esprit humain, que tous ceux qui dans l'histoire ont critiqué la justice, se sont empressés de préciser qu'ils n'étaient opposés qu'à un de ses aspects particuliers, à sa mauvaise gestion ou à une de ses applications considérée comme erronée. Mais la justice en soi, la justice en tant que telle a toujours été considérée comme un concept inviolable.

Une fois posée l'existence du désordre de la conduite humaine et la nécessité d'y mettre un frein à travers la justice, le seul doute capable d'entacher la noblesse de cette notion concerne tout au plus la rectitude de ceux qui sont chargés de l'administrer. Pour se manifester, la déesse munie d'une épée et d'une balance a besoin de prêtres qui, parfois, peuvent ne pas se montrer à la hauteur de la tâche qu'on leur a confiée. Toutes les discussions sur la justice se terminent sur ce point, avec la requête d'un juge *humain* capable de briser les traditions d'une magistrature momifiée et fossilisée dans les articles d'un code cruel. Pour s'exprimer «réellement», la justice ne nécessiterait pas un juge fonctionnaire, ennemi naturel de ceux qui ont enfreint le code et qui distribue des sentences de manière automatique, mais un juge qui fasse sentir le souffle de l'égalité et de la fraternité dans ses acquittements comme dans ses condamnations. Parce que –nous dit-on–, la loi doit être faite pour l'homme, et pas l'homme pour la loi. Qui sait ?

SUGGESTION

«Justice (n.f.) : article vendu par l'Etat au citoyen dans des conditions plus ou moins frelatées, en récompense de sa fidélité, de ses impôts et des services rendus» : Ambrose Bierce.

Il existe en effet plus d'une bonne raison pour laquelle les critiques de la justice ont eu pour principal objet sa pré-



tendue neutralité. S'il est vrai que Justice est synonyme de Vertu –j'oserais dire d'une vertu transcendante qui, si elle n'est plus l'expression de la volonté divine, demeure en tout cas loin des mesquineries humaines–, on ne peut nier par ailleurs qu'elle se manifeste concrètement grâce à des lois faites par l'homme. Et l'homme, on le sait, n'est pas parfait.

On nous a appris que l'origine du mot *loi* [legge en italien], vient de la formule indo-européenne *légere*, c'est-à-dire *lire* [leggere, en italien]. La Loi que nous devons tous observer a été écrite, et peu importe si c'est sur des tables de Moïse ou dans un code. Une question cruciale suit alors immédiatement : qui a écrit la loi ? Il s'agit bien sûr de celui qui a eu le pouvoir de le faire. Et pourquoi l'a-t-il fait ? Là aussi, c'est clair : pour défendre ses privilèges. La loi est donc forcément arbitraire, vu qu'elle obéit aux intérêts de ceux qui peuvent l'imposer, c'est-à-dire de *ceux qui détiennent l'autorité* pour le faire. Derrière la rhétorique qui fait passer la justice pour un noble idéal poursuivi par l'être humain, elle n'est rien d'autre qu'une manière d'avaliser un certain système de valeurs. Ce n'est pas pour rien que les interdictions imposées à travers l'histoire sont si différentes les unes des autres, à tel point qu'on ne pourrait pas trouver une seule pratique reconnue universellement comme «criminelle», pas même l'inceste

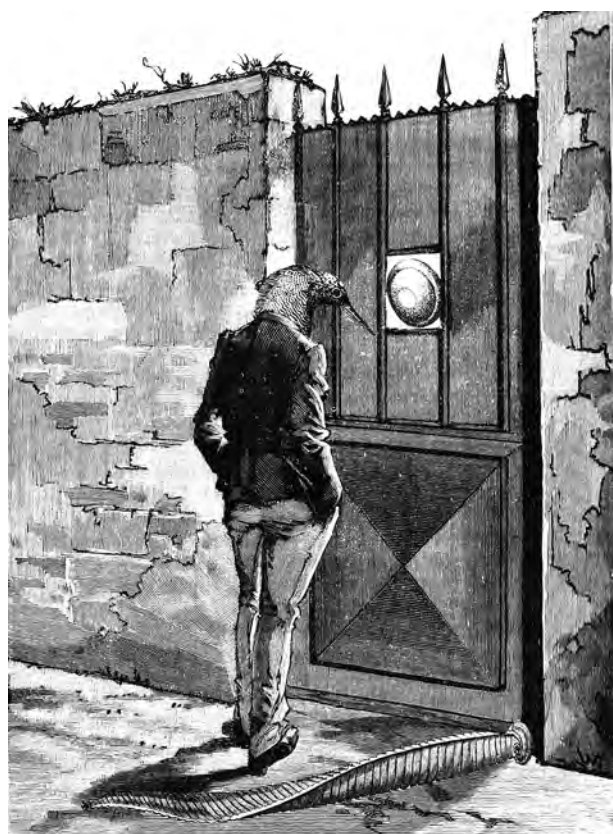
ou le parricide. Si la Justice était vraiment un instrument supérieur dont les principes normatifs touchent à l'essence de l'être humain, ses lois seraient éternelles et universelles, et l'homme se réaliserait à travers son accomplissement. En réalité, ces lois changent en permanence –en fonction de l'organisation sociale, politique et économique qu'elles doivent réglementer–, ce qui ne peut signifier qu'une chose : à travers les lois s'affirme une volonté bien humaine, et certainement pas divine.

Mais reconnaître le caractère arbitraire de la justice n'implique pas en soi la remettre en question. Malgré cet aspect, elle semble encore indispensable. Dans le mythe que Platon fait exposer à Protagoras dans le dialogue éponyme, il est dit que tant que les hommes n'apprirent pas l'art de la politique, qui réside dans le respect mutuel et dans la Justice, ils ne purent pas se réunir dans la cité et restèrent à la merci des fauves. Le respect de la justice permettrait donc aux êtres humains de cohabiter. Il est encore assez répandu aujourd'hui de penser que si on se passait des règles sur lesquelles repose notre civilisation, cela déclencherait le déchaînement des instincts les plus féroces. Sans autorité, représentée par un Etat qui modère les appétits, les individus ne seraient pas capables de vivre ensemble. Abandonnés à eux-mêmes, ils remplaceraient la force de la loi par la loi du plus fort (la police serait le seul rempart contre la propagation de meurtres, de viols et de massacres d'innocents). La justice naît alors du constat qu'il n'y a ni loi ni ordre chez l'individu. Puis arrive l'Etat, de la même façon que les règles, les lois et les conventions morales : pour couvrir le magma bouillant de l'anomie morale. L'individu se soumet par conséquent à l'Etat, parce qu'il estime en avoir besoin afin de sauvegarder et de stabiliser ses rapports. Il construit un ordre extérieur afin d'étouffer le désordre qui couve en lui, même si une telle organisation ne correspondra jamais à sa sphère intérieure, à l'âme humaine et à ses pulsions les plus secrètes (et les plus effrayantes). L'individu, cet être monstrueux, doit faire place au citoyen, au sujet de

l'Etat, le seul à même de vivre sans causer de tort, parce qu'il observe scrupuleusement les préceptes de la justice. La loi est donc ce qui lie, aux deux sens du terme : comme nœud du lien social qui nous unit, mais aussi comme ce qui entrave nos libres mouvements.

Une telle conception en dit long sur le monde qui l'adopte. Un monde où les habitants nécessitent des interdictions extérieures faute de conscience intérieure, où ils se sentent unis par la concurrence et non par la solidarité, où ils se perçoivent comme étant chacun le maton de l'autre. Le tout, en considérant la liberté comme un désastre pour leur existence, au lieu de la considérer comme ce qui pourrait lui donner un sens. Cette situation n'a malheureusement rien d'extraordinaire, tellement nous sommes domestiqués depuis l'enfance par une éducation qui tente d'étouffer en nous tout esprit d'indépendance et d'encourager l'esprit de soumission, tellement nous sommes habitués à une vie contrôlée par un Etat qui en légifère chaque aspect –naissance, développement, amours, amitiés, alimentation, mort. En fin de compte, nous avons perdu toute initiative, toute autonomie, toute capacité d'affronter et de résoudre directement les problèmes que nous pose la vie. C'est pour cette raison que promulguer une nouvelle loi est considéré dans tout Etat comme le remède à tous les maux. Plutôt que de tenter de résoudre un problème en comprenant ses causes, on commence par demander une loi qui y mette un terme. La route entre deux villes est impraticable ? Il faut une loi régulant le trafic. Un agent a abusé de son pouvoir ? Il faut une loi ordonnant aux gendarmes d'être plus respectueux. Les industriels entendent réduire les salaires ? Il faut une loi défendant les intérêts des travailleurs. En somme, pour affronter les conflits qui viennent de l'activité humaine, il suffirait d'une loi appropriée. A travers l'application de la justice, l'Etat prétend modérer et gérer ces conflits. On peut pourtant aisément remarquer que la justice ne les élimine pas, et qu'elle ne les prévient pas non plus. Rien ni personne ne pourrait le faire. En fin de compte, elle se contente de normaliser et de codifier les conflits, quitte à les aggraver ou à en provoquer d'autres, en allant même parfois jusqu'à l'absurdité de prodiguer un remède pire que le mal.

De leur côté, les ennemis de l'Etat ont pensé résoudre le problème d'une autre manière, en attribuant toute contradiction humaine au fonctionnement même de l'Etat. Si on définit la «criminalité» comme la réaction à une organisation défectueuse de la société, la possibilité d'en supprimer les causes en transformant les rapports humains paraît en effet plus logique. L'abolition du crime et de l'incarcération a ainsi été une des premières préoccupations du communisme utopique, en remplaçant la résignation jouissive des chrétiens face au péché par une recherche rationnelle des remèdes à l'existence du mal. Ses grands principes étaient simples : le vol et le meurtre n'ont plus de raison d'être, à partir du moment où la propriété privée et la famille feront place à l'existence communautaire. Si le bonheur est garanti pour tous, jalousie et ressentiment disparaîtront, et avec eux les actes violents liés à ces sentiments. Une telle harmonie semble cependant bien éloignée des passions humaines, et ne peut être imaginée qu'au prix d'un puissant réductionnisme. Par le passé, les différentes tentatives destinées à expérimenter l'utopie en pratique ont toujours généré des conflits persistants, révélant le caractère abstrait du bonheur proposé. Contre l'Etat et sa justice, cette harmonie sociale ne pourrait s'accomplir qu'au prix de mœurs austères et frugales. *«J'ai lu les textes de quelque socialiste célèbre –faisait remarquer Victor Hugo en 1848– et je suis resté surpris de voir que nous avons encore au 19e siècle, ici en France, tant de fondateurs de couvents».* L'Ar-



cadie socialiste ne pouvait promettre le bonheur qu'à de placides cénobites. Ses créateurs aboutiront souvent à une perfection totalitaire théorisant une organisation minutieuse de chaque instant de la vie, afin d'extirper la dangereuse énergie présente en chaque être humain et lui éviter toute occasion d'affrontement avec les autres.

ABSTRACTION

Pour légitimer sa propre existence, l'Etat prétend donc que l'être humain est mauvais. Entre ses mains, la justice est une arme contre la menace de la barbarie. Pour plaider l'inutilité de l'Etat, ses ennemis prétendent à l'inverse que l'être humain est bon. Entre leurs mains, la justice est une seringue à utiliser à des fins thérapeutiques. Mais si l'être humain n'était ni bon ni mauvais, et qu'il était tout simplement livré à ses tourments, que resterait-il de la justice ? Mais si la vie ne possédait pas de but universel, si elle ne devait pas recouvrer quelque vérité, si la nature humaine n'avait aucune essence, s'il n'existait rien de juste à opposer à ce qui est faux, parce qu'il n'existe que ce qui est bien et ce qui ne l'est pas, toute norme régulant le comportement humain ne deviendrait-elle pas alors un abus de pouvoir insupportable ? De fait, si la justice a recours à la police pour s'imposer, c'est justement parce que le caractère de la justice est policier. La tutelle des conditions indispensables au maintien de la cohabitation civile – dont la justice se fait le garant – se traduit en pratique par un contrôle de la paix sociale au sein de la société (ou de la communauté). L'obligation faite à chacun d'uniformiser son comportement en fonction de ce que dicte la loi, sous peine d'être privé de liberté, ne garantit pas l'équité de la justice, mais témoigne de sa cruauté. En étant forcément abstraite, une norme valable pour tous n'est en réalité pas équitable. Pire, elle transforme chacun de nous en abstraction. La justice qui punit le meurtrier par la perpétuité ou la mort ne sait pas qui peut être la victime ou l'assassin, ni les raisons de son geste, et encore moins toutes ses implications profondes. Avec la farce des circonstances «aggravantes» et «atténuantes», elle essaie d'introduire un soupçon de vie dans ses jugements, sans y réussir par ailleurs, en toute connaissance de sa propre froideur. Le comportement humain ne peut pas être codifié, car il possède des causes multiples, il est le fruit de la rencontre aléatoire de circonstances et de personnalités hétérogènes. Une norme ne peut renfermer cette totalité, ni la contenir dans son unicité. Si elle veut s'imposer à tous, elle est obligée de faire abstraction de la réalité concrète des individus.

Les conflits qui surgissent entre les êtres humains ne sont pourtant pas abstraits, ils sont bel et bien réels. Ils sont le résultat de rapports sociaux concrets, de différences d'intérêts et de rêves entre individus. A travers son abstraction, la justice isole l'individu en chair et en os pour le séparer du rapport et du milieu social dans lequel son acte s'est produit, et le prive ainsi de sens. Plus encore, la justice sépare l'individu-accusé du débat qui le concerne en remettant, comme cela a lieu dans le reste de la vie sociale, son autonomie à des représentants : les avocats. Les citoyens délèguent à l'Etat la tâche de décider comment mener leur vie, comme ils délèguent à la justice celle de résoudre leurs conflits. En tant que telle, la justice ne disparaît pas lorsque ses fonctions sont attribuées à une autre entité : que celle-ci soit plus fluide, renouvelable, soumise à élections ou contrôlée par des assemblées populaires, elle demeure toujours placée au-dessus des individus et reste un mécanisme séparé de résolution des conflits. Une justice «plus humaine» ne cesserait pas pour autant de constituer une machine à séparer le Bien du Mal, ni de s'exprimer

indépendamment des rapports sociaux, c'est-à-dire inévitablement contre eux.

VENGEANCE

Le dessein de tout totalitarisme est de bannir la violence (à l'exception de celle de l'Etat, naturellement). Si chacun obéissait aux préceptes de la Justice, il n'y aurait plus de conflits, il n'y aurait plus de violence. Mais un monde sans transgressions, sans conflits, sans désordres, serait un immense camp de concentration. Un monde pacifié est un monde qui a renoncé à l'effervescence de sa plus grande richesse, la diversité, en faveur de la quiétude du conformisme. Bien que méprisable, la violence est une caractéristique humaine. La question n'est donc pas d'assigner à l'Etat le monopole de la violence, ni de transformer chaque individu en parfait non-violent. Il ne s'agit pas d'effacer les conflits de notre vie, mais de les affronter dans leur singularité. Leur résolution doit être recherchée par ceux qui sont directement impliqués, sans la déléguer à des institutions extérieures (l'Etat), sans la délimiter à des espaces circonscrits (les tribunaux), sans se contenter de réponses automatiques écrites par d'autres (un code).

La Justice, réponse publique à la question des conflits, définit aujourd'hui par un terme péjoratif la réponse individuelle à ce problème : la vengeance. Autant la justice serait noble, autant la vengeance serait abjecte. Elle s'accompagnerait d'excès, d'abus de pouvoir et d'approximation. Comme si la justice n'était pas en soi excès, abus de pouvoir et approximation. Paradoxalement, pour définir cette volonté exécutable de l'individu à ne déléguer à personne la résolution de ses propres différends avec d'autres, on a choisi un terme à l'origine bien étrange. La *vindicta* était en effet la verge avec laquelle on touchait l'esclave qui devait être affranchi. L'épée de justice et la verge de la vengeance ont beau être toutes deux entre les mains de ceux qui détiennent le pouvoir, la première est une promesse de punition et de châtiement, tandis que la seconde porte avec elle le goût de la liberté. A vrai dire, rien ne démontre que la vengeance soit le passage obligé de ceux qui refusent la justice. Ce n'est qu'au sein d'une logique économique de compensation, si chère au capitalisme, qu'à une offense doit correspondre une offense comparable. La justice règle les comptes, et ceux-ci doivent toujours tomber juste. Il s'agit d'un legs hérité des révolutions libérales bourgeoises qui, pour assurer à chaque citoyen un traitement identique face à la loi, devaient garantir un fonctionnement identique du mécanisme des décisions administratives pour chacun d'entre eux.

Un conflit ne comporte pas de solution à sens unique, mais contient en lui des possibilités infinies (dont l'indifférence ou l'éloignement). En tout état de cause, seul celui qui le vit dans sa chair peut connaître la réponse à y apporter, une réponse qui ne peut être codifiée. Voilà pourquoi, avec l'autonomie de l'individu, disparaît la justice, et avec elle l'injustice. Il ne faut en effet pas croire que nier la justice signifie défendre l'injustice. Pas plus que nier l'existence de Dieu implique l'adoration de Satan. Au fond, Hobbes, qu'on ne peut pas soupçonner de sympathies subversives, n'avait peut-être pas toujours tort en affirmant que la Justice consiste simplement à préserver des pactes, et donc que là où il n'y a pas d'Etat – c'est-à-dire de pouvoir coercitif qui assure le maintien des pactes –, il n'y a ni justice ni injustice.



Pacification sociale & citoyennisme

Assemblea llibertària St. Andreu (Barcelone), début 2013

LA PACIFICATION DES LUTTES

Si les rues parlaient, elles hurleraient un sentiment de déroute. De nos jours parler de révolution, de révolte ou d'insurrection revient à parler d'Histoire. De ces époques où certains se permettaient de rêver d'un changement radical des structures sociales. Ces temps sont retombés, rendus ou broyés par les nouvelles démocraties, le capitalisme et le progrès. Toute perspective révolutionnaire s'est perdue, par l'intériorisation de la logique du pouvoir, de la peur, de l'impuissance. Certains modèles ont été assumés comme des valeurs propres, alors qu'ils ne viennent qu'alimenter les mécanismes grâce auxquels les maîtres du monde génèrent et sauvegardent leurs vies privilégiées. La justice, la santé, l'économie se sont instituées. Nos besoins, nos désirs, nos rêves sont devenus des marchandises. Tout est strictement régi par des lois, des démarches administratives et des institutions ; tout se voit délégué à d'autres. C'est l'acceptation de la Domination.

Un tour dans Barcelone a de quoi rendre pessimiste. Ses longs passages entre magasins et boutiques, les routes qui mènent au travail, les hordes de touristes pour lesquels nos quartiers sont devenus de stériles décors de photo. La police en uniforme, les civils, la vidéo-surveillance. Des gens qui dépensent de l'argent, des gens sans rien. Sommes-nous en train de perdre la rue ou l'avons-nous déjà perdue ? Nous voyons comment les luttes sociales qui surgissent s'étouffent dans les valeurs superflues du civisme et du citoyennisme qui les condamnent à un chemin bref et limité. Nous voyons comment les luttes, au lieu de gagner en radicalité, évitent le conflit et respectent le cadre légal. Nous voyons comment, malgré la perte de confiance envers la classe politique, s'accroît un processus de délégation alternatif vers des partis qui semblent plus radicaux. Nous voyons comment les aspirations de certaines luttes n'imaginent même pas aller plus loin que quelques améliorations du système. Cela nous met hors jeu. Car nous poursuivons encore de vieux rêves tout en partageant, qu'on le veuille ou non, cette même réalité.

LA DANGEREUSE INTÉRIORISATION DU CIVISME

La pacification des luttes, le maintien de l'ordre et la volonté unificatrice sont les piliers du civisme. Un civisme régulé à coups de jours-amendes, qui s'impose par la force et s'est intériorisé quasi normalement.

Le pouvoir a utilisé diverses stratégies pour se débarrasser des luttes : de la répression à l'intégration, en passant par la diffamation ou l'isolement. Actuellement, notre société si civilisée et démocratique dispose de mécanismes de protes-

tation qui, bien sûr, ne causent aucun dérangement, n'interrompent pas la normalité, ni n'obtiennent quoi que ce soit. Nous sommes dans un moment où de nombreuses luttes sociales naissent déjà dans un cadre civique et intégré par le système. Cela signifie ne jamais sortir de la légalité, rester gentils même si on se fait bien avoir, être des citoyens qui rationalisent civiquement leur colère, sans faire usage de la violence, sans toucher à la frénésie de production-consommation. Sans altérer l'ordre des choses.

Les luttes radicales sont défaites bien avant de sortir dans la rue. Elles sont défaites par les intentions des gens. Par leurs propres aspirations qui se limitent à une réalité assumée avec impuissance. Certaines revendications se contentent des privilèges des consommateurs aujourd'hui menacés dans la société occidentale ; d'autres se bornent à de petits gestes altruistes parfaitement compatibles avec l'ordre des choses ; et de temps en temps se présente une lutte digne qui rompt avec l'hypocrisie et sort des sentiers battus sous forme de conflits de quartier contre tel ou tel plan urbanistique, de grèves indéfinies etc.

Cette auto-limitation collective qui affecte aussi le côté individuel, détruit le champ fertile que peut constituer la rue pour des rencontres subversives, en renforçant la criminalisation et l'isolement des plus rebelles et en favorisant le mouchardage. L'intériorisation sociale de ces valeurs permet à l'Etat de délégitimer et de réprimer facilement, avec l'appui d'une société qui par exemple s'énervé parce qu'elle arrive en retard au boulot à cause d'une grève. Ces « principes civiques » sont placés au-dessus de la solidarité et du soutien mutuel et cela, en plus de nous enlever beaucoup de forces, nous rend plus misérables encore.

Remettre en question les valeurs civiques et citoyennistes, c'est ouvrir tout un éventail de possibilités, c'est sortir des terrains contrôlés et inoffensifs ; cela revient à questionner la légitimité de l'Etat pour gérer les conflits, à mettre en doute la valeur donnée à la marchandise, à la propriété privée ; c'est comprendre que le pire n'est pas de lutter, mais de rester les bras croisés et de ne pas se révolter contre ce qui nous met le dos au mur et nous place face au choix entre une vie d'esclaves potentiellement malheureux mais sans grand risque, et le défi d'une incertitude qui nous motive.

Un des autres piliers (qui n'ont rien d'innocents) sur lequel repose le civisme est la tolérance.

LE DOUX POISON DE LA TOLÉRANCE

Rien de plus trompeur, de plus préjudiciable et dommageable que la tolérance, aussi bien comme concept, en tant que telle, que dans son application politique. Non seulement, elle sert de baume pacificateur



au pouvoir constitué, mais c'est l'idée de départ, même bienveillante, de respect et de vie en commun harmonieuse qui est perverse.

Lorsque le commun des mortels évoque la « tolérance », il pense à respecter celui qui se trouve à côté de lui, à lui « permettre » d'être différent ou de vivre sa vie dans certaines limites. Mais quand on dit tolérance, on parle en réalité, à mots couverts et concis, de résignation.

Ceux qui, payés par le pouvoir, se consacrent à nous expliquer comment sont les choses, emploient le concept de « tolérance logique » comme l'idée bien intentionnée de respect mutuel, de non ingérence dans la vie d'autrui. Cependant, ce sont d'autres conceptions qui se cachent derrière et leur application cimente le civisme, comme elle contribue à nous pourrir encore plus la vie. La « tolérance politique » est appliquée par le pouvoir en une habile manœuvre de manipulation et d'endoctrinement, afin de nous faire intérioriser les valeurs de résignation que nous avons déjà citées. La tolérance dans la société signifie tolérer son patron, c'est-à-dire lui permettre de commercer, de spéculer sur ton dos, de te dire ce que tu dois faire, quand, comment, en quelle quantité et à quel rythme et enfin, de te foutre à la rue quand bon lui semble. Cela en supposant que tu fasses partie de ces heureux esclaves salariés qui, en échange de leur sueur, recevront quelques miettes à la fin du mois pour acheter ce qu'eux mêmes ont produit. La tolérance dans la société, c'est aussi tolérer, si personne ne veut t'exploiter, de faire la queue durant des jours pour le chômage ou à la bibliothèque sur les pages d'annonces de boulots. La tolérance, c'est te résigner à laisser la police t'ouvrir la tête les rares fois où tu sors protester (c'est-à-dire réclamer des trucs aux mêmes gouvernants qui sont la cause de tes maux) contre ce qui te dérange ou t'opprime. C'est non seulement leur permettre, mais en plus ne pas réagir sous prétexte « que ce sont aussi des travailleurs avec une famille à nourrir ». Oui, bien sûr, comme les SS qui brûlaient les juifs dans les fours crématoires recevaient eux aussi des ordres et avaient des familles à nourrir. Nous avons presque tous des familles à nourrir.

C'est cela la tolérance, accepter d'avoir une vie de servitude, monotone et grise, sale et polluée, tandis que d'autres prospèrent à nos dépens, nous exploitent, nous discriminent, nous expulsent, nous violent, nous endoctrinent, nous soumettent ou nous enferment.

Non, il ne s'agit pas seulement d'un politicien avec des comptes en Suisse qui augmente son salaire tout en baissant celui des autres, qui fait des coupes en bon ami d'un banquier spéculateur. C'est tout un système social, politique et économique (avec d'autres implications encore) qui se matérialise à travers l'Etat (qui souvenons-nous en, légifère, exécute, contrôle, surveille, agit, punit, condamne, régule,...) et à travers le capitalisme, cette expression économique perverse d'un modèle de production et de reproduction de biens et de rapports sociaux marchandisés. Et une manière dont dispose l'Etat pour conserver la paix sociale nécessaire à la perpétuation de l'ordre et de l'actuel état de chose, est la tolérance. Cela consiste aussi à persuader ses sujets qu'il faut être patients, garder espoir, avoir confiance dans le système qui va les sauver, alors qu'il les condamne à la misère, et dans ses gestionnaires, ceux-là mêmes qui les exploitent et les oppriment, entre autre par le civisme.

Un grand propriétaire terrien riche et corrompu, ayant fait la guerre pour constituer la plus grande force mondiale d'extorsion, d'exploitation et d'oppression (c'est-à-dire, les Etats-Unis) a clairement dit « *Comme les gouvernés ont de leur côté la force numérique, il n'y a d'autre voie pour que les gouvernants parviennent à se faire obéir, que celle de la persuasion* » (James Madison, 1783). Bien sûr, cela ne veut pas dire que leurs mains trembleront à l'heure d'utiliser la force, mais toujours de manière tolérante, civique, démocratique et non violente, puisque ce sont toujours les autres qui sont les violents. Comme le disait ce fou sage et irrévérencieux Max Stirner (en paraphrasant la Polla Records dans une brillante chanson) « *Lorsque c'est l'individu qui utilise la violence contre l'Etat, cela s'appelle violence, mais quand c'est l'Etat qui l'utilise contre l'individu, alors cela s'appelle le droit.* »



La plaie du civisme

Affiche barcelonaise, juin 2013



En un temps où tout est faux-sembant, l'art de la domestication des puissants se perfectionne subtilement. Elle se répand comme un fléau. Elle te tue comme un poison. Cette maladie sociale nommée CIVISME s'enracine avec force à Barcelone, tolérant et renforçant la coexistence pacifique avec l'ordre établi, pour enterrer définitivement son parcours historique révolutionnaire.

Quand c'est obéir qui est correct,
Quand c'est accepter une vie d'exploité pour enrichir d'autres qui est correct,
Quand c'est la légalité qui protège les privilégiés, et qui valorise plus la marchandise que la vie, qui montre ce qui est correct
Quand c'est institutionnaliser tes besoins, tes rêves, tes sentiments qui est correct,
Quand c'est la délégation, la compétition, l'accumulation qui est correct. Quand c'est ressentir de la peur qui est normal,
Se rebeller est un acte de sagesse. Un geste de solidarité.
Qui ne connaît pas de limites. Qui ne respecte aucun protocole.
Parce qu'il y a en chaque être humain quelque chose qui n'obéit à aucune autorité.

CIBLE TA RAGE. BRISE LA PAIX SOCIALE. FINIS-EN AVEC LE CIVISME.
TOUS LES JOURS. A CHAQUE MOMENT. PARTOUT.

Colères lisboètes

Le 13 octobre 2011, le Premier ministre portugais Pedro Passos Coelho annonce d'énormes mesures drastiques de restrictions budgétaires¹ dans le cadre du prêt de 78 milliards d'euros de la troïka. Le 15 octobre, une manifestation réunit 80 000 personnes dans les rues des huit grandes villes du pays. A Lisbonne, les manifestants occupent les marches du Parlement. Le mois précédent, lors de la «première journée mondiale des indignés» liée au mouvement espagnol créé en mai, les premières pierres avaient déjà volé contre les flics qui protégeaient le bâtiment. Cette fois, vers 23h, un feu de joie est allumé devant le Parlement, et une attaque spontanée de 200 manifestants s'en prend à la résidence du Premier ministre située à l'arrière. Pour la première fois depuis longtemps, ce genre de pratiques se diffuse au-delà des habituels compagnons, avec le bon réflexe de virer les flics en civils. Le texte suivant a été écrit dans la foulée. Lors de la grève générale du 14 novembre, de nombreuses actions directes seront menées après la manifestation syndicale, et les flics chargeront la foule après avoir subi des jets de projectiles pendant plus d'une heure. Dans la nuit, des barricades enflammées brûleront tout autour du Parlement sur un rayon d'un kilomètre, tandis que beaucoup refuseront de se disperser. Le lendemain, la presse parlera d'une liste de 30 personnes à arrêter, pointant particulièrement les anarchistes, les dockers et les hooligans.

NN, Lisbonne, 28 octobre 2011

La réalité continue de nous exploser au visage, jour après jour, et nous sommes toujours pris par surprise, comme si nous nous attendions à ce que des gens qui ont toujours lutté d'une manière institutionnelle deviennent d'un instant à l'autre des complices dans un objectif de libération collective et individuelle.

LE 15 OCTOBRE DEVANT LE PARLEMENT...

La manifestation du 15 octobre [2011] n'en est qu'un exemple de plus. Il n'y a même pas besoin d'aller regarder ce qui se passe dans d'autres pays comme en Grèce, où la réalité de la lutte manifeste aux yeux de tous ce qui a toujours été clair pour beaucoup de compagnons, à savoir que les partis communistes sont un bras armé et bureaucratique de la réaction d'Etat, en première ligne pour réprimer tout individu et tout mouvement collectif qui s'engage sur une voie autonome. Les rangs du syndicat stalinien et la police ont protégé ensemble le Parlement grec contre l'attaque que tous les autres voulaient mener à bien contre lui. La réalité de la lutte offre ce genre de choses, la beauté de rendre tout plus évident.

Mais comme nous le disions, pas la peine de penser à d'autres pays pour ressentir sur notre peau le poids de l'ordre, du contrôle et de la bureaucratie qui ne voient en chaque individu qu'un numéro de plus à rajouter à leurs rangs. Le 25 avril 2007, jour de fête nationale, pendant que des milliers de personnes marchaient sur *Avenida da Liberdade* avec un œillet sur la poitrine pour célébrer la démocratie, la démocratie attaquait une manifestation anti-autoritaire avec des matraques et des balles en caoutchouc quelques dizaines de mètres plus loin. Après que les flics aient chargé et poursuivi les manifestants à travers le centre-ville de Lisbonne, les partis et syndicats de tous bords ont rejoint les médias pour défendre la police, excusant son action au prétexte du vandalisme contre les banques, de la supposée attaque planifiée contre le quartier général du PNR [parti fasciste] ou même contre leur ridicule manifestation. «*Les nouveaux fascistes sont les démocrates*» pouvait-on lire il y a quelques jours sur une affiche lors de la manifestation du 15 octobre. Le 1er mai [2011] déjà, 200 anti-autoritaires et anarchistes qui tentaient de rejoindre la manifestation à travers les rues de Setúbal avaient été repoussés par une ligne de la CGTP [principal syndicat portugais] et par une seconde de la police ; un peu plus tard, ils ont été chargés et traqués par les keufs dans le quartier de *Fonte Nova* et d'autres encore. Lors des manifestations du 19 mars ou de novembre contre l'OTAN à Lisbonne, les «camarades» du service d'ordre de la CGTP ont coopéré activement avec la police, parfois en lui donnant des ordres, afin d'identifier, encercler et isoler tous les manifestants qui n'appréciaient pas leur cortège funèbre de merde. A leur grand dam, ces manifestants avaient même le mauvais goût de critiquer le rôle répressif et manipulateur des syndicats ! «*Contre la mafia syndicale, guerre sociale*» pouvait-on entendre, aussi bien hors du cortège officiel qu'à l'intérieur.

La guerre se situe entre l'Etat et toute personne qui le conteste. Cette guerre existe, qu'on le veuille ou non ; c'est lorsque nous l'assumons et que nous agissons de manière auto-organisée et sans attendre les autres qu'elle devient plus intéressante de notre côté. Les rôles deviennent plus clairs, les chefs syndicaux ne sont pas tous les travailleurs, les syndicats ne sont pas la seule forme d'organisation possible, les

structures syndicales sont des réseaux bureaucratiques qui dévitalisent tous ceux qui y sont impliqués, et les services d'ordre sont de véritables services de police interne. Lors de la grève générale de l'an dernier, dans les piquets volants de la CTT [entreprise publique des Postes], on pouvait entendre quelques voix lancer des mots qui tombaient comme des marteaux sur la tête de ceux qui les entendaient : «*Ne faites rien ! Ne réagissez pas !*» était la seule proposition en réponse aux gaz lacrymogènes de la police et à ses tentatives de débloquer le passage des camions postaux. Qui donc peut être sûr de lui au point de penser être en position d'ordonner aux autres ce qu'ils doivent ou ne doivent pas faire ? Ce qu'ils doivent ou ne doivent pas dire ? Penser ? Ressentir ?... Cette même matinée, un camion de la CTT a traversé *Cidade Universitária* [un campus universitaire] avec le mot «jaunes» tagué sur son flanc – la solidarité ne trouve une manière de se renforcer que lorsqu'elle peut se solidariser avec quelque chose...

«*Assis ! Assis ! Les organisateurs de cette manifestation vous ont déjà demandé de vous asseoir !*», pouvait-on entendre au micro le 15 octobre [2011] face au Parlement. Mais qui était en train de balancer ces stupidités ? Qui me disait de m'asseoir ? Qui prétendait devenir la première ligne du contrôle policier ? Dire qu'il s'agissait du M12M², du *Bloco de Esquerda* [parti trotskyste] ou de n'importe laquelle de leurs organisations satellites qui infestent toute mobilisation sociale dès son apparition serait vrai, mais aussi trop réducteur. Derrière ces mots, il y a toute une idéologie, tout comme derrière les actions de l'appareil de la CGTP. Et celle de la Démocratie en premier lieu, pour laquelle le 25 avril 1974 a eu le «mérite» de substituer la religion sacrée par la sacrée hiérarchie du peuple, l'autorité divine par l'autorité collective ; l'individu, jamais. Ce que je souhaite est soumis à ce que veut tout le monde (bien sûr, le fait que cela soit un mensonge n'a ici aucune importance). Et c'est sur ces bases que le pacifisme m'enferme comme victime d'une guerre que le pouvoir m'a déclarée ; c'est sur cette base que la non-violence comme idéologie m'ordonne de rester passif face à toutes les violences que je subis ; c'est sur cette base que je perds toute force pour me libérer et, ce faisant, éprouver de la joie.

*Mais valem os perigos
da liberdade...
Que a segurança
da servidão!!*

**DA
GREVE SELVAGEM
AO
DESEMPREGO
REVOLUCIONÁRIO**

**DO BRASIL À TURQUIA
ORGANIZEMOS O ATAQUE
CONTRA A APATIA**

**NÃO PEDIMOS
NADA
PORQUE O QUE QUEREMOS
É O FIM DO MUNDO ONDE NÃO PODEMOS TER
TUDO**

Les trente dernières années ont vu le capitalisme se répandre à travers tout le territoire en se décentralisant, en se ramifiant en d'innombrables nœuds et modes de communication, la technologie devenant un de ses précieux alliés. Au cours de la dernière décennie, l'Etat a fait de même : la «débureaucratisation», la décentralisation et la privatisation des services, les partenariats publics-privés, les polices de proximité, les autorités communautaires, la flexibilisation et l'encouragement à la balance. Les communautés, beaucoup d'entre nous le savent, font partie de ce réseau de contrôle social destiné à garantir que nous jouions tous le rôle de bons citoyens ou de membres convenables, et à assurer la «canalisation» de tous les individus qui refusent ces rôles – qui n'ont pas déjà ressenti, dans ou hors des frontières du Portugal, la pression et l'autorité de ces groupes, par exemple lors de révoltes dans les quartiers où nous vivons ?

Et au milieu des mobilisations et du mécontentement du contexte social actuel, les politiciens de service, en dehors des partis et des syndicats parce que ce sont des structures toujours plus obsolètes, les politiciens de service, donc, contribuent à cette décentralisation du contrôle, imposant l'idéologie du citoyenisme et des assemblées (populaires, de quartier, de travailleurs, de citoyens,...), où la volonté commune est toujours supérieure à la mienne. Où les décisions de l'assemblée limitent constamment la décision que je peux prendre avec mes compagnons. Un moment naturel de rencontre pour apprendre à se connaître les uns les autres entre alors dans une logique propre qui avale la dynamique qu'auraient développée ses acteurs, dès que ce moment se transforme en «assemblée». Cette logique bloque toute communication possible, pour imposer une forme idéologique où chacun ne fait que balancer ses mots à la face des autres. A travers cette forme, l'ennui va de pair avec la grandiloquence, tous deux sont le produit du fait qu'il s'agit d'un terrain où la vie a été vidée de contenu et où les mots, plutôt que d'être des idées, sont des opinions et des proclamations. Des opinions toutes au même niveau, la démocratie avant tout ! Et puisque toutes les opinions sont dignes d'intérêt, nous tolérons la défense d'un monde qui nous blesse, nous tolérons les mots les plus agressifs, comme ces ordres qu'on nous donne, ces solutions qu'ils veulent nous forcer à accepter. Serait-ce pour «un auditoire citoyen qui s'adresse à l'opinion publique» que je descends dans la rue ? Serait-ce pour «une proposition de loi» que je veux lutter ? La police est-elle un partenaire dans la lutte contre l'état des choses ? Ces politiciens sans parti (en vrai, certains en ont un) vont même jusqu'à mettre sur le même plan le vol à l'étalage et l'évasion fiscale montée par un groupe économique comme *Jerónimo Martins*, et proposent dans des conférences contre la précarité faites à la FNAC (!), un «contrôle social» de l'Etat ! Ils se permettent tout cela parce qu'ils savent que personne n'ira leur cracher à la gueule ou les biffer – la démocratie permet de dire toutes les conneries possibles. Et si je réagissais à cela, viscéralement, honnêtement, la démocratie me tomberait dessus de tout son poids institutionnel, oppressif, répressif et moral.

Ce pourquoi je lutte n'a pas de nom, ce n'est pas comme quelque chose qui aurait déjà existé, ce n'est pas un système d'organisation sociale, ce n'est pas un Etat ou une structure. Cela n'a pas de solutions dans ce monde, cela ne peut voir dans la loi ou dans la constitution quelque chose de supérieur, cela ne peut voir les institutions comme des alliées contre... elles-mêmes. Ce pourquoi je lutte est quelque chose d'autre, cela vient de la révolte que je ressens et très souvent je ne parviens pas à l'expliquer ; cela vient d'un rejet de l'existant, parce que ce qui existe me tue, me prive d'émotion, de me bouger librement, de la capacité à ressentir de la joie. Je comprends que ce qui me fait rêver est la possibilité d'une autre vie avec ceux que j'aime. Tous ceux qui tentent de canaliser ma révolte au nom de jeux politiques ou d'arguments légaux sont autant mes ennemis que les politiciens et les lois elles-mêmes. Comment est-il possible d'accepter leur présence à nos côtés ? Ce pourquoi je lutte commence par être ensemble avec mes proches, en nous protégeant, en réfléchissant ensemble, en agissant joyeusement et selon notre propre volonté, sans ordres ni autorisations ; cela commence par attaquer les ordres, les autorisations et ceux qui les donnent. Je ne confonds pas les idéologies avec les principes : les premières emprisonnent les manières de penser et d'agir, les seconds me donnent les armes de base avec lesquelles attaquer ce monde. Dire que les flics sont aussi des exploités, ce qui implique que nous serions tous ensemble, revient à dire que les matons sont des camarades des prisonniers. C'est une injure.

Je n'en ai rien à foutre que ce soient des exploités ou pas – ils ont choisi d'être nos ennemis, ils ont choisi de mettre fin à la rébellion, ils ont choisi d'arrêter et de tabasser au nom de l'ordre et de la loi, au nom de cette «paix de cimetière». Et les autres ? Ceux qui font de leurs mots une matraque ? Ceux qui se mettent au premier rang pour tenter d'être un médiateur entre moi et mes désirs sont une barrière sur mon chemin. Quiconque tente d'empêcher ou de conditionner la manière dont j'entends vivre, détruit mon cerveau et mon cœur par la fatigue, par la morale, par l'illusion, par la force – et je ne les laisserai pas faire. Ce pourquoi je lutte ne peut être tué par des politiciens, qu'ils soient dans des partis, des assemblées ou les rues. Les bonnes manières démocratiques doivent prendre fin, la désobéissance est belle lorsqu'elle cesse d'être polie pour commencer à être passionnée, un rapport humain de vie opposé à la survie. L'esprit de rébellion des individus peut alors une fois de plus se propager et devenir communicatif, pour devenir une base de rapports sociaux et de solidarité entre tous ceux qui ne supportent plus cet ordre social.

Toute une génération ne sait plus rien du 25 avril [1974], le poids de la culpabilité ou de la comparaison avec le passé ne peut plus nous écraser : nous sommes nés avec cela, et nous n'en voulons plus. «Nous sommes trop jeunes pour attendre» ont dit d'autres quelque part. En matière de dignité comme de liberté, il n'y a pas de plus ou de moins, de mieux ou de pire. Elles existent ou elles n'existent pas. Ce que d'autres ont fait contre l'oppression en leur temps peut seulement nous inspirer dans notre propre rébellion. Tout ce qui nous enchaîne doit être attaqué. C'est seulement un moment particulier parce que beaucoup d'entre nous se retrouvent dans les rues pour la première fois. Cela n'a rien

de spécial, la révolte peut s'exprimer à tout moment et pour plein de raisons, si nous ne passons pas notre temps à l'attendre. La situation actuelle est seulement une nouvelle opportunité – ceux d'entre nous qui descendent dans la rue ne se battent certainement pas que pour améliorer l'existant ! Certains sortent simplement parce qu'ils pensent qu'il est possible que quelque chose d'autre arrive, que s'ouvre un autre espace des possibles...

La quête de liberté doit commencer par chacun de nous ; et la joie éprouvée dans cette recherche augmente lorsqu'elle est partagée par d'autres. Le moment où nous briserons les barrières existantes, celles qui sont physiques, mais pas uniquement, le moment où nous détruirons l'existant, où nous créerons l'espace pour un dialogue libéré des arguments

préfabriqués – à ce moment-là chacun saura ce qu'il veut. La vie trouve toujours un moyen pour prendre le dessus.

*Un rebelle qui n'était pas présent
à la manif du 15 octobre*

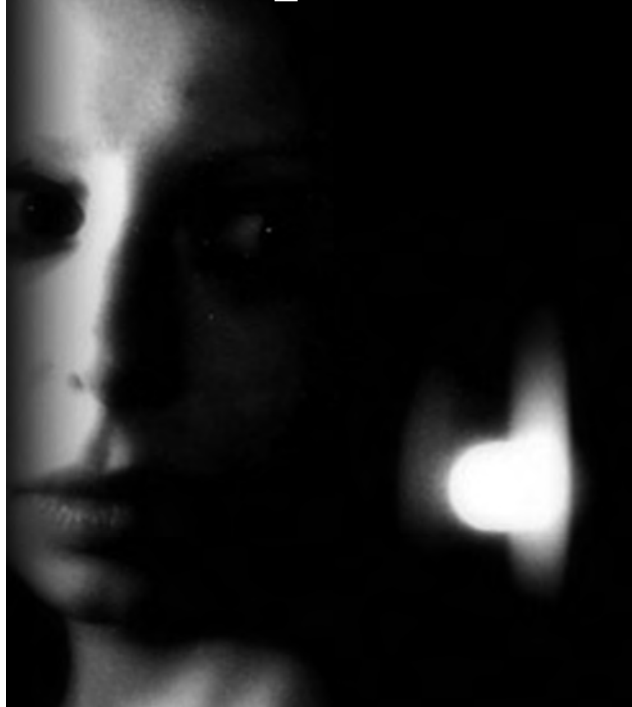
1. Suppression des 13èmes et 14èmes mois pour les fonctionnaires et retraités de l'administration gagnant plus de 1000 euros par mois, hausse de la TVA à 23%, y compris pour la restauration, rajout d'une demi heure de travail hebdomadaire pour les salariés du privé, hausse des impôts etc...

2. Movimento 12 de Março (M12M). Mouvement social né le 12 mars 2011 à l'occasion de la première manifestation portugaise de la *geração à rasca*, les indignés portugais.

ABATU  458.00	ACARIATRE  458.01	ACERBE  458.02	ACRIMONIEUX  458.03	ALANGUI  458.04	ALLÈGRE  458.05	AMOUREUX  458.06	AMUSE  458.07	ANIMÉ  458.08	ARDENT  458.09
ATTRISTÉ  459.00	BLASE  459.01	BOUILLONANT  459.02	CAFARDEUX  459.03	CALME  459.04	CHOQUE  459.05	CIRCONSPET  459.06	COLÈREUX  459.07	CONFUS  459.08	CONSTERNE  459.09
CONTRARIÉ  460.00	COOL  460.01	COURIR SUR LE HARICOT  460.02	CURIEUX  460.03	AVENTUREUX  460.04	BADIN  460.05	BOUGON  460.07	ESPIÈGLE  460.08	BUILLERET  460.09	INSOUCIANT  460.06
PÉTILANT  461.00	REVEÛCHE  461.01	RONCHONNEUX  461.02	VOLUPTUEUX  461.03	DANS L'INDIGÈ- BLE  461.04	DÉBOUSSOLÉ  461.05	DÉCONTENANCE  461.06	DÉCOURAGÉ  461.07	DÉDAIGNEUX  461.08	DÉFIANT  461.09
DÉMOTIVÉ  462.00	DEVENIR CHEVRE  462.01	DÉSENCANTÉ  462.02	DÉTERMINÉ  462.03	DUBITATIF  462.04	ÉCOEURÉ  462.05	EFFAROUCHÉ  462.06	EFFERVESCENT  462.07	ENFLAMMÉ  462.08	ENNUYÉ  462.09
EN AVOIR MAR- RE  463.00	ENRAGÉ  464.01	ENTÊTE  465.02	FÉBRILE  466.03	FOLÂTRE  466.04	FIER  466.05	FLEMMATIQUE  466.06	FURIBOND  466.07	GRINGEUX  466.08	HAMEUX  466.09
HILARE  464.00	HORRIFIÉ  464.01	IMPERTURBABLE  464.02	INCÉDULE  464.03	INDÉSIS  464.04	INSATISFAIT  464.05	IRASCIBLE  464.06	JALOUX  464.07	LAS  464.08	MAL À L'AISE  464.09
MIS-FIGUE MIS- RAISIN  465.00	NONCHALANT  466.01	NOSTALGIQUE  467.02	OMBRAGEUX  467.03	OPTIMISTE  467.04	PESSIMISTE  467.05	PRUDENT  467.06	RELAX  467.07	RÊVEUR  467.08	RÉVOLTE  467.09
SCEPTIQUE  466.00	SENSIBLE  467.00	SOUÇONNEUX  467.01	SOUS PRESSION  467.02	STUPÉFAIT  467.03	SUR LA DÉFENSIVE  467.04	SUR LA RETENUE  467.05	SURNÈME  467.06	SUSCEPTIBLE  468.08	SUSPICIEUX  467.09
TENOU  468.00	TERRIFIÉ  468.01	TIMIDE  468.02	YEXE  468.03	VIVANT  468.04	VEXÉ  468.05	VASEUX  468.06	VIDE  468.07	VIF  468.08	VULNERABLE  468.09

TABLEAU DES 100 REMÈDES POUR SENTIMENTS TROUBLANTS

L'imprévu



NN, septembre 2012

Parfois, on en vient à penser qu'il est vraiment dommage que la révolution de "référence" pour les anarchistes est celle survenue en Espagne en 1936. Une révolution née comme réaction rageuse, déterminée et consciente à un coup d'Etat. Une révolution qui pouvait compter sur une grande organisation anarchiste spécifique, qui a son tour influençait le plus grand syndicat du pays. Une révolution qui a vu des anarchistes entrer au gouvernement et accepter la militarisation au nom de l'urgence des choses, des nécessités tactiques du moment. Trois éléments, contenus dans une seule expérience qui, à force de passer pour un modèle historique, ont enraciné dans l'esprit de nombreux anarchistes l'idée que la révolution a besoin : a) d'une soi-disant motivation idéale d'ordre supérieur ; b) d'un appui populaire quantitativement significatif ; c) d'un opportunisme leste et attentif, prêt à se débarrasser de n'importe quel principe jugé trop encombrant. Un vrai malheur, car là où ces trois éléments sont absents, ou même si on n'en refuse un seul, il ne reste pour beaucoup que la résignation ou la lutte entendue comme duel privé. Et pourtant...

On peut prendre acte autant qu'on veut de l'actuelle absence, au sein de la société, d'une aspiration qui aille au-delà d'une survie pacifique au milieu des marchandises, alors qu'il suffirait de regarder avec attention l'histoire des révolutions (ou celle des émeutes) pour remarquer que celle d'Espagne, avec sa noble cause, constitue plutôt une exception. Dans les autres cas, on était presque toujours en présence d'une situation de mécontentement généralisé, de fortes tensions sociales, qui ont éclaté à l'improviste pour une raison futile. En 1871 en France, la Commune naît après un litige sur le déplacement des canons disposés pour défendre la capitale, dans une nation en guerre et déjà défaite. En 1913 en Italie, la Semaine Rouge commence lorsqu'un carabinier

un peu trop nerveux confond des pétards avec des coups de feu, et appuie à son tour sur la gâchette. En 1918 en Allemagne, le prétexte fut la ration périmée donnée aux marins sur les navires de guerre. Il s'agissait de périodes où la question sociale était de toute façon à l'ordre du jour ? C'est vrai. Mais à Los Angeles en 1992, ce fut à cause de l'absence de condamnation de policiers violents filmés par hasard pendant qu'ils faisaient ce que tous les policiers font quotidiennement dans n'importe quel pays. En Albanie en 1997, ce fut à cause de l'énorme spéculation financière. Et ainsi de suite, jusqu'à aujourd'hui, jusqu'aux récents soulèvements arabes déclenchés par le suicide ardent d'un vendeur à la sauvette tunisien. Tous ces événements ne constituent bien sûr pas les raisons qui ont déclenché révolutions ou soulèvements, parce que leurs racines plus profondes sont et seront toujours résumables à l'absence d'une vie digne d'être vécue. Il s'agit de prétextes. Et les prétextes sont, justement, presque toujours banals.

En réalité, la généralisation de la conscience qu'on appelait dans le temps "conscience de classe", n'influence pas tant que cela la genèse des soulèvements et des révolutions, parce qu'ils n'en ont pas besoin pour exploser. Los Angeles en 1992, l'Albanie en 1997 ou la Tunisie en 2010 étaient-elles remplies de groupes subversifs avec une assise populaire puissante ? Non, elles étaient seulement pleines de rage, de frustration et de désespoir. Et cela suffit. Lorsqu'elle existe, la présence de subversifs joue, ou peut jouer, sur le cours des événements, sur l'effet de la déflagration sociale, sur les possibilités et les perspectives qui s'ouvrent. Une révolution privée de voix anarchiste aura certainement plus de difficultés à se rapprocher de l'anarchie, à expérimenter des formes d'auto-organisation et d'auto-gestion à l'intérieur de rapports sociaux sans ordre hiérarchique, laissant le champ libre aux solutions autoritaires qui en constituent tout l'horizon. Voilà pourquoi il est important de se préparer, théoriquement et pratiquement, à ce qui pourra surgir. Voilà pourquoi il est fondamental de tenter de diffuser dès maintenant l'aversion contre tous les partis, la haine de toute autorité, la nécessité de l'autonomie. Mais le manque de diffusion préventive du virus subversif n'est de fait pas synonyme en soi d'absence de possibilités insurrectionnelles. Cela reviendrait à tomber dans l'erreur selon laquelle il ne peut y avoir de révolution sans théorie révolutionnaire. Si on ne voit pas autour de soi les masses descendre dans la rue au son de l'anarchie ou du communisme, faut-il en déduire qu'il vaut peut-être mieux rester chez soi ? Evidemment pas. Au fond, ce qui est arrivé à Bakounine, qui a quitté la France quelques mois avant le début de la Commune en décrétant la fin de toute possibilité révolutionnaire dans ce pays, aurait dû nous apprendre quelque chose. En l'occurrence, qu'il n'existe pas de science révolutionnaire mesurable et programmable, avec ses règles d'airain à appliquer. Qu'une des forces qui détermine la révolution, comme le rappelait le bon Galleani, est l'imprévu. Que seule la paix sociale la plus absolue en creuse la tombe. Et donc qu'aujourd'hui, nous nous trouvons en permanence face à des occasions, souvent dues au hasard, qu'il s'agit de savoir prendre au vol et de bouleverser, pour en faire l'usage qui nous convient. Berceuse rassurante ? Pas tant que ça, parce que ce faisant, on déplace l'attention d'un mécanisme extérieur objectif qui nous console, vers une détermination singulière aujourd'hui bien démodée.

S'il est une chose qui devrait caractériser les anarchistes, c'est bien le refus de la tyrannie du nombre, le refus de la politique. L'individu avant tout. Quel sens cela a-t-il de rechercher un soutien de masses dont on sait bien qu'elles sont changeantes, la résultante non pas d'un choix, mais d'une humeur qui peut se retourner en son contraire à tout moment ? Veut-on réellement entrer en compétition en matière de démagogie avec les différents rackets politiques, en pensant être les plus rusés sur ce terrain absurde ? On l'a déjà dit, les révolutions explosent aussi sans les subversifs. Ce n'est pas la croissance quantitative du mouvement révolutionnaire spécifique ou le pourcentage de sympathies populaires qu'il recueille qui les provoque. De plus, il n'est pas dit que le soutien populaire soit synonyme de victoire, comme les anarchistes espagnols s'en sont rendus compte. Les deux millions de personnes qui ont suivi le cercueil de Durruti n'ont pas empêché quarante années de dictature franquiste. Ce soutien peut plus ou moins exister, et qui plus est en étant momentané ; alors pourquoi devrait-il être le souci permanent et le point de référence de toute action ? Uniquement parce que si les exploités n'ont pas besoin des anarchistes pour se révolter, les anarchistes ont besoin des exploités pour se rapprocher de l'anarchie ? Comme on dit, ce ne sont pas trois chiens pelés anarchistes qui font la révolution.

C'est vrai, la force de choc du nombre est nécessaire, sans aucun doute, mais qui a dit que ce nombre n'existe qu'en allant courtoiser chacune de ses unités singulières ? Là encore, le hasard et l'imprévu jouent un rôle fondamental. La perspective d'une force numérique obtenue parce qu'on a réussi à fasciner d'autres individus avec ses propres idées et pratiques –et qui pour cela ont besoin d'être uniques et de se détacher du marasme revendicationniste de gauche– est bien plus enthousiasmante que celle d'une force numérique obtenue en allant mendier des consentements ça et là, en se présentant partout sous un beau jour, le chapeau à la main et les rêves cachés au fond des poches. Un soutien populaire a priori ne peut faire saliver que ceux qui ont des envies de pouvoir, ceux qui brûlent d'envie d'organiser les masses parce qu'ils se considèrent évidemment plus compétents que l'Etat et les intéressés eux-mêmes (c'est-à-dire les êtres humains qui les composent). Quant à ce qui pourrait se créer au cours d'une révolution, c'est-à-dire dans le feu de la mêlée, comment pourrait-on le prévoir ? Il est arrivé de nombreuses fois que des idées et des pratiques complètement inconnues soient découvertes ou réévaluées d'un coup, sans qu'il y ait eu besoin d'un processus promotionnel ou pédagogique antérieur. Puis qu'elles soient reprises, diffusées et perfectionnées sans aucun contact entre leurs différents protagonistes. Comme si la révolte s'étendait non pas par contagion directe, mais par réverbération indirecte. Plutôt que de serrer des mains à droite à gauche, mieux vaut donc tenter de vibrer intensément.

Au fond, tout est question de comprendre ce que nous voulons. La généralisation d'une perspective qui nous tient à cœur, ou la reconnaissance personnelle ? Que toujours plus d'individus soient hostiles à l'autorité et décident pour leur propre compte comment vivre en dehors et contre les institutions, ou que toujours plus de personnes soient pendues à nos lèvres et viennent applaudir nos projets d'organisation sociale libertaire ?

Une des critiques les plus impitoyables contre les anarchistes espagnols fut celle d'un célèbre communiste anti-stalinien, lui aussi présent sur le champ de

bataille de 1936. Dans les articles qu'il a par la suite consacré aux événements, il n'a pu se retenir de se moquer de ces anarchistes, fiers ennemis de l'Etat à la veille de la révolution, pour devenir ensuite ministres lorsqu'elle a éclaté. Et qui non seulement ont contredit leurs idées, en les reniant dans leur essence même, mais l'ont fait en plus pour voler au secours de la bourgeoisie ! Face à une telle misère, il vantait la franchise et la cohérence de ses pairs communistes qui disent ce qu'ils veulent faire, et tentent de faire ce qu'ils disent : prendre le pouvoir pour l'exercer contre tous leurs ennemis. Point barre. A ceux qui lui faisaient remarquer que les compromis des anarchistes espagnols étaient liés au caractère exceptionnel de la situation, c'est-à-dire une guerre qui menaçait la révolution, ce communiste répondait, sourire aux lèvres, qu'il n'existe pas de révolution qui se déroule dans des conditions normales. La révolution est l'exception. Si on met en pratique au moment des faits le contraire exact de ce qu'on a toujours théorisé, on devient pathétique et ridicule. Mieux vaut alors prendre acte de son erreur, être sincère et changer de pavillon, plutôt que de bredouiller des excuses. Comment lui donner tort ? On ne peut pas s'en sortir. Soit on pense que les idées anarchistes sont non seulement théorisables lors de périodes d'accalmie, mais aussi applicables dans les moments de bourrasque, soit on s'abandonne au vieux bon sens, selon lequel une chose est ce qu'on dit, une autre ce qu'on fait. Dans le premier cas, l'anarchisme reste avant tout une tension éthique. Pensée et action vont d'un même pas, non par respect d'une identité idéologique empruntée à l'extérieur, mais pour affirmer son unicité intérieure. Et alors, aucun compromis, aucun opportunisme n'est possible. Parce qu'il est, littéralement, inimaginable. Dans le second cas en revanche, c'est la politique qui prend le pas sur l'éthique. Mais alors, quel sens cela a-t-il de défendre la nécessité de l'action directe, le courage de ses propres idées, le refus de toute forme d'intégration politique, si on se précipite ensuite –à l'aune d'un calcul stratégique– pour faire tout le contraire ? C'est comme se vanter de son intégrité en l'absence de tentations, pour s'en débarrasser à la première occasion.

Et laissons s'il vous plaît tomber l'argument des bonnes intentions, inutile d'en parler. Elles ne sont pas en cause. Personne ne pouvait et ne peut aujourd'hui avoir de doutes sur la générosité d'un Juan García Oliver, un des plus proches compagnons de Durruti. Mais qu'il est atroce de voir un anarchiste des Solidarios, ex-bagnard et expropriateur de banques, finir ministre de la Justice. Et à ce titre, ordonner le "cessez-le-feu" à la population de Barcelone insurgée contre le coup de main stalinien de mai 37.

Il est inutile de tourner autour du pot : si un certain anarchisme "extrémiste" n'a jamais mené à la révolution, comme aiment à le répéter les réalistes les plus réalistes, l'anarchisme "politique" a toujours mené au collaborationnisme avec les forces autoritaires, gage de trahison et de défaite. Il faut donc vraiment abandonner tout modèle et étudier nos potentialités, si on veut réussir dans ce qui a toujours failli. Mais alors, défi pour défi, pourquoi cela ne pourrait-il pas arriver pour donner enfin de la force à ses propres aspirations, plutôt que pour faire fructifier encore une fois une affaire politique ?





"Amnistie sociale" et illusions démocratiques

Des anarchistes du Cri du Dodo, avril 2013

« Il est toujours facile de trouver quelque âme sélecte qui "parle" de révolution, néanmoins ils sont peu nombreux ceux qui cherchent à faire concrètement quelque chose. Tant qu'on ne fait que bavarder, on peut être plus ou moins tous d'accord. [...] Nous réaffirmons avec insistance notre conviction que l'usage de la violence organisée contre les exploitateurs, même lorsqu'elle prend l'aspect de l'action minoritaire et circonscrite, est un instrument indispensable de la lutte anarchiste contre l'exploitation »

Alfredo Bonanno, *Contre l'amnistie*

On ne parle pas souvent de ce qui se passe à l'assemblée nationale ou dans les autres antichambres de l'Etat. On n'en parle pas souvent, puisqu'on n'en a pas grand chose à foutre la plupart du temps.

Mais aujourd'hui a été rejetée la proposition de loi du groupe communiste et du Front de Gauche sur "l'amnistie sociale" par la commission des lois de l'assemblée nationale.

Ce projet visait à amnistier les "délits commis lors de mouvements sociaux". C'est l'occasion de parler de ce micro-événement, qui illustre bien tout un ensemble de choses qu'on peut reprocher à la Gauche, même "extrême", notamment dans sa manière d'envisager la conflictualité sociale.

Déjà, il y a cette illusion toute démocrate qu'on peut changer le système en faisant voter des lois de l'intérieur. Ce procédé est le même échec répété et crevé depuis 100 ans. Il découle de la vieille stratégie d'inspiration léniniste selon laquelle le parlement ou quelque autre institution électorale peut être utilisée soit comme "tribune" pour un discours soi-disant subversif, soit comme tremplin pour porter des lois qui "déstabiliseraient" l'Etat et le capitalisme.

Il y a deux excellentes raisons de constater que sur cette question comme sur d'autres, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Premièrement les lois sont toujours votées par les valets de la classe dominante –et appliquées par ses flics et ses juges– : qu'ils soient députés, élus, ou toute sorte de dirigeants. Mieux : ils en font partie de par leur statut même, et n'ont donc absolument aucun intérêt à aller contre ce qu'ils sont, et voter des lois qui les mettraient en danger (c'est d'ailleurs un des arguments principaux utilisés par les parlementaires socialistes contre le projet de loi : protéger les élus). Et si l'Etat et ses institutions républicaines n'avaient pas été savamment pensés pour ne pas être "changés de l'intérieur" depuis Rousseau ou Hobbes, ça fait sans doute longtemps qu'on en aurait fini avec ce monde...

Deuxièmement, la prétention de transformer ces institutions en "tribunes" pose une autre question centrale : à qui s'adresse-t-on ? Et depuis quelle position ? On l'a vu, les élus parlent surtout aux élus, à l'Etat, à la rigueur aux médias, et ceux et celles qui ont la délicate attention de croire aux promesses les écoutent et les suivent.

Le mouvement reste donc à l'initiative des dirigeants, qu'ils soient du parti, investis par une fonction étatique ou les deux.

Mais cette proposition "d'amnistie sociale" et les illusions qu'elle a nourri chez les militant-e-s communistes et autres syndicalistes de la CGT pose d'autres problèmes. D'une certaine manière déjà, "elle tombe mal" dans l'agenda "militant". En plein mouvement social réactionnaire et fascisant contre le "mariage étendu" et "l'égalité des droits" : mouvement face auquel l'extrême-gauche –PCF et FdG inclus– est totalement à la ramasse et quasiment aphone. Pour ne pas dire inexistante.

Et évidemment, l'argument du gouvernement consiste donc simplement à leur répondre avec cet exemple à l'appui que "force doit revenir à la loi". Et ce n'est pas Jean-luc Mélenchon qui pourra contredire ça... Les démocrates radicaux de toute engeance sont pris au piège de leur propre discours citoyeniste et légaliste. Mais que pouvaient ils donc espérer d'autre ?

Que le gouvernement leur offre un chèque en blanc pour faire la révolution ?

Et puis depuis quand a-t-on a besoin de violer la loi pour faire la “révolution citoyenne” ?! L'hypocrisie crasse d'une extrême-gauche française toujours plus empêtrée dans ses contradictions.

Dans laquelle on vénère la loi comme le veau d'or parce qu'on aimerait y substituer la sienne (plus démocrate, plus républicaine, plus “communiste”, etc...), tout en essayant de tenir un discours intenable, comme quoi il faudrait “enfreindre la loi sans l'enfreindre”, aménager une temporalité “mouvement social” dans laquelle on aurait soudain “le droit” de faire la révolution. Bref... Un casse tête de citoyen-niste à se taper la tête contre les murs.

Mais les actes de révolte, d'insoumission, de rébellion, de lutte de classes, etc, n'ont pas moins de sens lorsqu'ils surgissent au milieu de la vie quotidienne, tous les jours, même en dehors de tout “mouvement social”. Ils sont un produit de l'antagonisme permanent entre les exploité-e-s, les dominé-e-s et la société dans laquelle nous vivons.

Et d'ailleurs, tous les “mouvements sociaux” sont traversés par des actes ou des actions (de la grève au sabotage en passant par les manifs sauvages, les émeutes ou les occupations) qui ne sont pas considérés comme en faisant partie à la base (et bien souvent même pas du tout...).

Du reste : qui décide de ce qu'est un mouvement social ? L'Etat ? Les médias ? le PCF, la CGT et le FdG lorsqu'ils décident d'y participer ?

Cette idée “d'amnistie sociale”, donc, même telle qu'elle a été “pensée à la base” dans une proposition de loi (au-delà de l'aspect legaliste) ne peut pas nous convenir sous quelque angle qu'on la prenne. Au delà de l'aspect délirant de la chose donc, cette idée “d'amnistie sociale” n'a été pensée que par et pour la CGT et ses ouailles, le PCF, Le Front de gauche et leurs militant-e-s. C'est d'ailleurs à l'appel exclusif de ces organisations que leurs seul-e-s militant-e-s se sont rassemblé-e-s devant le Sénat pour soutenir ce projet bidon (bidon dans le sens où il n'avait simplement aucune chance d'aboutir – indépendamment du principe). Car tout ce cirque n'est bien qu'une mascarade où quelques pseudo-révolutionnaires tentent simplement de s'arroger le droit de définir ce qui est ou non un mouvement social, et des privilèges dans la “lutte”. Un élan désespéré d'une extrême-gauche sans avenir pour se sauver elle-même.

En effet, on le sait depuis longtemps : le SO de la CGT balance à chaque “mouvement social” les radicaux ou révolté-e-s aux flics dans les manifs ou les tabasse directement pour attendrir la viande préventivement. Vieille tradition stalinienne française. La direction aussi, exclut régulièrement ses dissidences syndicales (parfois des sections entières), notamment à l'occasion de grèves qui débordent. Ou bien elle se contente de laisser pourrir ses syndiqué-e-s

dans la répression lorsqu'ils ou elles n'ont pas respecté-e-s les consignes (comme pour les Goodyear lâchés face à leurs procès à Amiens). Même chose pour le SO du PCF dans les manifs, ou celui du Front de Gauche pendant le mouvement des retraites en 2010 (par exemple), avec les déclarations de Jean-Luc Mélenchon et Bernard Thibaut contre les “casseurs” et “anarcho-autonomes” prétendument “*infiltrés par la police*”. Déclarations mensongères qui auront valu de la prison ou des condamnations à plusieurs compagnon-e-s et camarades.

Là encore, toute l'hypocrisie du caractère “social” de cette soi-disant amnistie montre bien ses limites : amnistie pour les “délits” commis par des syndicalistes et militants certifiés A.O.C.

Et pour les autres : la taule, la répression, la calomnie, et l'isolement. En gros, cette proposition scelle aussi la division omniprésente dans la conception de ces organisations entre les réprimé-e-s ou prisonnier-e-s “politiques” d'un côté justement, et les “cas sociaux” de l'autre (qui, ironie du sort, sont donc exclu-e-s de cette idée farfelue d'amnistie “sociale”).

Bref, tous ces soi-disant révolutionnaires se retrouvent être à chaque période de trouble, ou “mouvement” de bons agents bénévoles du maintien de l'ordre et de la paix sociale. Un bon alibi en soi...

Enfin, pour cette simple raison que le principe même implique la reconnaissance de l'Etat, de ses institutions et de ses lois, et la paix –même “temporaire”– avec lui, nous ne voulons d'aucune “amnistie”.

Nous voulons la révolte, l'insurrection et la révolution sociale. Et pour ça dans l'immédiat, il faut assumer l'antagonisme de classe et contre l'Etat, la solidarité, l'entraide, et l'action directe sous toutes ses formes.

**Pas de paix avec l'oppression et l'exploitation.
Pas de paix avec l'Etat.**



* : Cette question s'est posée en d'autres termes en Italie il y a quelques années. Bien que pour des faits “plus graves” du point de vue de la loi, puisqu'il s'agissait –entre autres– d'accusations pour des faits qualifiés de “terroristes”. Néanmoins, des remarques et réflexions similaires peuvent être portées dans les deux cas.





Contre l'amnistie

- *Dans la proposition d'amnistie, il y a le refus d'aller de l'avant*

On ne peut résoudre aucun problème à l'intérieur de la structure capitaliste. Les prisons doivent être abattues totalement et définitivement. On ne peut pas négocier une libération partielle.

Certes, nous pouvons imposer à l'Etat une condition d'intolérabilité telle que —de lui-même— il en vienne à une solution partielle du problème. Mais cela n'est pas une négociation post-révolutionnaire, il s'agit d'un moment du conflit. La reddition doit venir de la part de l'Etat. Nous n'avons pas l'illusion qu'elle puisse être totale, mais c'est une manière comme une autre pour lui d'en venir à pactiser. De cette manière, assurément, c'est possible. Et c'est le mouvement réel qui doit de fait imposer ce pacte, c'est l'affrontement de classe, non la décision d'une minorité qui se met en accointance avec les franges réformistes prêtes à exploiter n'importe quelle occasion pour prendre le large dans leur stratégie de pouvoir.

Ce n'est pas à nous de demander l'amnistie pour les 4 000 prisonniers politiques. Nous devons exiger (ou imposer ?) l'abolition de la prison pour tous, la suppression définitive du concept d'«homme prisonnier». Et c'est dans le cours de la lutte pour imposer cette méthode du «tout et tout de suite» que l'Etat peut décider d'en venir à pactiser, à concéder une quelconque diablerie légale qui peut aussi bien se nommer amnistie ou remise de peine généralisée [indulto], suspension de peine ou travail social, ou n'importe quelle autre chose. Il nous reviendra ensuite —sur la base de l'évaluation des conditions de l'affrontement— de l'accepter plus ou moins.

L'énorme pression morale de 4 000 corps qui sont pratiquement en train de mourir isolés ne peut pas nous faire fermer les yeux devant l'évidence. En choisissant la voie de la tractation, de la négociation avec l'Etat, nous ne réussirons jamais à les tirer réellement dehors. Nous sortirons 4 000 simulacres de femmes et d'hommes qui iront se nicher dans une dimension dans laquelle ils retrouveront toujours les barreaux d'une autre prison : la prison de leur inutilité, de leur vide, du fait de se sentir en permanence «ailleurs», en un endroit où ils ont abandonné leur identité de révolutionnaires.

Il faut renverser l'ignoble théorème qui nous est proposé : négocier la libération des camarades pour reprendre la lutte, et le remplacer par l'affirmation beaucoup plus logique et conséquente : reprendre la lutte pour imposer la libération des camarades.

Et cette reprise ne doit pas être la répétition maniaque des modèles monolithiques du parti armé, mais un développement critique dans d'autres directions.

Alfredo M. Bonanno, *Anarchismo* n°42, mars 1984

Mierda siempre Comandante !

NN, mars 2013

Plusieurs jours ont maintenant passé depuis l'annonce de la mort d'un chef d'Etat étranger, malade depuis longtemps, dans un pays d'Amérique du Sud¹. L'info n'a surpris personne. Elle était attendue, presque annoncée. Tout comme étaient prévues les condoléances plus ou moins hypocrites de la moitié des chancelleries du monde entier, et le deuil de millions de ses compatriotes, ces sujets qui infestent la planète depuis des siècles en se serrant les coudes autour de leurs maîtres. Désirant la mort de tout Etat, la mort de ce type nous a laissés plutôt indifférents. Seul un sourire entendu –parce que la mort d'un chef de gouvernement fait toujours plaisir–, mais rien de plus. Si elle avait été provoquée par un acte de révolte, là oui il y aurait eu de quoi fêter sa disparition. Mais par un cancer, qu'il soit de cause naturelle ou pas, quelle saveur cela peut-il avoir pour nous ?

Si l'annonce de sa mort nous avait à peine effleuré, quelques nécrologies parues ici en Italie les jours suivants ont par contre réussi à attirer notre attention. Eh oui, parce tout le monde n'a pas partagé notre indifférence, certains ont vraiment pleuré sa mort. Nous aurions dû nous en douter. En qualité de porte-drapeau du socialisme d'Etat sud-américain, désigné comme héritier de Fidel (qu'il a précédé dans la tombe), il était évident que sa disparition serrerait pour de bon les glandes lacrymales de tous les sinistres tiers-mondistes.

Nous nous trouvons là face à un de ces exemples qui montre comment, en milieu subversif, ce qui sépare les autoritaires des anti-autoritaires n'est pas seulement une divergence théorique, une différence d'objectifs ou une diversité de méthode. Il y a un abîme anthropologique - si on veut bien nous excuser du terme. Les tiers-mondistes sont ces révolutionnaires occidentaux bien nourris qui approuvent quiconque, à un continent de distance, affirme se battre pour défendre les opprimés. Ils sont persuadés que dans ces contrées lointaines, l'esprit critique doit être banni, parce que sinon, on fait –«objectivement», ça va de soi– le jeu de l'ennemi, c'est-à-dire de l'impérialisme yankee. Il s'agit de la reformulation moderne de la vieille litanie stalinienne, selon laquelle ceux qui critiquaient le gouvernement de Moscou étaient par la force des choses au service des gouvernements de Berlin ou de Washington. Cette accusation a disparu peu à peu, pour n'être plus réservée qu'aux «ennemis de l'intérieur». Les dissidents cubains en exil (anarchistes compris), ont par exemple été accusés plusieurs fois d'être financés par la CIA. Si ce n'était pas le cas, comment se fait-il qu'ils n'aient pas apprécié avec gratitude



les lois du Leader Maximo ? On peut craindre que les dissidents vénézuéliens du défunt commandant soient victimes des mêmes misérables insinuations.

Mais ici, à un océan de distance, eh bien on préfère utiliser d'autres arguments. Ici, ceux qui critiquent les lointains Etats socialistes pécheraient par «eurocentrisme», parce qu'ils ne comprennent pas que les critères d'interprétation habituellement utilisés en Occident ne peuvent pas être appliqués de la même façon ailleurs. C'est une remarque incroyable ! C'est d'ailleurs plus ou moins celle qu'utilisent pour se défendre ceux qui pratiquent le tourisme sexuel. Avec une différence : ces soi-disant touristes sexuels vont faire ailleurs ce qu'ils ne peuvent pas faire dans leur propre pays, tandis que les tiers-mondistes acceptent ailleurs *pour d'autres* ce qu'ils n'accepteraient jamais pour eux dans leur pays. Vous imaginez la réaction si ici, en Europe, un officier des paras, après avoir passé quelques années de prison pour une tentative de coup d'Etat, arrivait au pouvoir ? On invoquerait au minimum une mobilisation permanente contre le fascisme. Par contre, si c'est un officier des paras d'Amérique du Sud... hasta siempre comandante ! Il suffit d'avoir une main rouge, une propagande qui crache le mot *peuple* en permanence, et voilà que l'Etat, le gouvernement, l'armée, la police, la magistrature, les prisons... et tout ce qui a toujours défendu l'horreur quotidienne deviennent d'un seul coup de nobles institutions à défendre et à protéger. Ils ne se rendent même pas compte que leur soi-disant «refus de l'eurocentrisme» n'est rien d'autre qu'une forme de racisme inversé. Pourquoi les exploités d'autres pays devraient-ils accepter ce qui est considéré comme inacceptable par les exploités d'ici ? En Amérique du Sud, pourquoi devrait-on applaudir les militaires ? En Asie, pourquoi devrait-on se prosterner devant un Comité central ? En Afrique, pourquoi devrait-on honorer les rites religieux ?

Pourquoi partout, sous n'importe quelle latitude, ne devrait-on pas lancer un défi à l'existant, contre ses certitudes, ses habitudes, ses lieux communs, ses institutions ? Voilà l'abîme anthropologique auquel nous faisons allusion, la différence radicale et infranchissable entre ceux qui veulent une réorganisation différente de celle qu'on connaît, et ceux qui désirent *tout autre chose*.

1. Il s'agit bien sûr d'Hugo Chávez, président du Venezuela mort d'un cancer le 5 mars 2013.



ZAD alors !

Collectif, *Détachez vos ceintures ! Un aller simple pour Notre Dame des luttes*, ed. du Kyste (Rennes), janvier 2013, 144 p.

Collectif, *ZAD partout. Zone A Défendre à Notre-Dame-des-Landes*, ed. L'Insomniaque (Montreuil), avril 2013, 144 p.

Au premier coup d'œil, ces deux recueils sortis à quelques mois d'intervalle ne dépareillent pas : ils reproduisent tous deux une partie des textes de cette lutte qui ont été sélectionnés avec soin, puis abondamment illustrés. *Détachez vos ceintures!*, publié par un collectif d'éditeurs (dont *Libertalia*) préfère les croquis et les bandes dessinées, tandis que *ZAD partout* se concentre sur les photos,

avec une préférence pour les constructions artisanales (cabanes ou barricades) qui ont fait la réputation des zadistes. L'un comme l'autre se débrouillent également pour publier deux textes identiques mais pas anodins (un premier très appelliste, et une tribune écrite pour le journal *Le Monde*), et précisent que leurs ventes se feront au bénéfice de la lutte. Le collectif d'éditeurs de *Détachez vos ceintures!* a choisi l'ACIPA, une association de riverains qui s'est dissociée des dizaines de fois publiquement de pratiques offensives (en dénonçant, désignant et tentant d'isoler les radicaux), et à laquelle il refile même directement 1000 exemplaires de son retraitage. Le collectif de L'Insomniaque a quant à lui choisi une autre «association de défense des habitants», *Vivre sans aéroport*. C'est d'ailleurs ici que s'arrête toute comparaison possible entre les deux, car on ne peut certes pas mettre sur le même plan ceux qui financent des collabos du pouvoir et ceux qui offrent leur solidarité à une association qui s'oppose à ce dernier, même ponctuellement.

Le mouvement contre le nouvel aéroport de Nantes est varié, et navigue aussi de ce fait entre mille contradictions que le fameux *et son monde* ne parvient aujourd'hui plus à masquer. Mais rien n'est figé, et qui sait, l'échéance de six mois arrachée pied à pied et le relâchement de l'occupation policière seront peut-être propices à d'autres formes d'approfondissement pour aller de l'avant. Dans ce cadre, le livre *ZAD partout* est un reflet plutôt intéressant de l'ambiguïté qui constitue cette lutte. Son sous-titre, par exemple, appuie d'emblée le fait qu'il y aurait quelque chose à *défendre* en soi dans ce monde, plutôt que beaucoup à attaquer et à détruire. Ce territoire aurait-il donc réussi à échapper aux ravages du développement techno-industriel et à la domination étatique ? Pour le savoir, et comprendre ce qui motive cette défense pour le moins singulière, il suffit de retourner le livre : nous sommes en présence d'un «*projet d'aéroport inutile et odieux*» qui rencontre notamment face à lui «*l'amour pour la terre nourricière*». Fichtre ! Ces opposants-là doivent être sacrément collectivistes et imbibés d'esprit gestionnaire, pour être capables de penser en terme d'utilité/inutilité un projet de la domination à l'échelle d'une population entière. Au lieu de partir de soi, ils tentent de se poser à l'égard de leur adversaire, dont ils ne sont pour l'heure au mieux qu'«*inutile*» alternative et au pire «*odieux*» concurrents. Quant à l'amour de la terre —illustré par la couverture initiale du livre lors de sa souscription, et représentant un bouffon habillé en Gaulois face aux flics—, c'est peut-être pour cela qu'il est désormais plus souvent question de salariés de l'agro-industrie (oups, de «paysans») et de potagers collectifs dans cette lutte, que de sabotages d'infrastructures ou d'incendies volontaires.

En même temps, on peut aussi comprendre qu'il doit être quelque peu difficile, sinon impossible, de concilier ces «*modes de vie communautaires*» qui fascinent tant les éditeurs dès leur introduction, avec la somme d'énergies et d'imagination individuelles nécessaires pour partir à l'assaut de tout ce qui entoure la ZAD. Il est alors somme toute logique qu'un vol de supermarché vu comme «*expérimentation communiste*» ait toute sa place dans le livre, ou que sa longue chronologie préfère retenir pour l'année 2010 des dates importantes comme la «*rencontre à La Vache Rit avec les membres de la revue Zn*», plutôt que les sabotages anonymes du chantier d'extension de la quatre voies entre Sautron et Vigneux-de-Bretagne, ou celui du tram-train à Nort-sur-Erdre.

Bien sûr, l'aspect bricolage de ce qui se passe sur la ZAD reste un apport important du bouquin, même si la zone n'est en rien «*préservée des récupérations politiques ou médiatiques*», comme osent l'avancer non sans culot les préfaciés. Mais peut-être que la remise officielle du titre de chevalier de la Légion d'Honneur à une journaliste sur place devant 500 personnes le 8 juin dernier, et en présence de députés et sénateurs écolos, n'était-elle au contraire que l'énième signe de l'«*ébauche de communisation qui s'y dessine à tâtons*» ? De façon générale, il n'est pas surprenant qu'un livre qui souhaite s'inscrire dans le cadre de «*l'automédia de la ZAD*», ce supermarché de la «*liberté de choix et d'opinion*» (p116), devienne plus un précieux témoignage sur l'aliénation contemporaine et sur les idéologies visiblement dominantes dans cette lutte, que sur les idées subversives qui ont pu la traverser. L'extension «*de la communisation des terres*» (p138), des «*cérémonies vaudoues*» (p94), des «*procédures juridiques devant le tribunal administratif*» (p86) ou des «*communes*» (p59) ne remplacera jamais l'élaboration de moments de rupture, c'est-à-dire le fait d'envisager la destruction du vieux monde comme moment inévitable et *préalable* à toute authentique transformation sociale, plutôt que l'inverse. Pour attaquer l'existant et pas seulement le défendre ou se le réapproprier, c'est tout un autre ensemble d'expérimentations qui peuvent être menées dans les luttes partielles, mais ce ne sont visiblement pas ces aspects-là que cet ouvrage a choisi d'explorer.

■

Gendarmes et voleurs

Centre social Askatasuna, *A sarà dura. Storie di vita e di militanza NoTav*, ed. Derive Approdi, décembre 2012, 320 p.



Le 23 mars 2013 au matin, en Val Susa, près de 70 députés et sénateurs nouvellement élus du *Mouvement 5 Etoiles* (de Beppe Grillo) et du Sel (gauche écologiste) ont visité le chantier du Tav. Ils avaient désignés 55 accompagnateurs pour les suivre (dûment autorisés par le Préfet, 10 sont restés à la porte), dont Alberto Perino, leader citoyeniste, Lele Rizzo, un des leaders du centre social Askatasuna, et un anarchiste. La communauté de lutte dans son ensemble a donc été adoubée par les élus du peuple, pour venir discuter sur place et devant les caméras avec des responsables du projet honni. Dans l'après-midi s'est aussi déroulée une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes, de Susa à Bussoleno, et à la fin, certains manifestants sont entrés dans un supermarché Carrefour, y ont prélevé de nombreuses marchandises, puis sont sortis sans passer par la caisse. Ils les ont tout simplement volées. C'est le *Mouvement No Tav* qui nous le fait savoir dans un communiqué, où il dénonce l'épisode comme «très grave» et le stigmatise durement. Les auteurs du vol sont comparés pour leur «brutalité et ignorance» à ceux qui occupent et dévastent la vallée, vu qu'ils ont été «arrogants» et «autoritaires» avec les braves gens qui tentent de survivre «de manière honnête» en ces temps de crise. Ils doivent donc être déclarés – oyez ! oyez ! – comme des personnes «indésirables sur cette terre [du Val Susa] et dans notre lutte». Le *Mouvement No Tav* intime donc à ceux «qui se sont salis avec cette infamie» d'éviter de fouler à l'avenir le sol de la vallée, parce que «cet épisode ne représente pas la lutte no tav, ceux qui ont perpétré ce geste ne peuvent pas se définir no tav ou porter ce drapeau. Ceux qui ont perpétré ce geste ne peuvent qu'être chassés du mouvement no tav».

On sait désormais qui est ce fameux *Mouvement No Tav* qui distille des communiqués contre tout acte risquant de jeter un discrédit public sur cette lutte auprès des braves gens. C'est un NoTav, par ailleurs militant autonome turinois, qui nous l'a expliqué au cours de la présentation du livre *A sarà dura. Storie di vita e di militanza NoTav* en février 2013, dans le Salento (Pouilles). Ce sont certains activistes «reconnus par le mouvement» qui, dans certaines circonstances, se téléphonent et décident entre eux de ce qu'il faut dire. Parce que le *Mouvement No Tav* se vante de n'appartenir à personne et d'être pluriel, multiple, il n'est concédé à aucune de ses composantes particulières de le représenter. Toutefois, la lutte populaire a ses exigences et ses urgences. Lorsque l'eau bout, il faut bien que quelqu'un décide pour d'autres et égoutte les pâtes. Le politicien No Tav est celui qui – démocrate, autonome ou anarchiste, il n'y a pas de différence – se réunit dans un lieu à part, établit la stratégie, la ligne de conduite collective, puis la soumet à la ratification assemblée. Dans ce sens, nous avons encore en tête l'assemblée populaire qui s'est tenue juste avant la manifestation prévue pour le 23 octobre 2011 à Giaglione, et qui a immédiatement suivie la grande émeute du 15 octobre à Rome. C'est un exemple lumineux de la carotte de la démocratie de base, directe, populaire : un leader médiatique fait son entrée, accueilli par une ovation, communique que la veille au soir au cours de la rencontre des comités NoTav, une manifestation *pacifique* a été décidée, et menace d'exclusion ceux qui ne se conforment pas à la décision déjà prise, après avoir évoqué le côté *dramatique* du moment. L'assemblée, non pas comme lieu de débat entre tous, mais comme caisse de résonance des décisions prises par quelques-uns.

Nous sommes vraiment frappés par la double morale de ce fantomatique *Mouvement No Tav*, qui applaudit les sénateurs qui marchent dans ses manifestations, les juges qui participent à ses initiatives, les chasseurs-alpins présents à ses rassemblements, les prêtres officiant à ses rendez-vous... mais qui est toujours prêt à condamner saboteurs et voleurs. Ceux qui allongent leurs mains sur la propriété des commerçants accomplissent un geste «infâme». Ceux qui siègent au Parlement et administrent la vie des autres, ceux qui remplissent les prisons, ceux qui sont prêts à faire la guerre, ceux qui serrent les menottes aux poignets... non ! Eux ne sont ni arrogants ni autoritaires, ce sont des personnes acceptables, auxquelles il est concédé de fouler le sol sacré valsusain, à la condition qu'elles aient prêté serment au drapeau No Tav. Avec elles, on peut partir et revenir ensemble, avec elles on peut partager : avec les autres, non. Encore une fois, voilà la voix qui s'élève – forte et puissante, et d'autant plus qu'elle n'est pas contestée – dans la vallée qui résiste. La collectivité (qu'elle soit un mensonge habile ou une pieuse illusion) doit être suivie, l'individu être mis au ban.

Le Val Susa est vraiment devenu un bénitier, il suffit de s'y plonger pour en sortir lavé de tous ses péchés. Un bénitier de la société civile, en mesure de faire apprécier journalistes et juges, hommes politiques et militaires, patrons et curés. Et un bénitier du mouvement, en mesure de faire apprécier calomnieurs et dissociés. Ceux qui osent entrer dans l'église sans faire le signe de croix «n'ont rien compris à la lutte no tav et à la vallée de Susa». Le politicien en déduit en toute humilité que ceux-là «n'ont rien compris à la vie et à la lutte de toute façon» – et doivent donc en être chassés. Amen.

Il faut beaucoup, beaucoup de masses pour que soient satisfaites les ambitions des meneurs. Mais il suffit de quelques individus insoumis pour qu'elles soient ruinées. A jamais.

OUI, LE REICHSTAG BRÛLE !

L'ACTE INDIVIDUEL

DE MARINUS

VAN DER LUBBE

On le sait, l'histoire n'est pas un recueil objectif de faits et de person- nages, mais est presque toujours écrite dans l'in- tention délibérée de servir les intérêts du pouvoir. La nuit du 27 février 1933, l'incendie volontaire de la salle des séances du Reichstag réduisait en cendres le siège berlinois du Parlement alle- mand, dont sa célèbre coupole de verre et d'acier. Le 19 avril 1999, le chancelier social-démocrate Ge- rhard Schröder inaugurait avec faste la rénovation d'un Reichstag redevenu siège du gouvernement et des députés. La coupole est bien sûr entièrement reconstruite –en prenant soin de modifier sa forme initiale en tronche de casque à pointe qui avait éclaté sous la chaleur de 1933–, afin que sa transparence soit le symbole de «l'ouverture de la démocratie allemande» post-réunification. Tout en men- tant sa première offensive militaire directe à l'étranger depuis 1945 (au Kosovo), l'Etat investissait là deux milliards de francs dans un bâtiment à son image, tentant du même coup d'effacer le geste trop lucide accompli 65 ans plus tôt par un jeune révo- lutionnaire internationaliste. Disons-le sans suspens, ce n'est en effet ni «un simple d'esprit» (selon la version commune), ni un «agent des nazis» (selon la réécriture stalinienne qui est res- tée), mais c'est bien un acte individuel, celui du communiste de conseil hollandais Marinus van der Lubbe, qui a mis le feu au Palais de la démocratie de l'époque. Alors, pourquoi tant de mensonges à l'encontre de son auteur ? Peut-être parce *«qu'il ne faut pas que du troupeau émerge celui qui marque, par son destin, la distance qui sépare le serf de l'homme libre, et montre toute la bassesse et l'ignominie des foules à genoux devant les despotes»*, comme le souligna alors un anarchiste solidaire.

Pénélope, juillet 2013

Revenons d'abord un peu sur le bref parcours de celui qui sera décapité à l'aube de ses 25 ans. Né en 1909 à Leyde (Pays-Bas), Marinus Van der Lubbe est apprenti maçon en 1923, dès 14 ans, tout en suivant des cours du soir. Il adhère alors à une organisation de jeunesse du parti communiste néerlandais, *De Zaaier* [Le Semeur]. L'année suivante, un reste de chaux vive l'atteint aux yeux sur un chantier, et ses problèmes de cécité commencent. En 1927, il subit un second accident du travail à l'œil droit, et touchera désormais une pension hebdomadaire d'invalidité de 7 florins et demi, tout en continuant à effectuer des petits boulots pour survivre (garçon de café, coursier, matelot, vendeur de pommes de terre, terrassier). Il est déjà fiché comme agitateur, suite à ses interventions lors de réunions publiques au nom de la Ligue de jeunesse communiste. En 1928, après un voyage à pied et en auto-stop à travers la Belgique, l'Allemagne et jusqu'en France, il loue un local à Leyde et l'aménage en salle de réunion : bulletins, tracts, interventions dans les grèves, discussions publiques et manifestations de chômeurs se succèdent. Peu à peu, il s'éloigne du parti communiste inféodé à Moscou et en démissionne à quatre reprises, tout en se rapprochant des idées conseillistes qui critiquent notamment le parlementarisme et les syndicats, au profit de l'action directe et autonome de classe (sous la forme de l'auto-organisation de l'époque : les conseils ouvriers, comme il s'en étaient notamment formés en Russie en 1905 puis 1917, en Allemagne en 1918-1919, en

Hongrie en 1919). En conflit avec le Parti parce qu'il édite lui-même des tracts et les signe de son nom, Marinus expose ainsi sa position en décembre 1929 dans un courrier à la Ligue de jeunesse : *«ce sont là choses qui prouvent que je ne suis pas un bon bolchévique. Je sens qu'à cette heure, je ne suis certainement pas cela (encore que radicalement opposé au capitalisme et à tout ce qui y est lié) et que peut-être je ne le serai jamais. Maintenant, je me sens parfois tout à fait étranger dans ce camp (j'entends par là le Parti)»*.

LE VAGABOND SANS-PATRIE

En avril 1931, Marinus projette de se rendre en URSS, qu'il souhaite juger de visu. Pour financer ce voyage, il auto-édite des cartes postales qu'il compte vendre en chemin, et où il pose avec un camarade, poing levé, sur une photo accompagnée d'une légende en esperanto, néerlandais, français et allemand : *«voyage ouvrier de sport et d'étude à travers l'Europe et la Russie soviétique»*. Le Parti refuse de soutenir ce projet, et son camarade se désiste sous la pression. C'est la goutte d'eau de trop, Marinus renvoie définitivement sa carte de membre. Nullement découragé, il part en solitaire jusqu'à Berlin, mais quand le consulat russe lui annonce le prix du visa, une somme qu'il n'aura jamais les moyens de payer, son rêve s'effrite un peu plus. Il avait tout simplement oublié que découvrir «la patrie des travailleurs» était un privilège de

bourgeois en mal d'affaires ou de bureaucrates obéissants, pas une histoire d'internationalisme. Au retour, il se fait arrêter à la frontière germano-hollandaise et passe dix jours en prison pour vente illégale et propagande communiste (les fameuses cartes postales !). Après un emploi de saisonnier, Marinus re-traverse l'Europe à pied et en stop jusqu'à Belgrade, toujours poussé par le plaisir de la découverte et de l'expérimentation. De retour à Leyde, sans travail, il sollicite une allocation du Bureau d'aide des chômeurs de la ville pour créer une bibliothèque pour ouvriers et chômeurs. Suite à un second refus du Bureau, en janvier 1932, il casse ses vitres et est condamné à trois mois de prison. En fuite, il re-traverse l'Europe jusqu'en Pologne, où il fait trois semaines de prison pour tentative de franchissement illégal de la frontière (avec l'URSS). Arrêté à son retour en Hollande, il purgera ses trois mois à la prison de La Haye. Sorti en octobre, il obtient enfin l'allocation pour son projet de bibliothèque, après une grève de la faim de onze jours : les activités reprennent, et il fonde avec ses amis le *Werkloozenkrant* [Journal des chômeurs].

Trois numéros sortiront, avec un contenu anti-autoritaire : «il a été créé parmi les chômeurs indemnisés une attitude résignée et hésitante. Il fallait en finir ! Bien qu'on puisse en avoir assez des mots d'ordre des manifestations et des meetings, cela ne signifie pas qu'on doive se croiser les bras. Mais maintenant : en avant, il faut agir par soi-même» (n°1, octobre 1932), «les chômeurs n'ont rien à attendre de quelque parti que ce soit, tant qu'ils ne se défendent pas eux mêmes» (n°2, 9 novembre 1932). Proche du groupe LAO (*Linksche arbeiders oppositie*, Opposition ouvrière de gauche) qui publie la revue *Spartacus* et est favorable à la violence minoritaire afin de «provoquer les conflits de classe», il se déplace beaucoup à des fins d'agitation et intervient notamment lors de la grève des chauffeurs de taxi à La Haye (décembre 1932), où il s'en prend dans les assemblées aux «tromperies» du parti communiste et des syndicats. Atteint de tuberculose aux yeux, Marinus se fait opérer en janvier 1933 et reste de longues semaines à l'hôpital. A 24 ans, il risque de devenir aveugle à court terme. Le 2 février, une semaine après sa sortie de l'hôpital, il part à pied pour l'Allemagne. Le 30 janvier, Hitler a été nommé chancelier du Reich. Le 2 février, Göring (ministre de l'intérieur de Prusse et président du Parlement) frappe de trois jours d'interdiction de parution le *Vorwärts* social-démocrate et près de 30 autres journaux, le 5 février les ordonnances «pour la protection du peuple allemand» restreignent les libertés de réunion et de manifestation, le 22 février Göring attribue des fonctions de police auxiliaire aux SA dans la lutte contre la subversion. Le 23 février, la police perquisitionne pour la troisième fois les

sièges désertés du KPD (parti communiste allemand) et du bureau européen pour le Komintern. Les locaux du journal du parti, la *Rote Fahne* [Drapeau rouge] sont mis sous scellés. Depuis longtemps, les nazis marchent vers le pouvoir sans que l'appareil du KPD ou les sociaux-démocrates ne s'y opposent, alors que la police tire par exemple sur un cortège anti-nazi à Dresde en janvier 1933, tuant neuf ouvriers.

Pour les communistes du KPD, il faut en effet, selon son secrétaire général Ernst Thälmann, «discuter avec les fascistes pour les ramener sur nos positions», «s'incliner devant le nouveau rapport de force et laisser le fascisme s'user au pouvoir. Tout acte de violence sera dénoncé par le Parti communiste comme une provocation et ses auteurs seront mis au ban du prolétariat comme agents du fascisme» (octobre 1932) ¹. Le mot d'ordre «frappez les fascistes partout où vous les rencontrez», élaboré par Heinz Neumann, théoricien du KPD et rédacteur-en-chef de la *Rote Fahne*, est abandonné en cet automne 1932. Et pour aller jusqu'au bout de sa volte-face, le Parti se met aussi à dénoncer comme acte de provocation toute résistance spontanée et déterminée : une résolution du Comité central affirme qu'il «n'a pas hésité à exclure de ses rangs des membres du parti qui ont violé les principes marxistes-léninistes et les résolutions du parti dans la question de la terreur individuelle», mais surtout que désormais il «se dressera sans merci contre ceux qui violeront les résolutions du parti et la discipline révolutionnaire, et contre tout manque de sang-froid à l'égard des tentatives de provocation de l'ennemi de classe.» ²

Alors que les nazis avaient recueilli moins d'un million de voix (2,6 %) aux législatives de mai 1928, quatre ans plus tard Hitler a fait 13,4 millions de voix (37 %) à l'élection présidentielle d'avril 1932, puis encore 11,7 millions en novembre 1932 aux législatives (33 %). En cette mi-février 1933, Marinus van der Lubbe, lui, ne veut pas rester les bras croisés et attendre le résultat des énièmes législatives qui se préparent pour mars 1933 (et où les nazis obtiendront 17,3 millions de voix, soit 44 % et 288 députés, contre 120 au sociaux-démocrates, 92 à la droite et 81 aux communistes interdits).

INCENDIES VOLONTAIRES

A pied ou à l'arrière d'un camion, après avoir traversé Clèves, Düsseldorf, Essen, Bochum, Dortmund, Braunschweig, Magdebourg et Potsdam sur près de 800 kilomètres, Marinus arrive à Berlin le 18 février 1933 pour évaluer la situation sur place. Il se promène, assiste à des meetings ouvriers interrompus par la police, lit les tracts des différents partis, va à une projection du *Rebelle* (film d'Adelqui Migliar de 1931), se rend

C'EST UN POLICIER QUI A MIS LE FEU !

La bannière du marxisme

Il est indispensable que les contradictions qui existent en elle soient résolues, comme dans le cas de la révolution sociale. Les autres pays peuvent en tirer, en en profitant à chaque occasion du cinquantenaire de Marx, car la situation mondiale dans ce pays est, pour étudier la conscience, sa capacité de combat et l'ensemble de la société.



Van der Lubbe, l'incendiaire du Reichstag a agi sur l'ordre de Hitler

IL AVAIT ÉTÉ DÉMASQUÉ, VOICI DEUX ANS, COMME AGENT PROVOCATEUR PAR LE PARTI COMMUNISTE HOLLANDAIS

Les nazis veulent ainsi instaurer la terreur fasciste

THÄLMANN ET CENT TRENTÉ MILITANTS SONT ARRÊTÉS

Hindenburg, l'élu de la social-démocratie, signe une ordonnance de meurtre

LES RÉSULTATS DE LA COLLABORATION SOCIALE-RADICALE

Chambre et Sénat ont achevé cette nuit leurs maquignonnages contre les fonctionnaires

A minuit 30, par 61 voix contre 31, le groupe socialiste se ralliait au prélèvement à partir de 12.000 francs

MANIFESTEZ-VOUS AUJOURD'HUI SUR LE LIEU DE TRAVAIL !

Fonctionnaires ! Cheminots ! Travailleurs de l'Etat et des Services Publics

N'ATTENDEZ PLUS POUR AGIR !

Signifiez que vous considérez comme nuls et non avenue toutes décisions parlementaires, des pouvoirs publics, des juges touchant vos traitements ou indemnités.

Prière. AUTOREPÉTITION active, dans la lutte, l'engagement de sonder toutes vos forces dans de puissantes comités d'unité d'action pour barrer la route à toutes diminutions de la paye, à toutes atteintes de vos avantages acquis, à toute aggragation de vos con-

1er mars 1933.

L'*Humanité* ouvre le bal deux jours après l'incendie, en traitant Marinus de flic. Forcément.

Au milieu de l'inconcevable passivité des partis de gauche, dans la déroute générale des organisations ouvrières, tandis que les ouvriers communistes terrorisés par les raids fascistes et par la psychose de la « provocation » se tenaient cois – retentit tout à coup la nouvelle : « Le Reichstag brûle ! » Et malgré toute l'éducation écrasante imprimée aux cerveaux prolétariens par l'État et la discipline de parti, bien des cœurs se mirent à battre plus vite. Enfin quelque chose ! Une riposte, un signe, un geste de défi !...

Peu après, toute l'Europe apprenait qu'un jeune homme sans veston et sans chemise avait été arrêté comme il s'échappait du Reichstag. Il était pourvu d'un passeport hollandais au nom de Marinus Van der Lubbe et d'une vieille carte du parti communiste de Hollande. Il déclarait avoir cessé tous rapports avec l'Internationale de Moscou depuis plusieurs années et rallié à cette époque un groupement d'études révolutionnaires, le Groupe des communistes internationaux. Mais il avait agi seul, « sans que personne n'ait inspiré ou connu son projet », et le mobile qui l'avait guidé était « la haine du capitalisme international ». Ces déclarations avaient été faites, ajoutèrent certaines feuilles, « avec un calme et une netteté d'autant plus impressionnants que l'arrêté avait été visiblement fort malmené lors de son arrestation et devait s'attendre à bien pire encore ».

Les commentaires de presse ajoutaient que l'incendie avait été provoqué par six ou sept foyers différents constitués de tampons d'étoffe arrachés par Lubbe à ses vêtements et imbibés de pétrole. La salle des séances avait été complètement détruite malgré les efforts des pompiers. Seuls subsistaient, épargnés par les flammes et se faisant vis-à-vis, une statue de l'empereur Guillaume et un drapeau républicain noir, rouge, or, divinités jumelles de ce sanctuaire *désinfecté* du parlementarisme allemand.

Ce que la presse ne disait pas, c'est la panique féroce des classes dirigeantes. Persuadées que ce geste n'était que le signal d'une série d'autres attentats, et finalement d'une révolte générale des masses, les maîtres fascistes du pays se jetèrent à corps perdu dans une répression sans mesure. Même leur ombre les inquiétait et ils ne parvenaient à se raisonner qu'en emprisonnant pêle-mêle catholiques, socialistes, communistes, intellectuels et ouvriers.

Le triomphe populaire dont devait s'entourer l'avènement de Hitler et son prochain plébiscite se démasquait d'avance comme une vulgaire parodie. Le parti du massacre se dévoilait dans toute sa repoussante nudité, et Hugenberg lui-même devait reconnaître : « *Goering a complètement perdu la tête.* »

Par malheur, le spectacle donné par les partis ouvriers, par les partis « marxistes » était à peine moins répugnant. Bien loin de nourrir la flamme de rébellion et de prendre appui sur la réprobation universelle dont s'entourait le *parti du massacre* pour jouer leur va-tout les armes à la main, les « marxistes » firent tout pour reporter cette même réprobation sur « l'acte de vandalisme » commis contre le Reichstag et pour jeter toute la responsabilité de la répression sur les épaules du « provocateur Van der Lubbe » !!! La psychose de la provocation, un instant rompue, reprenait ainsi son empire sur les masses. De résistance à main armée, il n'était plus question, le mot d'ordre général était : « Sauve qui peut ! » D'Allemagne, le refrain absurde était répété de proche en proche par toutes les feuilles de gauche : Van der Lubbe, « nazi camouflé », avait agi pour nuire « au succès électoral » des partis démocratiques le 6 mars et pour légitimer la répression contre le prolétariat allemand. Personne ne parut s'aviser de ceci : il n'y a qu'une chose qui puisse « légitimer » la réaction qui s'abat à l'heure actuelle sur l'Allemagne, *et c'est justement la passivité et la veulerie avec laquelle les partis « marxistes » se sont inclinés depuis plus de dix ans sous tous les coups de botte de cette même réaction.*

Il était fort heureux en vérité, que Van der Lubbe se trouvât là pour endosser tous les crimes de tous les partis allemands. Le « crime du Reichstag » est devenu ainsi le *crime des crimes*, le pêché auprès duquel chacun apparaît blanc comme neige. Le parti hitlérien présente Lubbe comme l'instigateur d'un plan de destruction par incendie, massacre et empoisonnement qui résume en soi tous les « complots bolcheviks » présents, passés et futurs. Le parti communiste charge Lubbe de la responsabilité de tous les crimes commis par la réaction sur les ouvriers et les militants « marxistes » puisque ces crimes ont été « *provoqués par lui* ». Dès lors, les nazis ne sont plus coupables qu'en fonction de leurs rapports supposés avec Van der Lubbe, ils sont les « complices de Van der Lubbe » et ne peuvent se défendre qu'en prétendant que « les vrais complices de Van der Lubbe sont les communistes et les marxistes ». Il existe donc, dans toute l'Allemagne, un seul homme qui a eu une conduite humaine, virile, indépendante, et tous les autres sont d'accord pour rejeter sur lui leurs infamies, leurs lâchetés, leurs atrocités, leurs souillures. Il existe un homme qui n'a pas de sang sur les mains, et qui n'a jamais plié : aux crapuleux assassinats nocturnes, aux tortures infligées, dans des caves, à des hommes désarmés, il a opposé une destruction purement matérielle, celle d'une Bastille de laideur et d'esclavage bâtie sur les cadavres de 1870-1871, alimentée des cadavres de tout un peuple que les parlementaires allemands ont envoyé à la tuerie, en 1914, *à l'unanimité*. À la lâcheté de ceux qui pleurnichent, supplient ou crient à la provocation lorsqu'on leur tend une arme pour se défendre, il a répondu par l'emblème du courage, de la vie, de la liberté : la flamme, le feu de joie, le flambeau, le phare ! Voilà pourquoi cet homme est en prison, au secret, dans les griffes d'un ennemi acharné à lui arracher des aveux du « complot », des listes de « complices ». Voilà pourquoi il s'acharne à répéter : « J'ai agi seul : je ne connais pas Torgler, ni Thaelmann, ni personne : personne ne m'a aidé, personne n'est avec moi, je n'ai qu'un seul chef, et qu'un seul parti : moi-même. Je n'ai qu'un seul ennemi : le capitalisme international. » Et pourtant, chacune de ses paroles est trahie, truquée, salie par la presse « ouvrière » internationale, qui essaye en dépit de toute bonne foi et de toute logique de la présenter comme un « aveu » que « le provocateur Lubbe » a été contraint de faire. *Contraint par quoi ?* je le demande, alors que toutes les forces de la persuasion, de la corruption, de la menace, de la torture sont employées vainement pour arracher à Lubbe le nom d'un seul « complice ».

André Prudhommeaux
Le Libertaire n°392, 31 mars-7 avril 1933

[La rédaction du *Libertaire* se dissocia de cet article dans le même numéro, et Prudhommeaux cessa toute collaboration avec cette publication]



27 février 1933, Berlin.
L'incendie du Reichstag, vue extérieure

dans les bureaux d'aide aux chômeurs de Lichtenberg, Wedding et Neukölln pour entamer des discussions. Devant ce dernier bureau, il propose aux chômeurs d'organiser une manifestation, *«mais on m'a expliqué qu'il fallait d'abord s'adresser à l'organisation, le KPD, qui examinerait la question de savoir si oui ou non il faut manifester»*. Constatant que travailleurs et chômeurs n'étaient pas disposés à agir par eux-mêmes, et que les partis se résignaient face au fascisme, Marinus se décide à contre-attaquer en toute autonomie.

Le 25 février, il achète quatre paquets d'allume-charbon, composés de naphthalène et de petits copeaux de bois, qu'on utilise pour allumer les poêles, puis effectue un premier repérage au centre-ville. Le soir même, sa détermination et sa créativité se mettent en branle. Vers 18h30, il retourne d'abord à Neukölln pour frapper le Bureau des chômeurs devant lequel il avait discuté : *«j'ai escaladé une clôture et j'ai fait le tour par derrière jusqu'à ce que j'aperçoive une fenêtre à hauteur d'homme et là, j'ai allumé un paquet d'allume-feu et je l'ai lancé à l'intérieur»*. Pendant qu'il s'éloigne en métro, le premier foyer d'incendie contre cette baraque en bois sans étage avec des grilles aux fenêtres est maîtrisé. Des passants alertés par la fumée sont aidés par un flic accouru sur les lieux.

Le second objectif de Marinus est la mairie de Berlin. Vers 19h15, après avoir longé le bâtiment, *«j'ai vu un soupirail ouvert ; j'ai allumé un nouveau paquet d'allume-feu que j'ai lancé par le soupirail. Il faisait déjà nuit et personne ne m'a vu»* précisera-t-il plus tard. Cette fois-ci, il s'éloigne à pied, tandis qu'un porte-manteau mural, une plinthe et un morceau de plancher commencent à être entamés par les flammes dans la cave de l'Hôtel-de-ville. Le feu est lent et dégage une forte odeur de brûlé. L'alerte des habitants du coin permettra d'éteindre l'incendie avant qu'il ne fasse plus de dégâts.

Arrivé sur une place centrale après avoir pris le pont qui traverse la Spree, Marinus continue sa balade nocturne. Face à lui se dresse l'ancien château impérial, le *Stadtschloss*. Palais de la dynastie des Hohenzollern de Prusse depuis 1701, et résidence de l'empereur d'Allemagne Guillaume II jusqu'à sa chute en

1918, ce lieu historique du pouvoir était encore utilisé sous la République de Weimar pour des réceptions prestigieuses. En outre, comme le déclarera Marinus non sans ironie, cet endroit en plein centre-ville et visible de loin était idéalement situé pour être incendié ! Toujours agile, il observe la partie en travaux sous échafaudage, et décide d'attaquer son nouvel objectif par le haut : *«j'ai escaladé à gauche du portail, jusqu'au toit. Là-haut, j'ai longé la façade et j'ai marché sur le toit jusqu'à l'autre côté, vers la Spree. A la moitié du toit, j'ai allumé mes deux derniers paquets d'allume-feu. Ensuite, je suis redescendu par le même chemin. J'ai lancé les deux allume-feu enflammés par un vasistas»*. Il est un peu plus de 20h ce samedi soir, et Marinus s'en va en direction de la pension où il était descendu. Cette fois encore, le feu a pris. Le lattis et la lucarne d'un bureau commencent à s'embraser, mais ils seront éteints. La presse du lendemain évoquera que cette dernière tentative d'incendie contre l'auguste bâtiment.

Dimanche 26 février, Marinus se lève vers 9h du matin. Il n'a presque plus un sou en poche, les attaques tentées à Berlin ont échoué, la résignation et la passivité de ceux qu'il a rencontrés l'ont déçu. Le soir, il est à Spandau et pointe à l'asile de police de cette lointaine banlieue, comme le veut la loi sur les étrangers. Lundi 27 février vers 8h, il est mis dehors afin de continuer sa longue route pour rentrer aux Pays-Bas, mais ce n'est pas ce qui va se passer. Seul et plein de rage, il ne peut rester sur un échec. Il reparcourt donc à pied les trente kilomètres qui le séparent du centre de Berlin, droit vers le Parlement allemand. Arrivé vers 17h, il prend tout son temps pour observer l'immense bâtisse et y trouver une faille. Il marche encore quelques heures et rachète quatre paquets d'allume-feu avec le dernier mark qu'il lui reste. Vers 21 heures, il pénètre dans le *Reichstag* par les salles désertes du restaurant attenant, après avoir escaladé une corniche, longé un mur jusqu'à un balcon, puis enfoncé une porte-fenêtre à coups de pied. Ne connaissant pas les lieux, il allume plusieurs foyers à l'aide des allume-charbon, de ses propres vêtements et de linges trouvés sur place, tantôt pour s'éclairer et progresser dans le bâ-

timent, tantôt pour enflammer du mobilier. L'incendie finira enfin par se propager, embrasant l'immense salle des séances du Parlement, où les vieilles boiseries de chêne sec et les rideaux de soie situés derrière le siège du président font merveille. La coupole de verre et d'acier située soixante-quinze mètres au-dessus finit même par éclater, provoquant un très fort effet de cheminée, après que la verrière qui la séparait de la salle ait explosé sous la chaleur. L'incendie durera jusqu'à 23h, l'endroit où siègent les crapules qui votent les lois est dévasté, mais le reste de l'édifice est intact. Arrêté en flagrant délit après une course fiévreuse de quinze à vingt minutes, Marinus n'a aucun problème pour revendiquer un acte dont il est même plutôt fier. Ses déclarations sont précises. *«Les jours suivants, après avoir expliqué en détail son parcours incendiaire dans le Reichstag, il referra plusieurs fois, en un temps record consigné par divers experts juridiques, ce trajet qu'il a accompli le soir du 27 février en propageant partout l'incendie»*³.

Malgré la torture et les conditions d'incarcération, Marinus van der Lubbe défendra sa version jusqu'au bout (dans chaque interrogatoire, dans ses lettres de prison et pendant le procès) : il a agi seul et en cohérence avec ses idées. En grève de la faim dès le 16 mars 1933 à la prison de Alt-Moabit, il est alimenté de force. A partir d'avril, il reste enchaîné pieds et mains, menotté jour et nuit, avec la lumière allumée dans la cellule 24h/24 et sous observation permanente. Entre juin et octobre, il perdra 13 kilos, tout en restant confiant sur l'interprétation de son geste de révolte. Dans une lettre du 18 mai, il écrit ainsi à Hartvelt : *« du reste, camarade, pour la question "provocateur" ou pareille chose, pas trop d'inquiétude. Tout est clair comme du cristal »,* et dans celle du 8 juin *« ne t'en inquiète pas trop, car toute l'affaire est parfaitement claire et peut être difficilement prise pour de la besogne de provocateur. »* Il refuse tout avocat, y compris ceux proposés par sa famille et ses amis de Leyde, et aura donc un commis d'office avec lequel il sera peu disert. Le procès s'ouvre enfin le 21 septembre 1933 devant la Cour Suprême de Leipzig, en présence de la presse internationale. Le 23 décembre, Van der Lubbe est condamné à mort pour attentat *«en vue de changer la Constitution»*. Ses coaccusés, Torgler, l'ex-chef du groupe communiste au Reichstag, et trois bulgares (dont Georgi Dimitrov, chef du bureau européen du Komintern) sont acquittés *«faute de preuves»*. Marinus est exécuté, seul, le 10 janvier 1934 dans la cour de la prison de Leipzig.

Voilà pour le parcours d'un individu qui a agi selon une liberté qui l'animait depuis longtemps, finalement insoumis aux partis et aux syndicats, et fort de son autonomie. Quant à la version officielle devenue commune, elle nous parle malheureusement aussi, tant elle couvrira de boue Marinus et nous renseigne si bien sur sa fonction intrinsèque : défendre l'ordre dominant, qui ne voit que jeux de partis, personnages manipulés (Lubbe au service des nazis) et actes de provocation qui alimentent la répression (l'incendie serait *«l'acte de naissance du régime nazi»* selon l'historien Gilbert Badia !).

«UNE ÉPAVE REBELLE DE LA SOCIÉTÉ»

«A l'heure actuelle et à l'approche des élections, les travailleurs ne sont pas déterminés à lutter eux-mêmes contre le système qui donne aux uns la liberté et aux autres l'oppression. Selon moi, il fallait se décider à lutter contre le système. Comme les travailleurs, décidément, ne voulaient rien entreprendre, j'ai voulu faire quelque chose moi-même. J'ai pensé que provoquer un incendie quelque part était un moyen valable. Je ne voulais pas m'en prendre à des individus, mais à quelque chose qui appartienne au système. Les bâtiments publics étaient donc tout désignés, comme par exemple le

Bureau d'aide des chômeurs, parce que c'est un bâtiment où se retrouvent les travailleurs. Ensuite l'Hôtel de ville, parce que c'est un élément du système, et puis le Palais impérial. Ce dernier parce qu'il est situé dans le centre et que s'il avait brûlé, ça aurait donné de grandes flammes visibles de loin. Comme ces trois incendies n'ont pas pris et que mon geste de contestation n'avait rien donné, j'ai choisi le Reichstag, parce que c'est un point central du système.»

Procès-verbal de l'interrogatoire de police,
2 mars 1933

Comment les nazis ou les staliniens, experts en domestication, auraient-ils pu comprendre cette tension vers la liberté, ce mélange d'idées subversives et d'action individuelle ? Comment ces pieuvres qui tiennent avant tout à prendre ou à garder le contrôle sur les masses, auraient-elles pu comprendre cette tentative spontanée de lancer un soulèvement populaire ? Face aux nazis qui craignent une tentative d'insurrection communiste que pourtant le KPD refusera et voient partout des complots utiles pour réprimer ce parti, les staliniens allemands en exil organisent la riposte sous la houlette de Willi Münzenberg, en publiant en août 1933 un *«Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne»* financé par un "Comité international d'aide pour les victimes du fascisme hitlérien", fondé à Paris en mars et parrainé par Einstein, Aragon, Gide, Malraux,... Il sera traduit en quinze langues et diffusé à des millions d'exemplaires : la thèse est que des SA ont secondé Marinus dans son œuvre en empruntant un passage souterrain, et que ce dernier n'était pas un prolétaire communiste selon les canons léninistes, mais un *«fils de petit-bourgeois»*, un *«jeune pédéraste à moitié aveugle»* manipulé par les nazis⁴. Rien que ça ! La grande machine à calomnier est lancée et ne fera plus marche-arrière. Du 14 au 18 septembre, le "Comité" organise un contre-procès à Londres et ses conclusions qui sont rendues publiques le 20 septembre, veille de l'ouverture du procès officiel à Leipzig, reprennent à la lettre les mensonges du *Livre brun*.

Pendant le procès, Dimitrov, haut responsable du Komintern et co-accusé de Marinus, n'hésitera pas non plus à traiter ce dernier de *«débile»*, lui qui se faisait photographe en prison tantôt avec un gros cigare tantôt en train de lire la *Pravda* de Moscou, pendant que les tortures transformaient petit à petit Van der Lubbe en cet être désormais prostré et atone que l'on verra comparaître devant le tribunal. Dans son discours final devant les juges en décembre 1933, Dimitrov se fera même procureur-adjoint pour laver l'honneur du Parti communiste : *« Qui est Van der Lühbe ? Un communiste ? Pas du tout ! Un anarchiste ? Non. C'est un ouvrier déclassé, c'est une épave rebelle de la société, une créature dont on a abusé, qu'on a utilisée contre la classe ouvrière »,* avant de réclamer que *«Van der Lühbe soit condamné comme ayant travaillé contre le prolétariat et que des dommages et intérêts nous soient accordés pour le temps que nous avons perdu ici »*. Il sera acquitté par les juges pour continuer sa brillante carrière de bourreau stalinien⁵, tandis que la tête de Marinus sera tranchée par la guillotine puis exposée au Musée de la police de Berlin.

En 1941, Brecht, réfugié en Finlande, publiera *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, sur la prise de pouvoir d'Hitler, reprenant à son tour la thèse révisionniste du Komintern en incarnant Marinus dans la figure de Fisch, incendiaire du Reichstag qui ne prononce qu'une seule parole, *«areu, areu»*. Du côté de la gôche, la version stalinienne est devenue vérité institutionnelle : la répression contre le KPD ayant suivi l'incendie (des milliers d'élus et de permanents communistes arrêtés dès le 28 février, instauration de l'état d'urgence, interdiction du parti communiste)⁶, la caution des intellectuels et surtout l'im-



27 février 1933, Berlin.
L'incendie du Reichstag, vue intérieure

possibilité de penser de tels actes par tous ceux qui ne croient qu'aux organisations, aux hiérarchies, aux mots d'ordres et à la prise de l'Etat faisant le reste.

Du côté de la légalité bourgeoise et républicaine rétablie après 1945, il n'en ira pas non plus autrement, puisque Van der Lubbe sera même condamné post-mortem à huit ans de prison le 21 avril 1967, pour *"tentative d'incendie avec effraction"* (tribunal de grande instance de Berlin, cassant le jugement nazi de Leipzig). Un second jugement l'acquittera le 15 décembre 1980, mais sera cassé en 1983 par la Cour d'appel de Karlsruhe, confirmant alors la sentence de 1967. Finalement, et de façon symbolique, la condamnation à mort finira par être déclarée illégale le 10 janvier 2008 par les services du procureur fédéral allemand !

Mais si l'attaque réussie contre un des mécanismes qui portait démocratiquement le nazisme aux commandes continue de hanter l'Etat jusqu'à nos jours, il est plus intéressant encore d'aller faire un tour du côté des débats qui ont agité les milieux anti-autoritaires de l'époque, tant ils restent d'une brûlante actualité pour ceux que la destruction de toutes les dominations intéresse (indépendamment de la couleur de ses chemises).

* * *

– Pourquoi avez-vous fait cela ?

– Le monde nouveau arrive, mais pas assez vite. Le monde ancien s'en va, il faut pousser ce qui s'en va.

– Vous vouliez agir par votre exemple ?

Van der Lubbe fait signe de la tête.

La Tribune de Genève, 14 avril 1933

Les multiples attaques de Van der Lubbe, contre des Bureaux d'aide des chômeurs de Leyde et Berlin, jusqu'au fameux incendie victorieux du Reichstag le 27 février 1933, n'ont pas manqué de faire débat dans les milieux communistes anti-autoritaires dont il était proche.

Face aux calomnies du Parti communiste des Pays-Bas (CPN) qui propageait comme les autres les mensonges du *Livre brun*, l'organe de la LAO (Opposition ouvrière de gauche), *Spartacus*, défendit dès le 9 mars dans son numéro 19 que *« le geste de Van der Lubbe aurait pu être le signal de la résistance ouvrière généralisée par-dessus la tête des bonzes des partis socialiste et communiste »*. De son côté, le groupement *Radencommunist* s'en sortit, lui, par une pirouette pour appuyer l'incendiaire sans toucher au rapport entre l'individu (qui n'est rien) et la masse (qui est tout) : *« cet acte ne doit pas être considéré comme un acte individuel, mais plutôt comme l'étincelle qui, dans la situation violemment tendue, a pu causer l'explosion »*. Si on peut sourire en se demandant si cette étincelle est le seul produit mystérieux de la main invisible de l'antagonisme de classe ou est aussi le fruit de volontés bien précises et singulières, on remarquera tout de même que cette position s'inscrit également au sein du débat révolutionnaire avec les idées anarchistes. Sans même revenir aux plus iconoclastes d'entre elles, n'est-ce pas par exemple ce que même un communiste libertaire comme Kropotkine développait déjà à ses débuts quelques décennies plus tôt ? Agir en dehors des partis et refuser de choisir ses maîtres n'était alors pas forcément synonyme de passivité, mais plutôt d'agitation sociale pour détruire tout pouvoir sans attendre : *« pour nous, l'abstention de la politique n'est pas l'abstention de la révolution : notre refus de participer à toute action parlementaire, légale et réactionnaire – c'est le dévouement à la révolution violente et anarchiste, à la vraie révolution de la canaille et des va-nus-pieds. »*⁷

Il fallait se décider à lutter contre le système

D'avance, je déclare que mes actes se fondent sur des motivations politiques. J'ai lu aux Pays-Bas que les national-socialistes [les nazis] sont maintenant au gouvernement en Allemagne. J'ai toujours suivi la politique allemande avec beaucoup d'intérêt et j'ai lu ce que les journaux écrivaient sur Brüning, Papen et Schleicher. Lorsque Hitler est arrivé au pouvoir, j'ai pensé qu'il y aurait un grand élan en sa faveur mais aussi de grandes tensions. J'ai acheté tous les journaux qui publiaient des articles sur le sujet et j'ai aussi beaucoup discuté avec des camarades qui pensaient comme moi. Je suis moi-même de gauche et j'ai été membre du Parti communiste des Pays-Bas jusqu'en 1929. Mais je n'acceptais pas que ce parti joue un rôle dominant parmi les travailleurs et qu'il ne les laisse pas prendre eux-mêmes les décisions. Je suis solidaire du prolétariat qui pratique la lutte de classes. Ses dirigeants doivent être en première ligne. Les masses doivent décider elles-mêmes ce qu'elles doivent faire ou ne pas faire.

Il existe aujourd'hui en Allemagne un gouvernement de coalition nationale¹ qui selon moi est gros de deux dangers : 1) les travailleurs subiront la répression et 2) cette coalition nationale n'acceptera jamais de céder aux pressions des autres pays, de sorte que la guerre éclatera tôt ou tard.

J'ai attendu quelques jours de voir comment les choses évoluaient et j'ai décidé de venir en Allemagne pour me rendre compte sur place. J'ai pris cette décision absolument seul et je suis arrivé seul en Allemagne. Je voulais voir quelles étaient les conséquences de l'arrivée de la coalition nationale sur les travailleurs et comment les travailleurs réagissaient; A Düsseldorf, j'ai eu un premier aperçu de la situation et j'ai parlé avec des ouvriers dans la rue. J'ai fait pareil dans d'autres villes. A Berlin, j'ai lu les tracts des différents partis et je me suis rendu dans différents bureaux d'aide aux chômeurs : à Lichtenberg, Wedding et Neuköln. Je suis aussi allé dans les bureaux de pointage, mais il n'y avait pas de pointage avant les élections.

J'ai constaté que les partisans de la coalition nationale en Allemagne pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient, mais pas les ouvriers. De plus, les organisations de travailleurs ne luttent pas comme il faudrait pour inciter les travailleurs à combattre pour la liberté. J'ai parlé de cela avec les travailleurs, des moyens et de la voie à suivre pour lutter efficacement. Les ouvriers devraient avoir les mêmes droits que les national-socialistes actuellement. J'ai par exemple proposé d'organiser une manifestation. On m'a expliqué qu'il fallait d'abord s'adresser à l'organisation, le KPD [Parti communiste allemand], qui examine la question de savoir si oui ou non il faut manifester. J'ai appris qu'une manifestation du KPD avait été dissoute par les dirigeants du KPD eux-mêmes à l'arrivée de la police, et que les manifestants ont obéi à leurs dirigeants au lieu de continuer à manifester comme prévu. Je me suis rendu compte que les ouvriers ne décidaient rien d'eux-mêmes.

A l'heure actuelle et à l'approche des élections, les travailleurs ne sont pas déterminés à lutter eux-mêmes contre le système qui donne aux uns la liberté et aux autres l'oppression. Selon moi, il fallait se décider à lutter contre le système. Comme les travailleurs, décidément, ne voulaient rien entreprendre, j'ai voulu faire quelque chose moi-même. J'ai pensé que provoquer un incendie quelque part était un moyen valable. Je ne voulais pas m'en prendre à des individus, mais à quelque chose qui appartienne au système. Les bâtiments publics étaient donc tout désignés, comme par exemple le Bureau d'aide des chômeurs, parce que c'est un bâtiment où se retrouvent les travailleurs. Ensuite l'hôtel de ville, parce que c'est un élément du système, et puis le palais impérial. Ce dernier parce qu'il est situé dans le centre et que s'il avait brûlé, ça aurait donné de grandes flammes visibles de loin. Comme ces trois incendies n'ont pas pris et que mon geste de contestation n'avait rien donné, j'ai choisi le Reichstag, parce que c'est un point central du système.

A la question de savoir si j'ai agi seul, je déclare que c'est bien le cas. Personne ne m'a aidé dans mon action et je n'ai non plus rencontré personne dans le bâtiment du Reichstag.

Mon casier judiciaire :

1°) à Leyde, condamnation à deux semaines de prison pour avoir causé un attroupement, 1928

2°) à Leyde, condamnation à deux semaines de prison pour coups échangés avec un agent de police, 1930

3°) à Leyde, trois mois de prison pour avoir cassé les vitres du Bureau d'aide des chômeurs, janvier 1932

4°) à Leyde, trois et cinq jours de prison pour avoir colporté et vendu des journaux communistes. En Hollande, le colportage est interdit.

Il me vient à l'esprit que je n'ai pas quitté le Parti communiste en 1929 mais en mars 1931. Une des raisons étant que le Parti refusait que je me rende en Russie. Ainsi, je n'ai pas reçu de visa au consulat de Berlin.

5°) à Gronau (Allemagne, frontière hollandaise), trois semaines de prison pour avoir vendu des cartes avec l'étoile soviétique pour mon voyage vers la Russie. Je n'avais pas d'autorisation pour la vente, 1931.

6°) à Reichenhall (Bavière), trois jours de prison pour avoir mendié de la nourriture, 1932 [ou 1931]

7°) en France, une courte incarcération en 1931 pour escroquerie, mais j'ai été acquitté.

8°) en Hongrie en 1932, pour défaut de papiers.

Marinus van der Lubbe, 2 mars 1933
[déclarations lors de l'interrogatoire]

1. Le gouvernement de coalition droite/extrême-droite Hitler-Papen-Hugenberg

Par contre, deux autres groupes néerlandais seront plus embarrassés par l'action de Marinus. Le groupe qui publie *Arbeidersraad*, issu en 1933 de la majorité du KAPN (scission conseilliste du Parti communiste datant de 1921), est directement sur le grill, puisqu'il est affirmé par les enquêteurs au procès de Leipzig que Van der Lubbe avait été jusque récemment encarté chez eux. Non content de condamner «*le terrorisme individuel*» pour rappeler la position déterministe du mouvement marxiste, à savoir que «*la force motrice de la révolution ouvrière*» était «*la situation de crise du capitalisme lui-même*», et certainement pas l'auto-organisation et la lutte de ces ouvriers eux-mêmes, ce groupe insista en plus lourdement sur le fait que personne «*n'avait entendu parler de Van der Lubbe*», et que d'ailleurs son action pouvait avoir un effet «*contre-révolutionnaire*»⁸. Fermez le ban, aucune solidarité, même critique, ne sera proposée par les continuateurs du conseillisme historique –et désormais moribond– des Pays-Bas. Quant au second groupe directement concerné, puisque également fondé par trois ex-membres du KAPN en 1927, le GIC (Groupe des communistes internationaux), il exprimera une solidarité élémentaire avec Van der Lubbe, tout en ne se privant pas de démontrer à quel point son geste avait été «*négatif*» et «*sans valeur*». Après sa rupture avec le communisme autoritaire du Parti en avril 1931, c'est vers le GIC, principal groupe conseilliste néerlandais, partisan de la diffusion d'une conscience accompagnant la croissance de masse du mouvement révolutionnaire en dehors des partis et des syndicats, que Marinus s'était brièvement tourné. Mais dès la création de la LAO à Leyden et à Rotterdam en juillet 1932, c'est cette dernière qui avait séduit le révolté, parce que ce groupe se différenciait fortement du GIC sur un point crucial : cette croissance ne pouvait venir du seul travail théorique et de propagande, mais devait surtout être provoquée par l'intervention active dans les conflits de classe, c'est-à-dire à travers l'action minoritaire à laquelle aspirait Marinus et qu'il n'avait jamais cessé de mener.

Après l'incendie du Reichstag, Anton Pannekoek, le théoricien le plus fameux des GIC à qui on devra le livre de référence *Les conseils ouvriers* (1947), se mettra donc immédiatement au travail pour tenter d'allumer des contre-feux. Il fallait éviter à tout prix que ce mauvais exemple ne se diffuse chez les communistes anti-autoritaires, comme le sous-entendaient de petites publications conseillistes (*Spartacus*, *De Radencommunist*) qui y avaient vu un acte révolutionnaire, parce qu'«*aprouver et applaudir un tel acte signifie conseiller sa répétition*». Dans l'organe théorique du GIC sorti en mars 1933, il écrira donc anonymement deux articles sur la question, l'un sur *La destruction comme moyen de lutte*, et l'autre sur *L'acte personnel*⁹. Sur le premier point, l'astronome de l'université d'Amsterdam s'élèvera contre cette fâcheuse tendance qu'ont certains exploités à libérer leurs mauvaises passions. Si personne ne pouvait certes pleurer la disparition «*d'un des bâtiments les plus vilains de l'Allemagne moderne*», son problème de l'heure est qu'«*il y a d'autres bâtiments, plus beaux, et des musées avec des trésors artistiques*» qu'il faut par contre préserver de la vengeance du premier «*prolétaire désespéré*» venu. Qu'on ne s'y trompe pourtant pas : ici, Pannekoek ne s'oppose pas à tout individu qui s'en prendrait à un des palais du pouvoir dans un moment de fièvre, parce qu'il souhaiterait réserver l'exclusivité de la destruction à des conseils ouvriers qui, seuls, décideraient à leur niveau de ce qui serait «*précieux*» et ce qui mériterait d'être livré aux flammes. Non, c'est la destruction en soi qui pose problème au théoricien. Pour lui, s'il est bien clair qu'au présent la tâche de son groupe ne sera pas «*de mettre les masses en mouvement*», mais «*seulement d'aider la masse en mouvement à trouver le bon chemin*» (tract du GIC, mars

1933), le futur auquel il aspire est la réappropriation par le prolétariat d'une bonne partie de l'existant, et il n'est à ce titre pas question d'y porter atteinte outre mesure. Au-delà même du seul appareil de production et de quelques services (santé, éducation) qui changeront un jour de main, Pannekoek n'hésite pas à étendre le problème à l'ensemble des possessions de l'Etat et de la bourgeoisie : «*à qui enlève-t-on quelque chose par la destruction ? Aux prolétaires victorieux qui seront un jour les maîtres de tout cela*»...

A l'inverse de ses camarades de la LAO, le GIC avait bien compris que pour ne pas risquer d'encourager d'autres Van der Lubbe, mieux valait prêcher la modération plutôt que la vengeance et la solidarité en acte, mieux valait espérer une progression quantitative graduelle vers la révolution plutôt que des actions minoritaires intempestives. Qu'arriverait-il en effet si l'attaque du jeune révolté faisait tâche d'huile, si d'autres répondaient à son «*signal*» ou que cette «*étincelle*» ne fasse exploser toute la violence des rapports sociaux écrasés entre l'enclume social-démocrate et le marteau stalinien, pendant que le forgeron empruntait de plus en plus la sale gueule du fascisme ? Que se passerait-il si la question sociale prenait dès maintenant le chemin inattendu de l'insurrection, comme l'emprunteront par exemple l'année suivante les chômeurs du quartier Jordaan d'Amsterdam (juillet 1934)¹⁰ ? Non, décidément, mieux valait généralement éviter de détruire «*les monuments et les souvenirs des générations passées qui ne peuvent pas être reconstruits*».

En réalité, un tel raisonnement est certainement valable si on pense en terme de masses et de gestion, d'une façon à la fois progressiste et conservatrice («*c'est la propriété de la collectivité que nous tâcherons de transmettre aussi intacte que possible aux générations futures*»). Par contre, si on se bat pour que les individus prennent conscience d'eux-même en se libérant de siècles d'oppression pour s'auto-organiser librement, quelque chose change. Car dans ce cas, il ne s'agit plus d'une transformation de la société à travers la substitution d'une classe par une autre, mais bien d'un bouleversement complet des rapports sociaux (qui ne se réduisent pas aux classes), où la révolution devient alors un processus dans lequel la passion de la destruction est en même temps une passion créatrice vers quelque chose de complètement différent. Et certes, comme nous le suggérait déjà un vieux russe, «*cette passion négative de la destruction est loin d'être suffisante pour porter la cause révolutionnaire au niveau voulu ; mais sans elle cette cause est inconcevable, voire impossible, car il n'y a pas de révolution sans destruction profonde et passionnée, destruction salvatrice et féconde parce que précisément d'elle, et seulement par elle, se créent et s'enfantent les mondes nouveaux*»¹¹.

En écrivant à chaud sur l'incendie du Reichstag pour prodiguer ses conseils aux prolétaires en matière de beaux-arts, Pannekoek n'avait d'ailleurs peut-être pas tant ses amis conseillistes en tête, que nombre de fantômes anarchistes et rebelles. Des insurgés ne s'étaient-ils pas déchaînés en 1909 en Espagne contre l'oppression religieuse séculaire, au prix de disparitions irréversibles qui allaient bien au-delà de questions techniques comme celle des «*points d'appui de l'ennemi*». En mai 1931, deux mois après la chute de la monarchie, les incendies, saccages et pillages de centaines d'églises, et de centres d'enseignement tenus par des religieux s'étaient reproduits dans ce même pays. Et au cours de l'insurrection des Asturies en octobre 1934, c'est la grande bibliothèque de l'université d'Oviedo qui sera incendiée, et de nombreux monuments historiques des plus prestigieux de l'art roman qui seront dynamités. Mais si cette question, finalement plus sociale qu'architecturale, tracasse autant, c'est certainement parce que Marinus n'a fait que ranimer à l'esprit des partisans de la future «*propriété collec-*

tive » un souvenir autrement plus douloureux. En mai 1871, à grand renfort de chariots de poudre, de goudron liquide, d'essence de térébenthine et de pétrole, une partie des communards parisiens fit en effet flamber le palais des Tuileries, lieu du pouvoir royal et impérial, le palais de Justice, le palais de la Légion d'honneur, le palais d'Orsay où siégeait la cour des comptes, l'aile centrale du Palais-Royal où siégeait le conseil d'Etat, l'Hôtel de ville, la galerie de tapisseries de la Manufacture des Gobelins, le ministère des Finances, les Magasins généraux, la gare de Lyon et la Bibliothèque impériale du Louvre. Outre l'avancée de l'armée versaillaise et la volonté de détruire irrémédiablement ce qui ne sera jamais nôtre, ils savaient aussi ce qu'ils ne voulaient transmettre à *personne* : la totalité des archives de Paris furent anéanties au cours de ces incendies, ainsi que l'ensemble de l'état civil (un exemplaire existait au palais de Justice, l'autre à l'Hôtel de ville, et furent tous deux la proie des flammes), et la plus grande partie des archives de la police. Quant aux fameux «*trésors artistiques*» qu'évoque le savant hollandais au début de son article, le Louvre et ses collections n'échappèrent à la destruction le 24 mai 1871 que par l'intervention *in extremis* de soldats versaillais, qui ont empêché le feu de passer du Palais des Tuileries au musée...

* * *

« Pour avoir eu peur de l'incendie d'une baraque de saltimbanques où s'achevait en piteuses grimaces, sous le talon de fer du fascisme, la pitoyable comédie parlementaire allemande, les ouvriers allemands et européens ont subi le martyre et la mort au milieu de l'embrasement de villes entières :

Coventry, Rotterdam, Varsovie, Hambourg, Berlin même ont payé de leur anéantissement le pédantisme paniquard de quelques bonzes. Le seul qui soit sorti honorablement de l'épreuve, c'est Van der Lubbe lui-même, calomnié, torturé, drogué, exécuté sans s'être démenti un instant ni avoir laissé condamner un seul « complice » : il n'a pu, il est vrai, rallier par son sacrifice les masses ouvrières pour la victoire. Ce qui se serait produit sans lui est arrivé, malgré lui. Mais il a du moins combattu, là où [beaucoup d'] autres victimes de l'hitlérisme se sont contentées de subir ».

A. Prudhommeaux

Le Réveil anarchiste, février 1946

Soumis à de nombreux interrogatoires, torturé, expertisé, son courrier limité et sous stricte censure, et peut-être même sous le coup d'injections de médicaments qui le laisseront prostré pendant tout le procès, Marinus Van der Lubbe ne sera plus à même de s'opposer à la redoutable machine de propagande stalinienne qui le salira à travers le monde, en le présentant comme un agent provocateur au service des nazis. Pour tenter de faire contre-poids aux calomnies qui déboucheront sur la parution du *Livre brun* en août 1933, ses amis conseillistes d'Amsterdam se réunissent dès le printemps et lancent un appel national qui débouche sur une assemblée de 35 personnes en juin. Dès l'été sortira en néerlandais la brochure *Marinus van der Lubbe, prolétaire ou provocateur ?*, puis en septembre, pour l'ouverture du procès, le *Livre rouge sur Van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, recueillant le carnet de voyage et des lettres de Marinus, mais aussi des contre-témoignages signés d'individus qui l'ont connu, et qui réfutent les saloperies du *Livre brun*. A l'accusation lancée par l'organe du parti communiste hollandais, *De Tribune*, disant que Marinus aurait tenu des propos fascistes à



partir de 1931, l'un d'eux répond ainsi : « dans la discussion que j'ai eue avec lui [pendant la grève des chauffeurs de taxis de décembre 1932], il a montré qu'il y a plus d'énergie révolutionnaire dans son petit doigt que dans tout Amstel 85 [siège du Parti communiste] réuni. Van der Lubbe est et reste révolutionnaire. Il en serait autrement, s'il avait tenu des discours tels que : « La patrie prolétarienne » ou bien –comme l'a dit Staline– que « le socialisme sera réalisé dans un seul pays ». Voilà du pur nationalisme, et ça c'est nettement fasciste... » Un autre précise quant à lui : « à sa façon, il voyait ces deux grandes masses, à droite et à gauche, et sans doute il a pensé : maintenant ou jamais, et il a fait son acte révolutionnaire. Assez barbouillé d'encre, Messieurs ! Ce n'est pas l'acte de Marinus, mais votre dégonflage qui est l'avant-coureur du fascisme. »

Quelques Comités van der Lubbe seront ainsi créés en solidarité dans plusieurs pays, dont celui (qui durera jusqu'en 1939) initié par le libertaire français André Prudhommeaux. Ce dernier sera très actif pour la défense de Marinus, voyageant aux Pays-Bas afin de recueillir de nouveaux témoignages de ses compagnons de lutte, et se démenant passionnément pour établir un réseau international de correspondants. Guy Alfred, militant conseilleriste proche des libertaires de Glasgow publiera plusieurs articles dans *The New Spur*, comme ce sera par exemple le cas en Italie, en Belgique (dans l'hebdomadaire *Le Rouge et le Noir*) ou aux États-Unis (dans le mensuel *Man!* de San Francisco). La brochure *Marinus van der Lubbe, prolétaire ou provocateur ?*, qui sera traduite en français, anglais et italien par les soins des comités, reflétera aussi l'influence libertaire. En douze pages, le comité hollandais y défend avec vigueur l'incendie du Parlement allemand : « [les partis socialistes et communistes] redoutent par dessus tout, dans le coup porté au parlementarisme, un coup porté contre eux-mêmes, les phrasiers, les fanfarons, les faiseurs de compromis, les tripoteurs, les chefs ! Par un instinct infailible, ils reconnaissent dans Marinus van der Lubbe l'homme d'un monde ennemi. Parmi les millions de dos courbés du servile bétail électoral, un seul prolétaire s'est levé et a souffleté leur face de Judas ! C'est Marinus van der Lubbe. Telle est la signification de son acte, voilà pourquoi ils cherchent à souiller son honneur de révolutionnaire », avant de lancer un avertissement prémonitoire aux lecteurs : « un prolétariat qui accepte les accusations calomnieuses et mensongères des cliques dirigeantes contre un camarade de classe, parmi les plus actifs et meilleurs, est mûr pour suivre le prolétariat allemand dans la nuit du fascisme. » En novembre 1933, le tirage de la traduction française de cette brochure sera complété par un petit texte du Comité Van der Lubbe (France) intitulé *A tous*, précisant les bases anarchistes de la solidarité avec Marinus : « ne nous laissons pas briser par la force d'inertie des Partis, par le système jésuitique de la discipline de cadavre et de la Raison d'Etat. Sinon, nous sommes mûrs pour le knout, la matraque et le règne de la croix gammée. C'est notre propre destinée qui est en jeu. En face de l'esclavage des consciences, il n'y a que deux attitudes possibles : ou DEBOUT (avec Van der Lubbe), ou A QUATRE PATTES avec le bétail votant, paradant, payant et massacrant. Il faudrait que la désobéissance envers les « autorités » qui ont mis l'anathème sur Van der Lubbe, devint le commencement de la grande désobéissance ; celle qui créera la société des hommes libres. »¹²

En France, il n'est pas étonnant que ce soient surtout des anarchistes qui aient accueilli ces textes, en tout cas ceux qui n'ont pas besoin de pincettes pour défendre les actes solitaires et généreux de révolutionnaires, même conseilleristes, et qui ne pensent pas que les masses sont tout. Des flots d'articles seront ainsi publiés dans *Le Flambeau* (Brest) ou *Le Semeur* (Falaise, Calvados) dès 1933, puis en mars 1934 dans un numéro spé-

cial de *La revue anarchiste* conçu par Prudhommeaux, avec des extraits du *Roodboek* hollandais traduit en français (et rebaptisé *Livre rouge et noir sur l'incendie du Reichstag* pour l'occasion !). Ils auront non seulement à faire face aux calomnies de la presse de tous bords, mais aussi à celles du Secours rouge international (situé à Paris-19e) « contre le fascisme, pour le soutien des victimes de la terreur hitlérienne », qui entendait sauver « cinq militants révolutionnaires faussement accusés de l'incendie du Reichstag, provocation d'Hitler, emprisonnés et menacés de pendaison »... à savoir uniquement Dimitrov et ses quatre acolytes du Parti et du Komintern. En plus des pétitions d'intellectuels, de la vente de cartes postales de soutien à 50 centimes avec le portrait des chefs staliniens ou le martelage de l'*Humanité*, de nombreux meetings furent organisés, comme celui du 19 décembre 1933 au Luna Park de Paris, où les apparatchiks offrirent comme clou du spectacle à une foule de 30 000 personnes contrites, la vieille mère de Dimitrov venue de Bulgarie.

Du côté anarchiste par contre, comme le précisera Prudhommeaux des années plus tard dans une lettre, « la presse libertaire des pays latins nous était généralement ouverte, à l'exception du Libertaire de Frémont, aligné sur le plate-formisme et le ministérialisme de front populaire, et dont toute l'équipe devait en septembre 1939 se rallier à l'Union sacrée ». Après l'incendie du Reichstag, c'est pourtant vers ce journal que André Prudhommeaux s'était d'abord tourné, entamant le 17 mars la publication d'une série d'articles en défense de Marinus. La rédaction du *Libertaire* y mettra brutalement fin deux semaines plus tard, en se justifiant par un commentaire lapidaire de bas de page : « Nous ne partageons pas le point de vue de notre camarade A. P. Il nous apparaît au contraire que Van der Lubbe est bien un agent d'Hitler. » Pour les mêmes raisons, les anarcho-syndicalistes allemands du DAS (*Deutsche Anarcho-Syndicalism*) s'opposèrent plus tard de façon véhémente, avec l'appui de R. Rocker et A. Souchy, aux compagnons internationalistes qui voulurent adhérer à la FAI sous le nom de Groupe Marinus van der Lubbe au début de la révolution espagnole de 1936. « En général, notera également Prudhommeaux, la ligne de démarcation entre anarchistes partisans ou adversaires de Lubbe passait par les mêmes hommes que, plus tard, le militarisme et l'antimilitarisme, le gouvernementalisme et l'antiétatisme devaient affronter en Espagne »¹³. Au fond, de la condamnation du jeune incendiaire hollandais en 1933 à la défense de l'entrée dans les ministères espagnols en 1936, il existe bien un fil, qui bouscule jusqu'aux partisans de l'idée anarchiste. C'est celui du rapport politique, qui ne voit plus dans l'attaque individuelle et autonome la nécessité de l'action directe, mais au mieux un acte isolé des masses qui fait le jeu de la répression. Celui qui dans la destruction d'un rouage de l'Etat ne voit plus le courage de ses propres idées, mais au mieux une erreur d'analyse sur ce qu'il convient pour l'heure de préserver ou d'intégrer. Face à l'événement, et au nom de circonstances bien sûr exceptionnelles, il existera toujours une excuse valable pour renoncer à la tension éthique au nom de la politique, pour disjoindre l'idée de l'action à la lumière de quelque calcul stratégique.

Face à la politique contorsionniste et à l'opportunisme agile, ne pas renoncer à ses propres idées, y compris en cas de bourrasque, permet non seulement de maintenir la tension anarchiste entre penser et agir de façon cohérente, mais offre surtout la possibilité de l'expérimenter dans sa vie même, avec toute la force et la volonté propre à chacun. Ainsi, à côté d'un Prudhommeaux à qui revient certes l'initiative de la création d'un Comité Van der Lubbe à Paris, un autre compagnon, au parcours plus discret, mérite toute notre attention. Alphonse

Barbé (1885-1983), qui sera le trésorier du Comité international créé en septembre 1933 pour étudier, analyser et confronter toutes les calomnies lancées contre Marinus, s'est retrouvé presque par hasard dans la solidarité avec le révolutionnaire hollandais.

Ouvrier meunier de Vannes, puis représentant de vente à crédit, Alphonse Barbé part travailler en 1912 comme triporteur à Paris, où il commence à embrasser l'idée anarchiste. Devenu marchand ambulant en Bretagne, il est de retour dans la capitale en 1914 à l'approche de la guerre, convaincu du déclenchement de la grève générale insurrectionnelle contre l'imminent fratricide. Ses espoirs, comme ceux de tant de ses compagnons, sont déçus par la trahison des leaders socialistes et syndicalistes, et le nationalisme qui ravage la classe ouvrière. Sans fleur au fusil, il n'échappe pour autant pas à la mobilisation. Blessé au front en septembre 1915, il finit par désertier un an plus tard et par se cacher à Paris où, sous une fausse identité, il continuera de lutter contre la boucherie en cours et pour l'anarchie. Arrêté en juin 1917 avec d'autres compagnons pour avoir publié un numéro clandestin du *Libertaire* (à 12 000 exemplaires), il est immédiatement condamné à 15 mois de prison, peine qui sera portée en décembre 1917 par la cour d'appel à trois ans, pour « *propos alarmistes et usurpation d'état civil* ». Au bout de deux années à La Santé puis à Clairvaux, il est libérable suite à l'amnistie d'octobre 1919, mais est à nouveau arrêté et replonge un an à Nantes pour sa désertion de 1916.

À sa sortie définitive de prison en 1920, il rejoint sa compagne à Caen pour faire les marchés. L'enthousiasme lié à la Révolution russe le décide un temps à participer aux activités du Parti communiste qui se crée en décembre de cette année-là, mais contrairement à beaucoup d'autres, Barbé revient très vite sur cette erreur. Dès 1923, il fonde son propre journal, *Le Semeur de Normandie*, organe de libre discussion, qui est alors l'un des rares journaux à prendre concrètement parti d'un point de vue antimilitariste pour les objecteurs de conscience qui commencent à s'organiser. Rebaptisé en 1925 *Le Semeur contre tous les tyrans*, organe bi-mensuel de culture individuelle, le journal déménagera de Caen à Falaise en 1927, et finira par compter jusqu'à 280 numéros avant sa disparition en novembre 1936.

Avec l'alignement du *Libertaire* sur la position du complot nazi, c'est dans la *Correspondance internationale ouvrière* du 25 mars 1933 que Prudhommeaux publiera la traduction d'un article de *Spartacus*, l'organe de l'Opposition ouvrière de gauche néerlandaise (LAO) qui, un peu plus d'une semaine après l'incendie, décrivait la véritable personnalité et les idées de Marinus van der Lubbe, contredisant radicalement tout ce qui était écrit dans la presse ouvrière aussi bien que bourgeoise. Les auteurs affirment par exemple n'avoïr aucune raison de douter des motivations anticapitalistes de Marinus, puisqu'ils jouissaient « *il y a peu de temps encore du privilège d'entretenir des relations avec lui* ». En pleine tourmente répressive, réaffirmer publiquement et à contre-courant son affinité avec l'incendiaire du Reichstag n'allait pas de soi. Impressionné par la lecture de cet article, Barbé décide de le republier dans son journal : « *Ce fut pour moi une effarante et douloureuse stupeur d'apprendre le bourrage de crâne que nous avions subi, que la vérité sur l'acte de l'incendiaire du Reichstag était, malgré les apparences, d'une tout autre valeur que celle que nous avait fourni une presse affolée et aussi mensongère que la presse capitaliste [...]. Nous nous associons au geste de nos amis de la Correspondance internationale ouvrière pour dénoncer cette scandaleuse malpropreté* » (*Le Semeur* du 22 avril 1933). C'est d'ailleurs avec l'appui de tels témoignages venus des Pays-bas, que d'autres journaux anarchistes à travers

le monde prendront, comme Barbé, fait et cause pour Marinus, trouvant « *logique que la révolte contre ce passé d'ignominie et contre ce présent commence par la démolition du symbole le plus auguste de la tromperie, le bâtiment du Reichstag* » (*L'Adunata dei Refrattari*, 20 mai 1933).

Après avoir rejoint le Comité international, Alphonse Barbé expose sa défense du subversif qui a tenté de secouer l'immobilisme de la population dans *Le Semeur* du 9 septembre 1933 : « *nous ne nous faisons nulle illusion sur le verdict qui attend Van der Lubbe, nous savons qu'il paiera de sa vie son geste désintéressé, c'est donc moins pour le sauver que pour sa mémoire que nous le défendrons, car elle symbolise pour nous [...] la conscience de l'homme en face de ses responsabilités historiques. Van der Lubbe rejoint les objecteurs en brisant avec le conformisme social et révolutionnaire ; avec les dogmes collectifs.* » Le 15 septembre paraît un numéro spécial du *Semeur* « pour la défense de Van der Lubbe », qui sera tiré à 10 000 exemplaires, et qui contient notamment la traduction de la brochure-manifeste du Comité hollandais, *Marinus van der Lubbe, prolétaire ou provocateur ?*, et d'une partie de la correspondance de Marinus (deux lettres d'avril 1931 écrites lors de son séjour à Berlin, une lettre de juin 1932 écrite de la prison d'Utrecht, et plusieurs de ses lettres écrites de sa prison à Berlin, à l'été 1933). En octobre, *Marinus van der Lubbe, prolétaire ou provocateur ?* est repris en brochure, tirée à 5 000 exemplaires. Barbé entame également la publication, dans *Le Semeur*, du *Journal de route de Van der Lubbe*, écrit pendant son voyage fait en 1931 à travers l'Europe centrale, et publiera des articles sur lui jusqu'en février 1935.

Le 10 janvier 1934, alors qu'il est en train d'achever la publication de ce récit de voyage en une brochure intitulée *Le Carnet de route d'un sans-patrie*, Alphonse Barbé apprend que Marinus vient d'être décapité. Il ajoutera alors à sa brochure un dernier hommage plein de rage au généreux vagabond : « *Il ne suffisait pas qu'il ait innocenté ses co-accusés ; qu'il ait pris pour lui, seul, les responsabilités ; qu'il ait, par son courage, sauvé leur vie ; qu'il ait payé de sa mort son geste courageux, puisque des individus cherchent encore à salir ce vagabond héroïque qui, en libérant sa conscience, sauva l'honneur de la classe ouvrière en déroutant devant Hitler et ses troupes. Il est vrai, qu'avant lui, de nombreux révoltés ont connu ces haines, ces anathèmes, ces honteux lâchages, ces perfides calomnies ; c'est qu'il ne faut pas que du troupeau émerge celui qui marque, par son destin, la distance qui sépare le serf de l'homme libre et montre toute la bassesse et l'ignominie des foules à genoux devant les despotes !* »

* * *

Le Président : « *Avez-vous entendu l'avis des experts qui disent qu'un homme seul ne pouvait pas mettre le feu ?* »

Van der Lubbe : « *Oui, je sais que c'est l'opinion personnelle des experts. Mais cependant, j'y étais et eux non. Je sais que j'ai mis le feu à la Chambre des Débats avec ma veste* »

Procès de Leipzig,
audience du 23 novembre 1933

Refuser que des individus, des révoltés, des exploités puissent agir par eux-mêmes (« *c'est de la classe, poussée par des forces sociales massives, que doit venir toute initiative* » affirme Pannekoek dans *L'acte personnel*), condamne non seulement à l'attentisme, mais amène aussi à remettre en question la réalité de cette « *force sociale* », elle-même composée de mille visages et pratiques conflictuelles (ce serait qui,

cette fameuse «classe», une fois qu'on a rejeté ses représentants politiques et syndicaux, sinon aussi chacun tel qu'il agit ?). S'il est clair que l'action directe et autonome, individuelle ou collective contre l'autorité, y compris lorsqu'elle n'est pas généralisée, ne relève en rien d'un « élitisme de la subversion » ou du « mépris de la servitude volontaire » comme l'ont encore écrit perfidement les postfaciers d'un bouquin sur Van der Lubbe en 2003 ¹⁴, c'est parce qu'il s'agit au contraire d'une possibilité permanente donnée à chacun de reprendre son destin en main en luttant contre l'ordre des choses. Marinus a choisi la façon qui lui semblait la meilleure, et l'a assumée jusqu'au bout avec dignité. Son acte nous parle encore, parce qu'il pose que le pouvoir n'est pas une machine abstraite hors de portée, et que même un individu avec des moyens ordinaires (ici des allume-charbon) peut frapper et atteindre l'ennemi. C'est aussi cette capacité d'analyser par soi-même, de s'auto-organiser puis d'agir qui était inacceptables pour le pouvoir et ses concurrents, comme le rappelait déjà la *Conférence internationale* des comités Van der Lubbe organisée à Paris le 31 décembre 1933 après sa condamnation à mort : «chaque allusion calomnieuse à Van der Lubbe est un coup porté à l'esprit d'initiative et à la spontanéité», c'est-à-dire à l'action directement menée par des exploités.

Car ce que le marcheur hollandais infatigable a estimé valable il y a tout juste 80 ans, le reste encore aujourd'hui : la domination est un rapport social qui s'incarne d'abord dans des rouages du quotidien. Il n'y a pas quelques grands méchants qui écraseraient une foule d'opprimés, mais plutôt un rapport de domination basé à la fois sur la coercition et sur la soumission, c'est-à-dire la participation plus ou moins active de chacun. Cette domination n'exerce pas son pouvoir en tirant les ficelles derrière les murs d'un bunker secret, mais s'incarne à la fois dans un nombre incalculable d'hommes et dans des structures qui nous environnent. A titre d'exemple, le contrôle social se trouve dans des technologies et des instruments comme les relais de téléphones portables et de télévision, les caméras au coin de la rue, les câbles optiques, les centraux informatiques, des architectes et des entreprises (qui construisent les prisons, les hôpitaux psychiatriques, les centres de rétention, les tribunaux, les commissariats ?), des banques pour les financer et des bureaux pour les administrer.

En cela, avec ses attaques répétées contre des Bureaux d'assistance des chômeurs –bien avant celle contre le Reichstag qui fut la dernière–, Van der Lubbe formulait déjà une proposition qui peut encore résonner au cœur des subversifs d'aujourd'hui : la sale gueule de la domination emprunte souvent, et aujourd'hui plus que jamais, des visages bien plus familiers qu'il n'y paraît, des visages à portée de griffe... De même, quand pour combattre la montée du fascisme il s'en est aussi pris à une mairie ou au siège d'une assemblée de représentants politiques, plutôt qu'à une des structures spécifiques du parti nazi comme cela aurait pu sembler évident, Marinus a avancé une hypothèse dont la lucidité s'est révélée par la suite : le fascisme n'est pas l'opposé de la démocratie, mais bien le mode de gestion différent d'un même système autoritaire à détruire. A ce titre, Marinus n'était pas plus «antifasciste» qu'«anti-démocrate», il était tout simplement révolutionnaire.

■

1. Marinus van der Lubbe, *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, C. Reeve et Y. Pagès dir., ed. Verticales/Le Seuil (Paris), mars 2003, p.49

2. Paul Barton, *Pour un anniversaire. Marinus Van der Lubbe ou Le mythe dans l'histoire*, La Révolution prolétarienne, n°437, mars 1959, p. 17-22 ; republié dans *Agone* n°25, Marseille, mai 2001, p. 184

3. Nico Jassies, *Marinus van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, ed. Antisociales (Paris), novembre 2004, p.36

4. Affirmer que Marinus van der Lubbe était homosexuel suffisait d'emblée à le discréditer aux yeux d'une classe ouvrière qui ne brillait pas par son ouverture d'esprit (homosexuel étant dans ce cas synonyme de «faible» et de «déséquilibré»). Mais la thèse du *Livre brun* des stalinien avait un second objectif : démontrer contre toute évidence que Marinus travaillait pour les nazis, parce qu'il aurait été un des «gitons» du chef des SA, Ernst Röhm ! «*L'homosexualité de Van der Lubbe l'a mis en rapport avec les nazis lors de ses voyages ultérieurs en Allemagne*», «*les relations homosexuelles de Van der Lubbe et des chefs nationaux-socialistes, sa dépendance matérielle le rendaient souple et obéissant à la volonté des incendiaires*», pour conclure de manière exemplaire : «*Le plan de l'incendie a été trouvé par un fanatique apologiste du mensonge et de la provocation : le Dr Goebbels. La direction de l'action est entre les mains d'un morphinomane : le capitaine Goering. Le commandement des incendiaires est confié à un assassin de la Vehm : Edmund Heines. L'instrument est un jeune pédéraste à moitié aveugle, Marinus van der Lubbe*» in Comité international d'aide aux victimes du fascisme hitlérien, *Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*, ed. du Carrefour (Paris), sept. 1933, pp. 51, 57 & 59

Le 20 septembre à Londres, veille de l'ouverture du procès de Leipzig, ce Comité international publie les conclusions de son contre-procès stalinien, reprenant à la lettre les allégations du *Livre brun*. Dévoilées par l'apparatchik du Parti communiste Gabriel Péri, devant 6000 personnes, lors d'un meeting dans la salle Bullier de Paris, Van der Lubbe y devient «un dégénéré qui erra à travers les groupes politiques de Hollande, et qui est tombé en Allemagne sous la dépendance d'un chez nazi homosexuel» (*L'Humanité*, 21 septembre 1933, p.2)

5. C'est le 9 mars 1933 que Dimitrov est arrêté en Allemagne alors qu'il voyageait clandestinement pour le Komintern, au prétexte de sa complicité dans l'incendie du Reichstag. Dès 1922, il avait été élu au Comité central de l'Internationale syndicale de Moscou (Profintern), avant d'être désigné membre du Bureau ouest-européen du Komintern (WEB) à Berlin en 1928. Ce bureau chapeaute les partis communistes allemand, français, belge, polonais, italien et autrichien. Après son acquittement en décembre 1933, le régime nazi laissera ce haut responsable stalinien regagner tranquillement l'URSS, qui lui confèrera la citoyenneté soviétique. Dimitrov sera alors secrétaire général du Komintern de 1934 à sa dissolution en 1943, mettant par exemple en place la politique de Front populaire avec les partis bourgeois à partir de 1934, puis celle de l'alliance avec les nazis officialisée en 1939 par le pacte germano-soviétique. En 1945, il prendra directement la direction du Parti communiste en Bulgarie, dont il deviendra aussi Premier ministre de 1946 jusqu'à sa mort en 1949. Les 150 camps de concentration qu'il y installera en quelques années lui vaudront d'être embaumé dans un mausolée au cœur de Sofia, où le co-accuseur de Van der Lubbe trônera jusqu'en 1990.

6. Oubliant en passant les milliers d'anarchistes comme Erich Mühsam, qui sera arrêté au petit matin du 28 février 1933, quelques heures à peine après l'incendie du Reichstag, et mourra le 10 juillet 1934 sous les coups et les tortures des SS dans le camp de concentration d'Oranienburg.

7. Pierre Kropotkine, *L'action* in *Le Révolté* (Genève), 2e année, n°22, 25 décembre 1880

8. De Arbeidersraad, *Verklaring*, Amsterdam, 2 octobre 1933

9. Anton Pannekoek, in *Persmateriaal Internationale Communisten* (PIC) n°7, mars 1933. Ces deux articles ont été traduits du néerlandais dans *Echanges* n°90, Paris, printemps-été 1999, p. 61-65

A VAN DER LUBBE ASSASSINÉ

Cette brochure était en préparation, lorsque nous parvint la nouvelle de l'assassinat légal d'une des plus belles et plus pures figures du mouvement révolutionnaire.

N'ayant pu, malgré des tortures sans nom prolongées durant plusieurs mois, avoir raison de la volonté de l'héroïque militant, Hitler, rageur et impuissant, lui a fait payer de sa tête son courage et sa probité.

Il est mort aussi simplement qu'il avait vécu, comme absent de l'abominable comédie qui se déroulait autour de lui. Ayant fait le sacrifice de sa vie, vouant un profond mépris tant à ses juges en service commandé, qu'à certains démagogues dont l'un réclama sa tête, il a gardé jusqu'au bout le silence du juste.

Il ne suffisait pas qu'il ait innocenté ses co-accusés ; qu'il ait pris pour lui, seul, les responsabilités ; qu'il ait, par son courage, sauvé leur vie ; qu'il ait payé de sa mort son geste courageux, puisque des individus cherchent encore à salir ce vagabond héroïque qui, en libérant sa conscience, sauva l'honneur de la classe ouvrière en déroutant devant Hitler et ses troupes.

Il est vrai, qu'avant lui, de nombreux révoltés ont connu ces haines, ces anathèmes, ces honteux lâchages, ces perfides calomnies ; c'est qu'il ne faut pas que du troupeau émerge celui qui marque, par son destin, la distance qui sépare le serf de l'homme libre et montre toute la bassesse et l'ignominie des foules à genoux devant les despotes !

C'est parce qu'il voulut sortir de cette mer de boue qu'on tente d'étouffer, avec l'homme d'action, la conscience qu'il fut. Mais son silence parle plus haut que tous les bêlements, tous les braiements, tous les mensonges, parce qu'il est celui d'un révolté qui, mort, fait encore trembler les pleutres et les tyrans.

Aussi, plus que jamais, sommes-nous décidés à faire rendre justice à VAN DER LUBBE, à travailler à la réhabilitation de sa mémoire, à démasquer les faux apôtres, les politiciens, les démagogues pour lesquels il reste l'ennemi ; il faut que tous ceux qui ont un esprit qui n'est point serf des dogmes et des contraintes, nous aident à ressusciter de son tombeau celui que la lâcheté humaine y a précipité ; VAN DER LUBBE vivra pleinement, parmi nous, vivant exemple dont chacun se voudra digne.

Nous te jurons, VAN DER LUBBE, puisque tu es mort pour nous, de poursuivre l'œuvre que tu as commencée. Ce sera notre contribution à ton souvenir.

Alphonse Barbé, 10 janvier 1934

10. Les chômeurs d'Amsterdam étaient une des franges les plus déterminées des Pays-Bas. Les longues queues quotidiennes devant les bureaux de pointage quotidien obligatoire étaient notamment propices à des discussions et à la diffusion de la presse révolutionnaire. Le mouvement des chômeurs déboucha en juillet 1934 sur une insurrection, lorsque le gouvernement conservateur de Hendricus Colijn décida de réduire leurs allocations. Le 4 juillet, les ouvriers du quartier Jordaan d'Amsterdam manifestèrent spontanément, sans consignes de partis ou de syndicats, contre les mesures gouvernementales. Ils offrirent dans ce quartier, comme dans le "quartier indonésien", une vive résistance aux attaques de la police, motorisée ou à cheval. Les rues furent bientôt couvertes de barricades et restèrent aux mains des insurgés. Le lendemain, l'armée reprenait le quartier avec des chars et des mitrailleuses, faisant 7 morts et plus de 200 blessés. Fort de sa victoire, le gouvernement néerlandais interdit toute manifestation et tout meeting par la suite. Bien qu'ayant pris ses distances avec la lutte des chômeurs de Jordaan, en n'y voyant que «pillages et provocations», *De Tribune*, l'organe du Parti communiste (CPN) fut interdit.

11. Michel Bakounine, *Etatisme et anarchie* (1873) in Œuvres complètes, ed. Champ Libre (Paris), 1976, vol. IV, p. 223

12. Marinus van der Lubbe, *prolétaire ou provocateur ? brochure-manifeste du Comité hollandais pour la défense et la réhabilitation de M. Van der Lubbe*, ed. du Semeur (Falaise), octobre 1933, p.12

13. Lettre de Prudhommeaux à Rüdiger du 10 novembre 1959, in Nico Jassies, *Marinus van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, ed. Antisociales (Paris), novembre 2004, p. 157

Voir aussi André Prudhommeaux, *L'ordre règne en Allemagne. Le bilan de douze ans de « bolchevisation » du prolétariat allemand*, deux articles du *Libertaire* (mars 1933) republiés dans *Agone* n°35-36, Marseille, 2006, pp. p. 283-297

14. Marinus van der Lubbe, *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, C. Reeve et Y. Pagès dir., ed. Verticales/Le Seuil (Paris), mars 2003, p.285





SUBVERSIONS #1 – SEPTEMBRE 2012

- Discours sur la méthode
(la lutte avec des harragas à Paris)
- Aux insoumis de la pacification sociale
- La répression et son petit monde
- A l'air libre
- Dans le marécage
- Démocratie blues
- Le criminel c'est l'électeur
- Des pavés dans les urnes
- Pourquoi parler de démocratie ?
- L'incendie
- Un retour sur l'insurrection
et ses contours
- Sur quelques vieilles questions
d'actualité parmi les anarchistes
- Quarante
- Blanqui ou l'insurrection d'Etat



SUBVERSIONS #2 – AVRIL 2013

- L'ouvriérisme comme idéologie
au service des patrons
- Notre-Dame-des-Landes :
contre l'aéroport et son quoi ?
- Res communis ou res nullius ?
- L'enfer est pavé de bonnes intentions :
l'Humanitaire à l'aune du 3e millénaire
- Critique de la société idéale
- Liberté ?
- Egypte. Comme la mer
- Invitation à la rencontre de Zurich
- Contribution barbare
- De court-circuit en black-out social
- Quelque chose qui manque
- Dépasser les frontières
- Un coup de lime : l'anarchisme
autonome de G. Ciancabilla

Numéros toujours disponibles au prix et à l'adresse habituels (voir page 3)

A partir du prochain numéro, nous ouvrons une rubrique *Correspondances*, avis aux lecteurs !

DÉJÀ-VU

16. *Le futur RER : les veines de la métropole*, publié dans *Hors Serice* n°36, Bruxelles, 1er mai 2013
18. *Gesellschaft oder Gefängnis ?*, traduit de l'allemand de *Aufbruch* (Zurich) n°4, février 2013, p.1
19. «*Nein*» sagen bringt nichts, greifen wir an !, tract d'octobre 2012 distribué lors d'une manif, traduit de l'allemand de *Aufbruch* (Zurich) n°5, mars 2013, p.1
22. Traduit de l'italien de l'introduction à *Sono ateo, grazie a Dio !*, ed. Gratis (Florence), 2006, pp. 5-12
25. Michel Bakounine, *L'empire knouto-germanique (seconde version)*, 1871
29. Affiche collée à Gênes en février 2009 et traduite de l'italien dans *Cette Semaine* n°98, printemps 2009, p. 46
31. Lope Vargas, *Per regolare i conti*, traduit de l'italien de *Diavolo in corpo* n°3, Turin, novembre 2000, pp. 39-42 in *Le diable au corps*, ed. Mutines Séditions, Paris, 2e ed. décembre 2011
36. *Banalidades de base relativamente às recentes mobilizações sociais e ao seu possível desenvolvimento*, in *O bairro de ninguém*, journal anarchiste éphémère, 28 octobre 2011, reproduit dans *Quem não arrisca não petisca...*, Contributions pour une lutte anti-autoritaire dans le contexte des manifestations contre l'austérité au Portugal 2011/12, ed. en anglais, début 2013, pp. 10-14
40. *L'imprevisto*, traduit de l'italien de *Finimondo*, 7 septembre 2012
44. Alfredo M. Bonanno, *E noi saremo sempre pronti a impadronirci un'altra volta del cielo*, traduit de l'italien de *Anarchismo* n°42, mars 1984, p.13
45. *Mierda sempre Comandante!*, traduit de l'italien de *Finimondo*, 15 mars 2013

